



Lire et Écrire
Wallonie

Convention pluriannuelle
2014-2016 entre la Région
wallonne et Lire et Écrire en
Wallonie visant les actions
de sensibilisation, accueil,
orientation et émergence
de la demande, ainsi que
les actions dans le domaine
de l'action sociale et de
l'alphabétisation des
travailleurs

Rapport d'activités **2016**

Table des matières

Table des matières	1
Introduction	2
Lire et Écrire	2
L'alphabétisation en Région wallonne	3
Objectifs et contenu du rapport d'activités	3
PARTIE I : Synthèse des actions réalisées en 2016	4
OBJECTIF 1.....	4
OBJECTIF 2.....	8
OBJECTIF 3.....	10
OBJECTIF 4.....	13
PARTIE II : Focus sur des actions réalisées par les 8 Régionales wallonnes de LEE en 2016	17
Lire et Écrire Brabant wallon : développement partenarial pour déployer des actions à l'adresse des personnes les plus éloignées de l'emploi.....	17
Lire et Écrire Centre-Mons-Borinage : Développement de collaborations pour la mise en place de filières et passerelles.....	21
Lire et Écrire Charleroi-Sud-Hainaut : sensibilisation et développement partenarial dans la commune de Farciennes pour la mise en place d'un dispositif pilote de formation modulaire.....	25
Lire et Écrire Liège-Huy-Waremme : collaboration avec le PCS d'Amay pour la mise en place d'une offre de formation	30
Lire et Écrire Luxembourg : mise en place d'un dispositif alpha travailleurs à Arlon	33
Lire et Écrire Namur : « tous sensibilisateurs » – les apprenants acteurs de la mission de sensibilisation	37
Lire et Écrire Verviers : actions pour la mise en place de plusieurs groupes de formation adressés à des personnes en demande d'asile	41
Lire et Écrire Wallonie picarde : Partenariat entre LEE WAPI et l'IBEFE de Wallonie picarde	45
PARTIE III : Enjeux traversant les actions d'alphabétisation – sur base de l'analyse des focus 2016	51
Mobiliser les partenaires dans la prise en compte des personnes illettrées et la lutte pour l'alphabétisation	51
Favoriser l'accès de tous à une alphabétisation de qualité – faire émerger la demande et maintenir l'engagement en formation	53
Le projet politique de Lire et Écrire : développer l'alpha dans une perspective d'émancipation et de participation des personnes, et de changement social pour plus d'égalité.....	55

Introduction

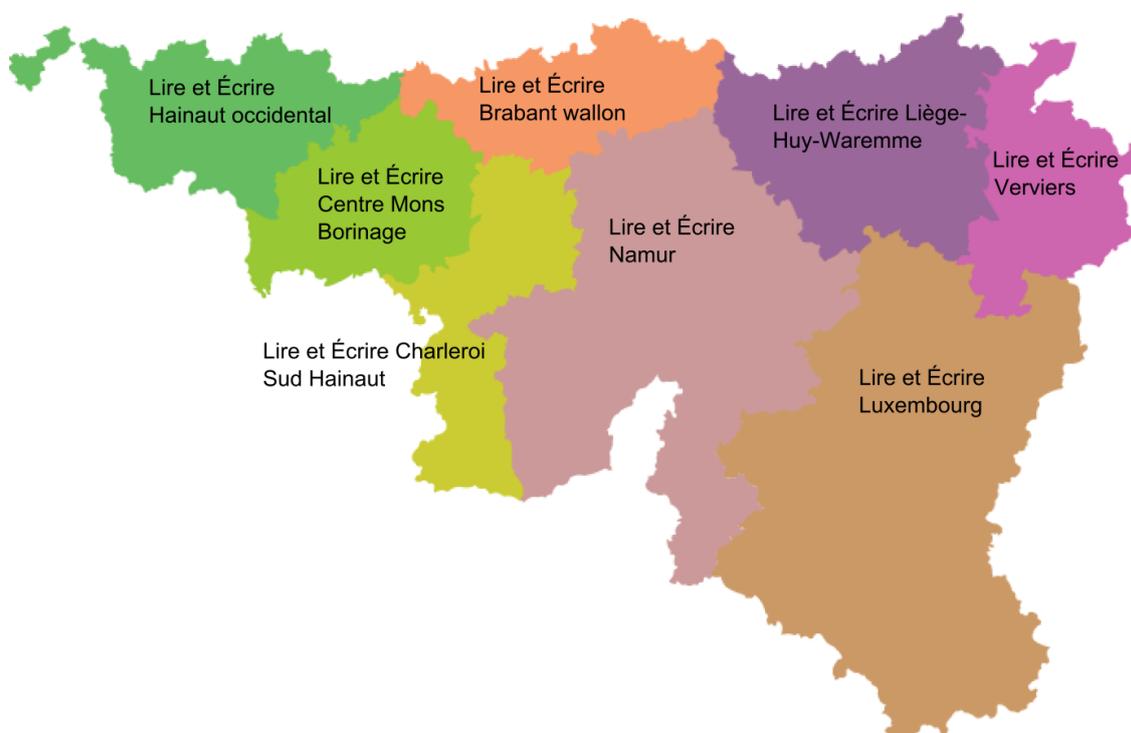
Lire et Écrire

Issue des mouvements ouvrier chrétien et socialiste, Lire et Écrire en Wallonie a pour mission de promouvoir et développer l'alphabétisation en Région wallonne. Elle milite pour que les questions du droit à l'alphabétisation pour tous et de la prise en compte des personnes en situation d'illettrisme soient portées par l'ensemble des associations et institutions et par l'ensemble des citoyens. A travers ses actions, elle vise trois grands objectifs¹ :

- attirer l'attention de l'opinion publique et des pouvoirs publics sur la persistance de l'analphabétisme/l'illettrisme, et sur l'urgence d'en combattre les causes et d'y apporter des solutions ;
- promouvoir le droit à une alphabétisation de qualité pour tout adulte qui le souhaite ;
- développer l'alphabétisation dans une perspective d'émancipation et de participation des personnes et de changement social pour plus d'égalité.

Lire et Écrire en Wallonie assure la coordination des 8 Régionales wallonnes, qui poursuivent les mêmes missions et objectifs à l'échelon de leur sous-région :

- Lire et Écrire Brabant wallon ;
- Lire et Écrire Centre-Mons-Borinage ;
- Lire et Écrire Charleroi-Sud-Hainaut ;
- Lire et Écrire Liège-Huy-Waremme ;
- Lire et Écrire Luxembourg ;
- Lire et Écrire Namur ;
- Lire et Écrire Verviers ;
- Lire et Écrire Wallonie picarde.



Les Régionales sont des entités autonomes dotées chacune d'un conseil d'administration propre et d'un plan d'actions adapté au contexte dans lequel elles mènent respectivement leurs actions ; toutefois, partageant des valeurs et objectifs communs, tels que formulés ci-avant, les Régionales mènent leurs actions dans le cadre de stratégies et positions coordonnées, et partagent une série de projets communs.

¹ Charte de Lire et Écrire, octobre 2011

L'alphabétisation en Région wallonne

Comme dans le reste de l'Europe, l'illettrisme en Région wallonne est une réalité persistante : on estime à 10 % au moins la part des personnes en situation d'illettrisme/analphabétisme parmi la population adulte, c'est-à-dire ne possédant pas les aptitudes de base en lecture, écriture ou langue orale, leur permettant de faire face aux besoins de la vie quotidienne².

Face à cette réalité et à la diversité des publics concernés, mais aussi parce que les difficultés liées à l'illettrisme font surface dans nombre de situations et contextes différents de la vie quotidienne, le travail d'alphabétisation mené par Lire et Écrire doit nécessairement se décliner en plusieurs facettes : celles-ci se traduisent notamment par des actions de prévention, accompagnement méthodologique des opérateurs, sensibilisation et mise en réseau partenarial des acteurs potentiellement en contact avec des personnes en situation d'illettrisme, ainsi que par des actions d'accueil, d'accompagnement, d'orientation et de formation de ces publics.

Parallèlement, en raison de la diversité qui les caractérise, les questions liées à l'alphabétisation dépendent, au niveau politique, de plusieurs niveaux de pouvoir – européen, fédéral, communautaire, régional, communal – mais aussi de domaines de compétences multiples, tels que l'insertion socioprofessionnelle (ISP), l'action sociale, la cohésion sociale, la lutte contre la pauvreté et l'éducation permanente.

Objectifs et contenu du rapport d'activités

Dans la perspective d'une politique concertée et coordonnée permettant d'aborder la question de l'alphabétisation de manière globale, une Convention pluriannuelle et transversale a été conclue pour la période 2011-2013, et reconduite pour la période 2014-2016, entre Lire et Écrire en Wallonie et la Région wallonne, représentée par la Ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle et le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances.

Cette Convention, que nous désignons communément par « Convention RW alpha », fait l'objet du présent rapport³. Celui-ci constitue le résultat d'un travail d'état des lieux et d'évaluation des actions réalisées dans le cadre de la Convention en 2016, par les entités wallonnes de Lire et Écrire. Il est basé sur des données et éléments d'analyse récoltés via :

- la base de données 2016 relative aux apprenants en formation à Lire et Écrire,
- les tableaux de bord 2016 liés à la Convention,
- et des entretiens menés par la coordination wallonne avec les équipes des 8 Régionales dans le courant des mois de mars à mai 2017, permettant le recueil de données sur les actions menées, ainsi que l'évaluation collective de ces actions.

Comme les années précédentes, le rapport se structure en trois parties :

- La première partie présente une synthèse globale des actions menées par rapport à chacun des 4 objectifs de la Convention en 2016.
- La seconde partie consiste en un zoom plus approfondi sur des actions ou stratégies d'action déployées par les Régionales en 2016. Ces « focus » permettent de donner des exemples concrets des actions mises en œuvre, mettant en lumière leur diversité et l'influence des données contextuelles sur les priorités identifiées par chaque Régionale.
- La troisième partie présente un regard analytique transversal sur ces actions, et identifie des constats et enjeux communs à mettre directement en lien avec les objectifs de Lire et Écrire, et à propos desquels sont formulées des recommandations adressées aux pouvoirs subsidiaires.

² En l'absence d'enquête spécifique pour la Région wallonne, Lire et Écrire fait cette estimation à partir des résultats obtenus par les enquêtes menées dans les pays et régions proches / comparables. Cette estimation est toutefois minimaliste, si l'on se réfère par exemple aux résultats, pour la Communauté flamande, de l'enquête PIAAC (Programme de l'OCDE pour l'évaluation internationale des compétences des adultes), concernant le niveau de littératie ; selon les résultats de l'enquête effectuée entre le 1^{er} août 2011 et le 31 mars 2012, 15% des adultes âgés de 16 à 65 ans (580.470 personnes) sont illettrés.

³ Suite à une décision du comité d'accompagnement de la Convention en 2013, le rapport d'activités annuel de Lire et Écrire en Wallonie complète ce rapport.

PARTIE I : Synthèse des actions réalisées en 2016

Dans le cadre de la Convention RW alpha, les 8 Régionales et la coordination wallonnes de Lire et Écrire mènent des actions qui s'inscrivent dans 4 grands objectifs, formulés comme suit :

Objectif 1 : Apporter l'appui nécessaire au développement de la logique des plans d'action territoriaux pour l'alphabétisation, notamment en poursuivant la mise en réseau des opérateurs et en développant les actions de sensibilisation et de partenariat dans un objectif de prise en compte des personnes en situation d'illettrisme.

Objectif 2 : Développer l'accueil et l'orientation et favoriser l'émergence de la demande en alpha.

Objectif 3 : Renforcer l'offre de formation en portant une attention particulière aux publics en (ré)affiliation sociale.

Objectif 4 : Soutenir la formation des travailleurs, en ce compris les personnes ayant le statut de travailleur au sens de l'article 60 § 7 de la loi organique des CPAS, avec un volet lié à la recherche de collaborations avec les fonds sectoriels et les partenaires sociaux, et un volet formation.

Dans cette partie du rapport sont rappelées les finalités qui sous-tendent chacun des 4 objectifs de la Convention. Sont également présentées de manière synthétique les actions qui ont été réalisées dans ce cadre en 2016.

OBJECTIF 1

Dans le cadre du 1^{er} objectif de la Convention, les Régionales et la coordination wallonnes de Lire et Écrire mènent des actions de sensibilisation auprès des personnes en difficulté de lecture et écriture d'une part, et auprès de l'ensemble des acteurs de différents secteurs, susceptibles d'être en contact ou en lien avec ces personnes d'autre part. Il est crucial de maintenir de tels efforts, et ce sur le long terme et de manière répétée ; en effet, dans une société valorisant toujours plus l'excellence et dénigrant le manque de compétences, les tabous et la honte par rapport à l'illettrisme sont des réalités persistantes. La méconnaissance de la problématique de l'illettrisme et des moyens de l'identifier subsiste également, alors que beaucoup de personnes sont persuadées qu'il n'est plus possible d'être analphabète dans une société où l'obligation scolaire est d'application. Le manque de ressources quant à la manière d'orienter et d'améliorer la prise en compte des personnes en situation d'illettrisme reste également une problématique que Lire et Écrire cherche à pallier via ses efforts de sensibilisation et développement partenarial.

Les actions de sensibilisation visent donc principalement :

- la prise de conscience et le changement de regard, au niveau des différents acteurs de notre société, par rapport à la réalité de l'illettrisme et aux actions possibles ;
- l'émergence de collaborations pour une prise en compte globale des personnes en difficulté de lecture et d'écriture et une lutte efficace pour le droit à une alphabétisation de qualité pour tous et proche de tous ;
- et la création de nouvelles initiatives d'alphabétisation.

La sensibilisation et le développement partenarial sont importants à la fois au niveau local (celui des communes), au niveau sous-régional (à l'échelle d'un territoire plus large comme la Province ou les instances bassins Enseignement qualifiant Formation Emploi - IBEFE), et au niveau régional/FWB.

- Au *niveau local*, les actions visent à mutualiser les moyens afin de mettre en place une offre de formation, et/ou mener des actions cohérentes avec les partenaires locaux vis-à-vis des publics communs.
- Au *niveau sous-régional*, il s'agit de permettre la coordination des actions d'alphabétisation avec les actions d'autres opérateurs de formation ou d'organismes ayant potentiellement parmi leur public-cible des personnes en situation d'illettrisme ; et d'assurer le développement d'une offre de formation cohérente et suffisante sur l'ensemble du territoire, en fonction des ressources et situations des différents opérateurs et sur la base des besoins identifiés par l'ensemble des organismes en contact avec le public.

- Au niveau régional (//FWB), il s'agit de développer les nécessaires synergies et collaborations avec des partenaires institutionnels – tels que l'Interfédération des CISP, le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, la Fédération des CPAS, le DISCRI... – et des partenaires politiques, afin de porter les revendications et positions des entités wallonnes de Lire et Écrire au sein de ces instances.

Notons que la mission de sensibilisation et développement partenarial est transversale, par rapport aux différents publics de l'alphabétisation. Dès lors, cette mission, même quand elle est menée spécifiquement dans le cadre de l'alphabétisation des personnes dites en (ré)affiliation sociale ou des travailleurs, est couverte par l'objectif 1 de la Convention.

Par ailleurs, les plans d'action territoriaux auxquels il est fait référence dans l'objectif 1, tel qu'il est formulé dans la Convention, n'ont pas été développés, les dispositifs territoriaux prévus en 2008 par la Conférence interministérielle pour l'alphabétisation n'ayant pas vu le jour, à défaut des moyens nécessaires qui devaient être alloués à leur développement et à leur gestion. Lire et Écrire n'a donc pu développer d'actions dans ce cadre spécifique. Les Régionales et la coordination wallonne ont toutefois maintenu leur plaidoyer pour une meilleure coordination territoriale des actions d'alphabétisation, notamment à travers la représentation de l'alphabétisation dans le cadre des Instances Bassins Enseignement qualifiant - Formation - Emploi (IBEFE). Ceux-ci ont été mis en place fin 2014, et apparaissent comme une opportunité de concrétiser les objectifs de coordination territoriale en matière d'alphabétisation. Simultanément, les Régionales ont continué de développer des actions s'apparentant à de la coordination territoriale, dans la mesure des ressources disponibles.

Actions menées

Les huit Régionales déclinent leurs actions dans le cadre de spécificités territoriales propres, en fonction du contexte géographique (zones rurales, habitat dispersé...), de l'offre d'alphabétisation présente sur le territoire, des partenariats historiques, des réalités démographiques, etc.

Ces spécificités se reflètent dans les objectifs poursuivis et les plans d'actions des Régionales (maintenir une offre de formation, développer une nouvelle offre, faire émerger une demande de formation, changer le regard sur les personnes en situation d'illettrisme...) et expliquent les différences possibles en termes de priorités et actions menées, y compris dans le cadre de la sensibilisation et du développement partenarial.

En 2016 ont été recensées 101 actions déclinées en 1603 activités⁴. Ces activités ont été menées dans 111 communes wallonnes⁵. La couverture territoriale est toutefois plus large, puisque plusieurs activités ont été menées avec des organismes impliqués dans plusieurs communes (par exemple, les IBEFE ou des maisons de l'emploi). De même, les campagnes d'affichage ou activités de sensibilisation menées auprès d'un large public ont eu un rayonnement plus important. Au total, les huit Régionales de Lire et Écrire ont travaillé avec 1200 partenaires, appartenant aux secteurs de l'action sociale, de la solidarité Nord-Sud, de la culture, de l'enseignement, de l'ISP, de la santé, au monde du travail, au monde politique ou encore à l'administration publique (communes, provinces, Région).

L'ensemble des objectifs opérationnels liés au 1^{er} objectif de la Convention⁶ ont été poursuivis dans le cadre des actions menées en 2016. Plus précisément, sur les 1603 activités menées,

- 744 activités (46%) ont visé l'émergence de la demande et à permettre aux personnes de s'alphabétiser (objectifs opérationnels 1, 2, 3 & 4) ;
- 859 activités (54%) ont visé la prise en compte des personnes en situation d'illettrisme (objectifs opérationnels 5 & 6).

La majorité des activités (58%) ont été liées au développement des réseaux de partenaires à échelle locale (quartiers, communes, province, sous-région couvrant plusieurs communes), via la participation ou l'animation de réunions et plateformes partenariales. Les autres activités ont consisté en des séances d'information, de sensibilisation ou de formation concernant les questions liées à l'illettrisme, ou en actions de promotion dans le cadre d'événements plus larges (salons, événements publics locaux et régionaux).

⁴ Cfr. tableau de bord de la Convention pour l'année 2016 – actions réalisées dans le cadre des objectifs opérationnels 1.1. à 1.6. (Par « action », on entend un ensemble d'activités permettant d'atteindre un objectif fixé ; les activités peuvent consister en des séances d'information, de promotion, de formation, de sensibilisation, en des participations ou animations de réunions partenariales, en des animations de stand...).

⁵ Ces données ont été récoltées via un outil de recensement des actions de sensibilisation et de développement partenarial, commun pour l'ensemble des Régionales, développé par le groupe de travail objectif 1.

⁶ La liste complète des objectifs opérationnels liés au 1^{er} objectif, et l'état des lieux des actions et activités menées par rapport à chacun de ces objectifs se trouve dans le tableau de bord du 1^{er} objectif de la convention pour l'année 2016, transmis au comité d'accompagnement de la convention en mars 2017.

Plusieurs des focus sur les actions menées par les 8 Régionales, présentés dans la section suivante, donnent un aperçu concret des actions de sensibilisation et développement partenarial qui ont été mises en œuvre.

La « mission pour compte de tous » concernant la coordination du travail de sensibilisation des différentes entités de Lire et Écrire a été maintenue en 2016, portée par un représentant de la Régionale de Wallonie picarde, sous un mandat wallon. Dans ce cadre, un groupe de travail réunissant les responsables de projets sensibilisation des 8 Régionales wallonnes s'est réuni 2 fois en 2016, afin de mener une réflexion sur les actions de sensibilisation et de développement partenarial au niveau wallon et accompagner les Régionales dans la récolte des données pour compléter les tableaux de bord.

Au niveau de la coordination wallonne, conformément à ses missions, les actions menées dans le cadre de l'objectif 1 ont davantage été de l'ordre du plaidoyer et de la sensibilisation politique, ainsi que de la production et la diffusion d'analyses sur les pratiques et les problématiques liées à l'illettrisme⁷.

De manière générale, la coordination wallonne a maintenu des actions partenariales et de sensibilisation vis-à-vis de divers acteurs notamment institutionnels, politiques (parlementaires et représentants de cabinets), et de l'administration.

Entre autres, en tant que membre du comité de pilotage de la conférence interministérielle pour l'alphabétisation, Lire et Écrire en Wallonie a activement participé aux réunions plénières et aux différents groupes de travail mis en place pour traiter de problématiques particulières ; principalement, en 2016 : le formulaire alpha sur la collecte de données pour le secteur de l'alphabétisation en Fédération Wallonie-Bruxelles ; le suivi du portefeuille de projets FSE 2014-2020 dans le cadre du portefeuille « Alpha-FLE-Formation de base » ; le lancement de l'étude sur les indicateurs d'évaluation de l'alphabétisation des adultes ; et la mise en route du 8^{ème} État des lieux de l'alphabétisation.

Au niveau de l'Interfédération des CISP, dont elle est l'une des cinq fédérations constitutives, Lire et Écrire en Wallonie a occupé la fonction de vice-présidence en 2016. En son sein, elle a continué de participer aux efforts de lobbying et de concertation autour du nouveau décret CISP organisant le financement du secteur, visant notamment à négocier les modalités de financement des centres CISP et leur opérationnalisation. LEEW a par ailleurs participé activement au groupe de travail « Transition CISP », qui regroupait des représentants du cabinet de la Ministre Tillieux, du SPW, du Forem et de l'Interfédé, et qui a été mis en place en 2016 pour lister toutes les questions qui se posent au niveau des CISP quant au décret, y apporter des réponses dans les meilleurs délais, et établir un document « FAQ », qui puisse devenir un document de référence pour le secteur.

Dans le cadre de sa fonction de vice-présidence, Lire et Écrire a par ailleurs été étroitement impliquée dans l'ensemble des autres actions et projets mis en place et/ou coordonnés par l'Interfédé, dont les principales sont reprises dans le rapport d'activités 2016 de Lire et Écrire en Wallonie.

Toujours en matière d'insertion socioprofessionnelle, LEEW a régulièrement participé ou suivi les négociations concernant la réforme du système APE (Aides à la promotion de l'emploi), et informé les Régionales de leurs évolutions, principalement lors des réunions de CDW (Conseil des directions wallonnes) ou d'Interrégionale. Des notes de synthèse et de vulgarisation ont aussi été rédigées. LEEW a également piloté une task force « Aides à l'emploi » interne au mouvement Lire et Écrire pour anticiper notamment les impacts financiers de la réforme telle qu'envisagée.

En lien avec le nouveau décret sur l'intégration des personnes étrangères et d'origine étrangère (PEOE) et son parcours d'intégration obligatoire pour toutes les primo-arrivants qui s'établissent en Wallonie, LEEW a analysé le projet d'arrêté d'exécution, et y a réagi officiellement en soulevant les problèmes concrets de l'arrêté, en étroite collaboration avec l'Interfédé. Un élément significatif des débats fut la classification des fonctions et la qualification requise pour les formateurs. L'intervention de LEEW, en appui de la Fesefa et de la Cessoc, a permis une modification des intentions du Ministre en la matière et de conforter notre demande en respect des législations en vigueur.

S'agissant du volet ISP du parcours, LEEW a travaillé cette question au sein de l'Interfédé avec les autres fédérations. Plusieurs rencontres avec des représentants du Forem ont eu lieu pour mieux connaître les

⁷ Notons que ces actions sont menées en interaction permanente avec les Régionales, puisque le travail d'analyse ainsi que le travail de plaidoyer politique se basent avant tout sur l'expérience de terrain des Régionales, et ont pour but de soutenir ces actions de terrain.

contours de l'appel à projets à lancer par le Forem. Au bout du compte, le Forem s'est toutefois trouvé en grande difficulté pour déterminer les balises de cet appel qui ne fut finalement jamais lancé en 2016.

Également dans le contexte de l'intégration des PEOE, les représentants des deux mouvements chrétien et socialiste étant aussi membres d'instances des CRI, LEEW a organisé des rencontres avec ces administrateurs mouvements LEE ou CRI, dans l'objectif d'échanger les savoirs et les pratiques autour de la mise en place du parcours d'intégration et de déterminer ce qui serait porté de façon coordonnée entre CRI et LEE. Les débats ont principalement porté sur la reconnaissance en tant que telle de l'alphabétisation et de la méthodologie appliquées par Lire et Écrire (alpha populaire) qui devrait être l'approche défendue dans le parcours par les associations partenaires. Un autre champ de discussion entre LEE et les CRI a été la mise en place par ces derniers du portail de l'Alpha/FLE en Wallonie.

En 2016, LEEW a aussi plaidé auprès du Ministre de l'action sociale pour que puissent être augmentés les moyens financiers consacrés aux publics dits « en réaffiliation sociale ». Un tel budget complémentaire a pu être obtenu via deux subventions facultatives, une première en lien avec le développement d'actions d'alphabétisation dans une démarche d'éducation populaire dans le cadre du dispositif d'intégration ; et la seconde portant sur une recherche visant à expérimenter un outil d'évaluation mesurant l'impact des actions de formation en alpha sur le quotidien des personnes étrangères et d'origine étrangère.

En matière de cohésion sociale, LEEW a analysé les projets de réforme du dispositif PCS afin de produire un avis, qu'elle a adressé au Gouvernement en mars 2017.

En outre, la coordination wallonne a, de manière générale, poursuivi ou développé des contacts :

- avec les différents cabinets de la Région wallonne et de la Fédération Wallonie-Bruxelles en charge des matières liées à l'alpha, dans le cadre notamment des comités d'accompagnement de la Convention RW alpha, mais également concernant la question des bassins EFE et la question de la place de l'alphabétisation au sein des communes et des PCS ;
- avec les parlementaires wallons ;
- avec le Fonds Social Européen (FSE), dans le cadre des rencontres organisées autour des portefeuilles d'actions de la programmation FSE 2014-2020 ;
- avec l'Interfédération et les 4 autres fédérations qui la composent (Aleap, CAIPS, AID et ACFI) ;
- avec les deux mouvements ouvriers chrétien et socialiste, principalement à travers les réunions du Conseil d'administration.

Dans le but de porter les préoccupations du secteur sur le territoire wallon, et plus particulièrement avec le regard « alphabétisation populaire » défendu par le Mouvement, Lire et Écrire en Wallonie a également été présente lors de divers événements (colloques, réunions, groupes de travail...) concernant ses objets de travail, notamment :

- une réunion du comité transversal d'encadrement (CTE) du Plan wallon de lutte contre la pauvreté (janvier 2016) ;
- le Salon des Mandataires (février 2016) ;
- une matinale débat sur les savoirs de base, organisée par l'Interfédé (mars 2016) ;
- le séminaire « Radicalisme violent et travail social », organisée par la Haute école Louvain en Hainaut (HeLHa) (mai 2016) ;
- un atelier prospectif « Pauvreté, précarité et exclusion sociale en Wallonie, quels futurs possibles ? », organisé par le SPW (juin 2016) ;
- un séminaire de clôture d'un projet européen Grundtvig, intitulé « T-Cap », qui visait à analyser/évaluer des dispositifs de formation et d'insertion à destination d'adultes en risque de précarité, à partir d'une approche par les capacités, organisé par l'AID (juin 2016) ;
- la journée mondiale de lutte contre la pauvreté, organisée par le RWLP (octobre 2016).

La coordination wallonne a également produit une série de documents écrits – analyses et études et rapports d'activités annuels auprès des pouvoirs subsidiant – qui portent sur les actions menées par Lire et Écrire, et ont pour objectif de soutenir la réflexion sur les différents enjeux qui traversent le secteur de l'alphabétisation en Région wallonne, au sein de l'association mais aussi auprès des différents partenaires.

En 2016, les analyses, études et notes de positionnement produites ont notamment porté sur :

- la dynamique motivationnelle en lien avec l'engagement et le maintien en formation ;
- les pratiques d'accueil et d'orientation des publics s'adressant à Lire et Écrire ;
- le cadre de référence en construction au sein du Mouvement Lire et Écrire ;
- les pratiques visant à atteindre les personnes en situation de précarité et d'illettrisme ;

- la question de la catégorisation des publics.⁸

Enfin, afin d'améliorer la collecte des données, Lire et Écrire en Wallonie gère depuis 2012 une base de données en ligne commune aux 8 Régionales, afin de recueillir des informations concernant les apprenants en formation, et les personnes accueillies par les Régionales. Comme les années précédentes, un travail de production statistique a été mené en 2016 à diverses fins, à partir de cette base de données, notamment pour contribuer à la rédaction d'articles/analyses concernant les publics de Lire et Écrire, et pour élaborer les rapports d'activités et le baromètre de l'alpha (disponible sur notre site Internet). Le groupe de travail permettant de répondre aux interrogations des Régionales concernant l'outil s'est réuni 3 fois, et le groupe de pilotage, plus restreint, mis en place en 2014, s'est réuni 4 fois, avec la mission d'établir une stratégie de développements en lien avec les enjeux, objectifs et priorités du mouvement Lire et Écrire, et en fonction des réalités de terrain.

OBJECTIF 2

On ne dispose toujours d'aucunes données statistiques concernant l'illettrisme, pour le territoire wallon. Son ampleur ne peut donc qu'être estimée sur base d'extrapolations par rapport aux données disponibles pour d'autres régions et pays européens, où des études ont été réalisées à ce sujet.

La visibilité de l'illettrisme constitue pourtant un enjeu crucial, ainsi qu'exprimé dans la charte de Lire et Écrire, qui inscrit dans ses buts fondamentaux l'objectif d'« attirer l'attention de l'opinion publique et des pouvoirs publics sur la persistance de l'analphabétisme et sur l'urgence d'en combattre les causes et d'y apporter des solutions ». Pour Lire et Écrire, il est ainsi essentiel de mettre le phénomène en évidence, tout en préservant les personnes de dérives telles que la stigmatisation et le fichage.

Dans ce cadre, l'objectif 2 de la Convention RW alpha recouvre l'ensemble des démarches et procédures déployées dans le cadre de l'accueil, de l'orientation et du suivi des personnes en (demande de) formation. Celles-ci permettent en effet d'améliorer la connaissance des publics de l'alpha, leurs profils, leurs motivations, et contribue à favoriser l'émergence de la demande ainsi qu'une orientation correcte des personnes en lien avec leur vécu, leurs conditions de vie, leurs projets.

Sur l'ensemble de l'année 2016, 2521 personnes ont été recensées comme ayant formulé une demande d'entrée en formation auprès d'une des Régionales wallonnes de Lire et Écrire. Il faut toutefois noter que ce chiffre sous-estime la réalité, puisqu'il n'est pas possible de comptabiliser systématiquement toutes les personnes qui prennent contact avec Lire et Écrire. 1889 personnes sont effectivement entrées en formation durant l'année.

Deux outils sont utilisés dans les Régionales, au moment de l'accueil, afin d'établir le profil des personnes demandeuses d'une formation alpha, de construire les contenus de formation, et d'orienter les personnes vers les différents groupes de formation alpha ou vers d'autres types d'offre de formation :

- *Les entretiens menés dans le cadre de l'accueil* permettent d'identifier les motivations, besoins et demandes des personnes en fonction de leur situation de vie, ainsi que les difficultés qu'elles rencontrent et auxquelles elles tentent de trouver une solution en entreprenant une formation. Les entretiens permettent de préciser les différents profils de publics parmi ces personnes en demande de formation, selon leur(s) projet(s).
- *Le référentiel de compétences, accompagné du test de positionnement*, constitue le second outil dans le cadre des pratiques d'accueil de Lire et Écrire. Le test est proposé à toute personne se présentant dans l'une des entités de l'association, et est passé sur base volontaire. Ses résultats sont analysés par rapport au référentiel de compétences qui positionne les personnes du point de vue de leurs compétences linguistiques. Pour les apprenants, le test constitue une occasion de poser un regard sur leur maîtrise des compétences de base, et d'éventuellement mettre en relation le niveau acquis avec le niveau requis par un organisme de formation pour entrer en formation qualifiante. Pour les Régionales, le test consiste dans un premier temps en un moyen d'identifier si les personnes se présentant chez Lire et Écrire correspondent au « public alpha ». Dans le cas contraire, elles sont réorientées, si possible, vers les opérateurs adéquats. Le test permet également de positionner les apprenants sur une échelle de 0 à 4 par rapport aux compétences d'expression orale, de lecture et d'écriture. Les Régionales utilisent alors ces résultats pour orienter

⁸ Ces analyses ont été diffusées via le site Internet de Lire et Écrire (<http://wallonie.lire-et-ecrire.be/>) et communiquées plus directement au pouvoir politique et vers l'ensemble des partenaires. Elles sont également diffusées auprès des Régionales de Lire et Écrire afin de soutenir la prise de décision locale.

les personnes vers les différents groupes de formation, en combinaison avec d'autres critères tels que le statut, la mobilité, la compatibilité des horaires de formation et les motifs d'entrée en formation, et pour permettre aux formateurs d'adapter les contenus de formation aux acquis des uns et des autres⁹.

Listes d'attente, réorientations et impossibilités d'inscription

En 2016, comme chaque année, de nombreuses personnes qui s'étaient présentées n'ont pu être inscrites en formation. Parmi celles-ci, à la fin de l'année 2016, 453 personnes¹⁰ correspondant au public de Lire et Écrire étaient inscrites sur une liste d'attente, soit par manque de places pour les accueillir, soit parce que le dispositif de formation pouvant les accueillir n'était pas adéquat (incompatibilité des horaires, du lieu, incompatibilité avec le projet spécifique des personnes). Les personnes qui sont sur liste d'attente sont recontactées dès qu'une possibilité d'entrée en formation se dégage. Cette problématique persistante des listes d'attente est susceptible d'entraîner des effets néfastes (découragement...) pour des personnes pour qui la démarche d'aller vers la formation constitue déjà une épreuve.

Parmi les autres personnes qui n'ont pu être inscrites, sans être mises sur liste d'attente, on compte, d'une part, des personnes correspondant au public de Lire et Écrire, mais qui ont été réorientées vers un autre opérateur d'alpha par manque de place ; d'autre part, des personnes correspondant au public de Lire et Écrire mais qui ne sont pas en demande d'alphabetisation ; et enfin des personnes ne correspondant pas au public alpha, principalement pour les raisons suivantes :

- les personnes sont toujours soumises à l'obligation scolaire ;
- les personnes sont d'origine étrangère et possèdent au moins les compétences de base dans leur langue maternelle ; elles relèvent alors du public FLE (français langue étrangère) ;
- les personnes présentent des lacunes dans leur maîtrise de la langue française mais elles se situent à un niveau équivalent ou supérieur au niveau 4 du test de positionnement ; une formation en remise à niveau (RAN) est alors généralement plus adaptée qu'un processus d'alphabetisation ;
- les personnes présentent une déficience cognitive ou un handicap mental, pour qui les méthodes pédagogiques de Lire et Écrire ne sont pas adaptées.

Ces personnes sont réorientées dans la mesure du possible, c'est-à-dire lorsqu'une offre correspondant à leurs besoins, projets et réalité a pu être identifiée. Selon les cas, les personnes sont alors orientées vers des établissements de l'enseignement obligatoire, vers des opérateurs de FLE, de RAN, d'alphabetisation, vers la promotion sociale ou d'autres organismes de formation, ou encore vers des centres de formation spécialisés.

Sur l'ensemble des personnes non admises en formation, ni placées sur liste d'attente en 2016, on dénombre 795 personnes qui ont pu être réorientées vers d'autres dispositifs de formation. De nombreuses autres personnes n'ont par contre pas pu être réorientées, en raison de l'absence d'un dispositif de formation adéquat à proximité ou du manque d'information par rapport à une telle offre.

« Mission pour compte de tous » objectif 2 et recherche-action sur la dynamique motivationnelle

Depuis 2011, les questions d'accueil, orientation et émergence de la demande font l'objet d'une « mission pour compte de tous » portée par un représentant de la Régionale du Luxembourg et une représentante de la Régionale de Wallonie picarde, sous mandat wallon.

Dans le cadre de cette mission, un groupe de travail formé de coordinateurs pédagogiques et agents de guidance mène un travail de réflexion concernant des sujets tels que l'analyse de la demande des apprenants et de leurs besoins en matière de formation, mais aussi les pratiques au niveau des processus d'accueil et d'orientation.

En 2016, le groupe de travail s'est réuni à 3 reprises pour travailler sur différents axes de travail, principalement : l'articulation du cadre de référence pédagogique pour l'alphabetisation à Lire et Écrire avec le travail des agents d'accueil et de guidance ; l'implémentation du nouveau test de positionnement dans les Régionales ; les indicateurs du tableau de bord de l'objectif 2 de la Convention ; et enfin la finalisation de la rédaction du rapport de la recherche-action initiée par les membres du GT en 2014, visant à mieux

⁹ Le test n'a toutefois pas vocation de servir d'outil de constitution des groupes, ceux-ci étant généralement formés par des personnes présentant des niveaux hétérogènes en termes de compétences, mais qui se regroupent autour d'un même projet de formation – par exemple : le soutien à la scolarité des enfants, la mobilité et le permis de conduire, la recherche d'un emploi... Le test n'est pas non plus un outil d'évaluation.

¹⁰ Parmi ces personnes, certaines sont inscrites sur une liste d'attente depuis 2012.

comprendre et rendre compte de la diversité et du caractère dynamique de la motivation des apprenants pour mieux en tenir compte dans les pratiques d'accueil¹¹.

Pour Lire et Écrire en Wallonie et les Régionales wallonnes du Mouvement, mener une recherche sur ce qui motive une personne à entrer en formation en alphabétisation puis à y rester a été une démarche extrêmement importante et enrichissante, ceci pour accompagner au mieux chacune de ces personnes dans son parcours de formation, mais aussi, plus largement, pour mieux comprendre les logiques à l'œuvre dans ces processus, notamment en identifiant ce qui est susceptible d'entraver ou, au contraire, de faciliter le cheminement. Engagés dans ces questionnements, les membres du groupe de travail ont souhaité se mettre en démarche collective pour découvrir, analyser et comprendre cette complexité dans le but de mieux la prendre en compte dans les pratiques d'accueil et d'accompagnement tout au long de la formation. L'approche adoptée a consisté à se mettre à l'écoute des apprenants pour mieux connaître leurs attentes, mieux comprendre leurs dynamiques motivationnelles et en retirer des enseignements pour nos pratiques de terrain.

La recherche a ainsi mis en évidence le fait que l'entrée en formation est souvent le résultat d'une démarche complexe dépendant d'une conjonction de plusieurs facteurs qui dépassent la stricte acquisition fonctionnelle de la langue et qui renvoient à des dimensions à la fois pragmatiques et identitaires.

Sur base des analyses croisées des données recueillies auprès des apprenants, la recherche a par ailleurs démontré le rôle essentiel de l'agent de guidance, et permis de prendre mieux conscience des implications que cette fonction peut avoir sur l'organisation, et des liens qui doivent se construire avec les autres fonctions.

Plus largement, cette recherche a permis de toucher à la complexité des situations et à leur caractère potentiellement inédit et ambivalent. Ainsi, ce qui est entrepris dans un climat positif peut connaître des revers négatifs. Et ce qui peut être identifié comme soutien à l'apprentissage peut en définitive se révéler obstacle. Il a ainsi été démontré par exemple que des attitudes de soutien de la part des agents pouvaient se révéler aliénantes ... alors qu'elles visaient l'autonomie. Les différentes réflexions abordées dans la recherche ont ainsi mené à des changements de pratiques au niveau de l'accueil dans plusieurs Régionales.

OBJECTIF 3

L'objectif 3 de la Convention concerne le développement d'actions d'alphabétisation visant spécifiquement le public dit « en (ré)affiliation sociale ».

Dans le cadre de la Convention comme dans la répartition des financements en général, les personnes dites en (ré)affiliation sociale sont identifiées à partir d'une catégorisation des publics en formation basée sur le statut « administratif » des personnes, et qui opère ainsi une distinction entre :

- les personnes en démarche d'insertion socioprofessionnelle ;
- les personnes en démarche de (ré)affiliation sociale ;
- et les travailleurs.

Il faut noter que Lire et Écrire, dans ses pratiques d'accueil et de formation, se base avant tout sur les motivations des personnes entrant ou souhaitant entrer en formation, et non exclusivement sur leur statut administratif. Comme démontré par la recherche-action menée par le GT objectif 2 de la Convention, les motivations d'engagement et de maintien en formation sont généralement multiples, de nouvelles motivations peuvent apparaître au fil du temps, et la priorité donnée à ces différentes motivations peut changer. Les personnes peuvent, à un moment donné, exprimer des objectifs relevant de l'insertion sociale, puis, une fois engagées en formation, développer des projets d'insertion socioprofessionnelle. Cette dynamique motivationnelle n'est pas toujours en phase avec le statut socioprofessionnel.

Les actions développées dans le cadre de l'objectif 3 sont principalement de 2 types :

- a. Développement d'un travail de première ligne consistant à mettre sur pied, là où c'est nécessaire et dans la mesure des moyens disponibles, des offres de formation en alpha permettant de répondre aux demandes exprimées par ces personnes ;

¹¹ Etienne Bourgeois, Benoit Lemaire, Sabine Denghien et alia, « Se former, se transformer en alpha : Dynamique d'engagement, effets de formation, freins et ressources », http://www.lire-et-ecrire.be/IMG/pdf/rapport_de_recherche_dynamique_motivationnelle_version_finale.pdf, décembre 2016

- b. Développement d'un travail de deuxième ligne consistant à mettre en place l'accompagnement pédagogique et méthodologique des formateurs salariés ou bénévoles de Lire et Écrire, qui sont en contact avec ce public.

Actions de formation des publics en (ré)affiliation sociale relevant de l'objectif 3

En 2016, les actions de formation développées dans le cadre de cet objectif ont permis de toucher directement 450 personnes, qui ont suivi 50.328,46 heures de formation, soit 17 % du total d'apprenants et 11 % du total des heures de formation dispensées par Lire et Écrire ¹².

La figure 1 montre que les proportions restent, depuis 2011, nettement plus hautes qu'en 2010, où seulement 5 % des apprenants relevaient des actions de formation de ce public, dans le cadre de la Convention. Cette donnée doit toutefois être nuancée du fait que la Convention Cadre Forem qui était alors d'application permettait aussi, via un système de dérogation, d'accueillir en partie un public en (ré)affiliation sociale. Les moyens alloués à cette dérogation ont été rapatriés à l'objectif 3 de la Convention RW alpha en 2011.

Figure 1 : Évolution en % du nombre d'apprenants relevant de l'objectif 3 sur le total des apprenants (2010 – 2016)

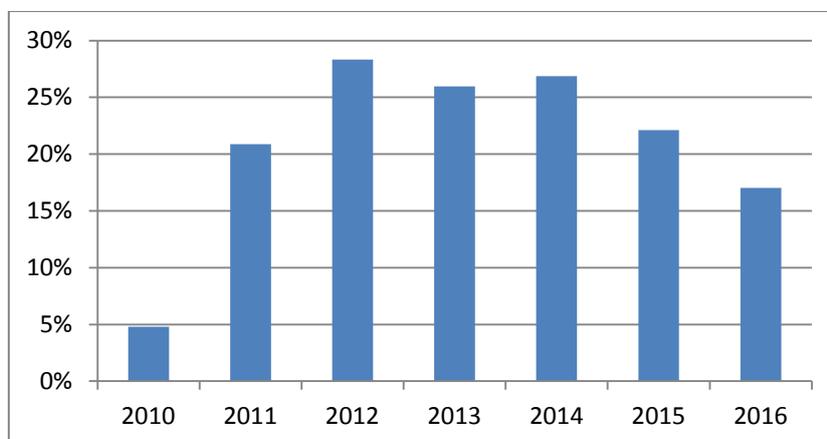
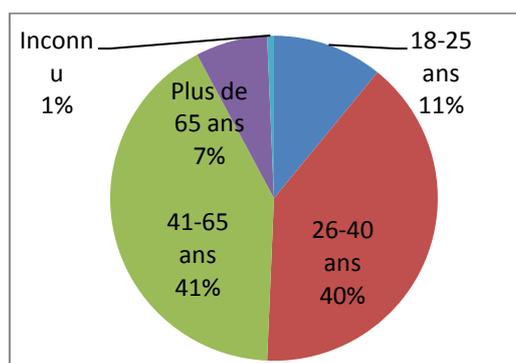


Figure 2 : Répartition du public relevant de l'objectif 3 par catégorie d'âge en 2016

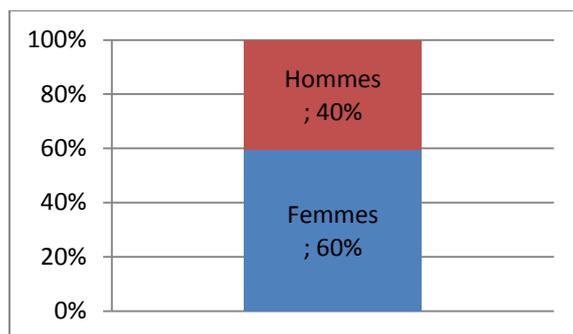


49 personnes se situent dans la catégorie des moins de 25 ans, soit 11 % du public visé ; 179 personnes se situent dans la catégorie des 26 à 40 ans, soit 40 % du public ; 187 personnes se situent dans la catégorie des 41 à 65 ans, soit 41 % du public ; et 32 personnes se situent dans la catégorie des plus de 65 ans, soit 7 % du public.

En comparaison, dans l'ensemble des apprenants inscrits en formation à Lire et Écrire, en Wallonie, en 2016, 13% ont moins de 25 ans, 49% ont entre 25 et 40 ans, 36 % ont entre 41 et 65 ans, et 2% ont plus de 65 ans.

¹² Notons que Lire et Écrire a également pu mener des actions visant un public « en (ré)affiliation sociale », c'est-à-dire non éligible pour les financements ISP et non travailleurs, notamment dans le cadre des axes 1 et 4 des Plans de cohésion sociale, qui sont organisés à échelle communale en Wallonie et n'ont pas établi de critères d'éligibilité des publics. Les chiffres indiqués dans ce rapport ne reprennent que les personnes financées par l'objectif 3 de la Convention RW alpha, tandis que les chiffres présentés dans le tableau de bord 2016 (829 personnes, 85.332,27 heures) concernent l'ensemble des personnes identifiées par Lire et Écrire comme étant dans un processus de (ré)affiliation sociale, tous financements confondus.

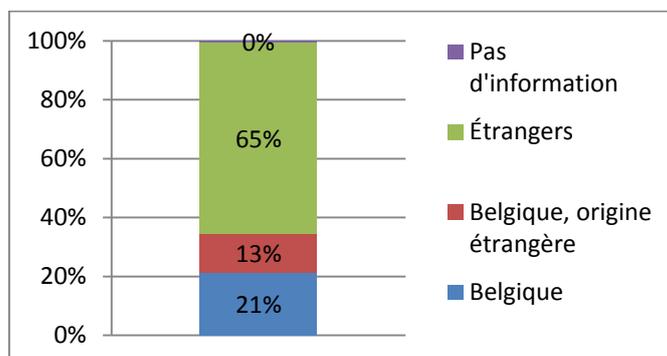
Figure 3 : Répartition par genre du public relevant de l'objectif 3, en 2016



Parmi les apprenants pris en charge par le 3^{ème} objectif de la convention, 268 personnes sont des femmes (60 %) et 182 sont des hommes (40 %).

La proportion de femmes par rapport à celle des hommes est donc pour ce public relativement plus importante que dans l'ensemble des apprenants inscrits chez Lire et Écrire en Wallonie en 2016 (51 % de femmes et 49 % d'hommes).

Figure 4 : Répartition du public relevant de l'objectif 3 entre Belges, Belges d'origine étrangère, Étrangers, en 2016

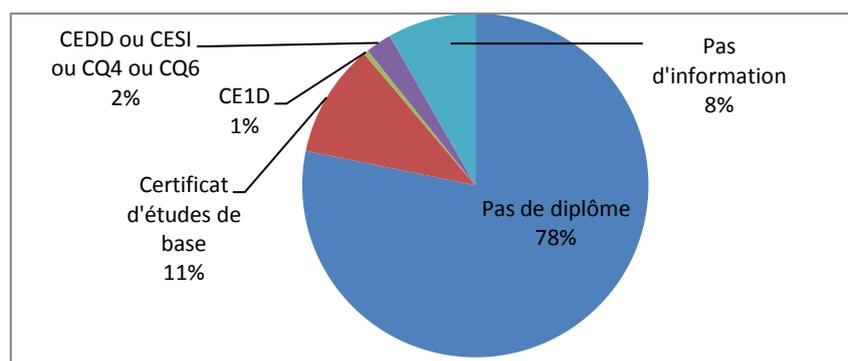


En ce qui concerne la nationalité des apprenants, on observe que parmi le public inscrit dans le cadre de l'objectif 3 de la Convention,

- 96 apprenants (21,5 %) sont belges ;
- 59 apprenants (13 %) sont belges d'origine étrangère ;
- 293 apprenants (65 %) sont de nationalité étrangère ;
- et pour 2 apprenants (0,5 %), nous ne disposons pas de l'information.

La proportion de personnes étrangères est donc un peu plus importante que lorsqu'on considère l'ensemble des personnes inscrites en Wallonie chez Lire et Écrire en 2016, tous financements confondus (23 % de Belges, 16 % de Belges d'origine étrangère, et 56 % d'étrangers).

Figure 5 : Répartition par niveau de diplôme, en 2016



Enfin, concernant le niveau de diplôme, 352 personnes sont sans diplôme, 48 personnes ont au maximum le CEB, et 13 personnes ont un diplôme plus élevé que le CEB, sans en maîtriser les compétences. Ces proportions sont similaires à celles observées pour l'ensemble des apprenants inscrits à Lire et Écrire, en Wallonie, en 2016.

Actions d'accompagnement méthodologique en lien avec la formation des publics en (ré)affiliation sociale

De manière générale, les actions d'accompagnement méthodologique visent à assurer la mise en œuvre de formations de qualité, un encadrement adéquat des apprenants et des pédagogies adaptées. Elles permettent aux personnes qui en bénéficient de s'informer et de se former sur le public rencontré, les méthodologies et les pédagogies utilisées par Lire et Écrire. Pour les coordinateurs pédagogiques, elles permettent de rester au fait des réalités de terrain et d'identifier les difficultés potentiellement rencontrées par les formateurs ou animateurs.

En 2016, 103 travailleurs et bénévoles de Lire et Écrire ont bénéficié d'actions d'accompagnement méthodologique en lien avec la formation des publics en (ré)affiliation sociale.

Notons qu'il ne serait pas correct de rapporter le nombre de travailleurs accompagnés au nombre d'apprenants couverts par l'objectif 3, pour chercher à établir une moyenne du nombre d'apprenants encadrés par un formateur. En effet, tous les travailleurs bénéficiant de ces actions d'accompagnement méthodologique n'ont pas une fonction de formateur – certains sont agents d'accueil, coordinateurs pédagogiques, etc. Par ailleurs, de nombreux formateurs encadrent des groupes de formation mixtes en termes de profils des apprenants. Et un autre paramètre encore à prendre en compte est qu'un certain nombre de groupes sont encadrés par deux formateurs – souvent un salarié et un bénévole.

OBJECTIF 4

Enfin, l'objectif 4 concerne les actions d'alphabétisation visant spécifiquement le public travailleur. Ces actions sont de trois types :

- a. Sensibilisation et partenariats – et plus précisément recherche, en coopération avec les fonds sectoriels et partenaires sociaux, des conditions nécessaires à l'expression par les travailleurs salariés de leurs difficultés en matière d'alpha ainsi qu'à l'adaptation des modes et moyens de formation.
- b. Développement d'un travail de première ligne consistant à identifier les besoins du public travailleur et mettre en place les formations qui y répondent ;
- c. Développement d'un travail de deuxième ligne consistant à mettre en place l'accompagnement pédagogique et méthodologique des formateurs salariés ou bénévoles de Lire et Écrire qui sont en contact avec un public composé de travailleurs.

Actions de sensibilisation et partenariat

Les actions de sensibilisation menées dans le cadre de l'« alpha travailleur » visent à :

- repositionner auprès des organisations syndicales l'alphabétisation comme un outil d'émancipation sociale, liée aux enjeux de lutte collective et de changement social portés par ces organisations ;
- développer des partenariats avec les fonds sectoriels afin de renforcer la possibilité de se former dans le cadre du travail¹³, dans l'ensemble des secteurs où des travailleurs sont susceptibles d'être en difficulté de lecture et d'écriture.

Le développement de partenariats avec les fonds sectoriels était mené, jusqu'en 2013, dans le cadre d'une stratégie globale et collective, avec des actions coordonnées entre l'ensemble des Régionales. Depuis 2014, avec l'accord du comité d'accompagnement de la Convention, aucune action coordonnée n'a toutefois été réalisée en lien avec cet objectif.

Au niveau de chaque Régionale, ont par contre été maintenues des actions de sensibilisation vis-à-vis des partenaires du monde du travail – organisations syndicales et entreprises. Ces actions sont couvertes par l'objectif 1 de la Convention.

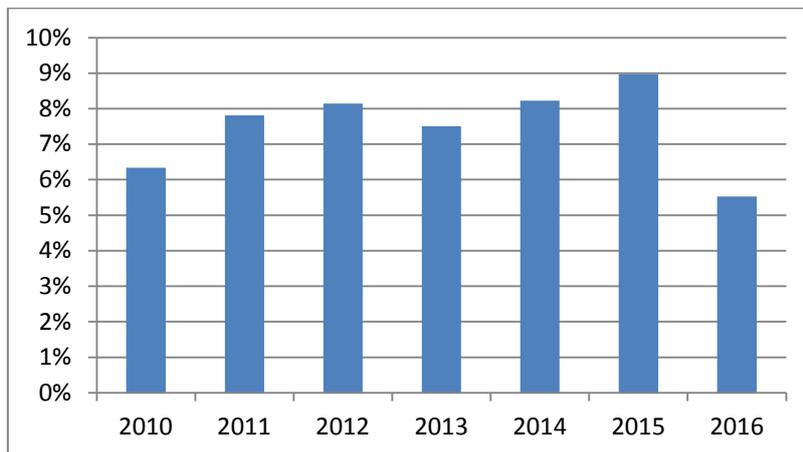
¹³ Lire et Écrire se positionne en effet en faveur de l'inscription de la formation en alphabétisation dans les formations d'entreprises ou sectorielles afin d'encourager la mise en place de telles formations pendant les heures de travail avec maintien du salaire et sans surcharge de travail. C'est ce à quoi nous faisons référence quand nous parlons de « formation en entreprise ».

Actions de formation d'un public travailleur relevant de l'objectif 4

Les actions de formation visant un public travailleur mises en œuvre en 2016 dans le cadre de l'objectif 4 ont permis de toucher directement 146 travailleurs, qui ont suivi 10.632 heures de formation (soit 5,5 % du total d'apprenants et 2 % du total des heures de formation dispensées par Lire et Écrire)¹⁴.

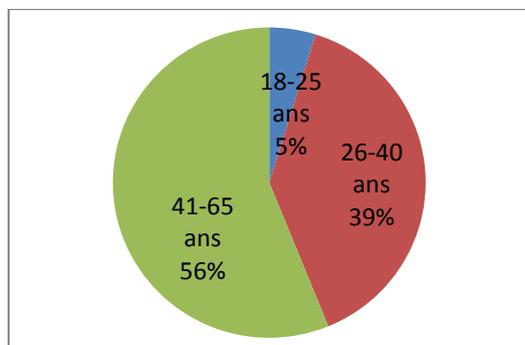
La proportion de travailleurs parmi le total des apprenants s'inscrit depuis 2010 dans une fourchette entre 6 et 9 %, ainsi que l'indique la figure suivante.

Figure 6 : Évolution en % du nombre d'apprenants relevant de l'objectif 4 sur le total des apprenants (2010 – 2016)



Le nombre d'apprenants travailleurs reste globalement très limité alors que l'on estime à 51% le pourcentage de travailleurs parmi la population illettrée, sur base d'extrapolations des données récoltées en 2011 en France par l'étude de l'agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI).

Figure 7 : Répartition du public relevant de l'objectif 4 par catégorie d'âge en 2016

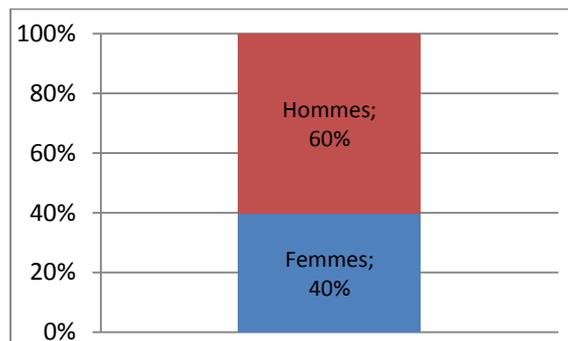


La majorité des travailleurs se situent soit dans la tranche des 26-40 ans (57 apprenants), soit dans la tranche des 41-65 ans (82 apprenants). On note que ce public est donc relativement plus âgé que par rapport à l'ensemble des apprenants¹⁵.

¹⁴ Les chiffres indiqués dans ce rapport ne reprennent que les personnes couvertes par l'objectif 4 de la Convention RW alpha, tandis que les chiffres présentés dans le tableau de bord 2016 (184 personnes, 12.092,58 heures) concernent l'ensemble des apprenants travailleurs, tous financements confondus.

¹⁵ Dans l'ensemble des apprenants inscrits en formation à Lire et Écrire, en Wallonie, en 2016, 13% ont moins de 25 ans, 49% ont entre 25 et 40 ans, 36 % ont entre 41 et 65 ans, et 2% ont plus de 65 ans.

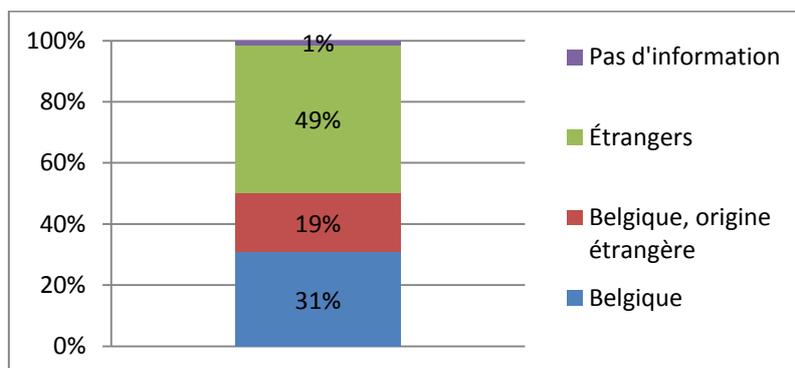
Figure 8 : Répartition par genre du public relevant de l'objectif 4, en 2016



88 personnes sont des hommes et 58 personnes sont des femmes.

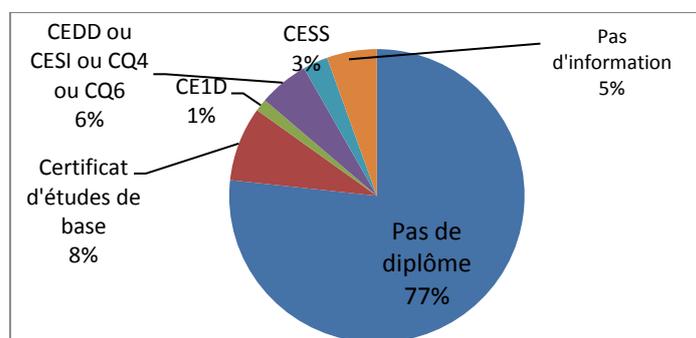
Cette répartition témoigne d'une différence avec le public de l'objectif 3, parmi lequel on relevait une proportion inverse en termes de genre (60% de femmes pour 40% d'hommes). La proportion d'hommes parmi les apprenants travailleurs est également un peu plus élevée que dans l'ensemble des apprenants (51 % de femmes et 49 % d'hommes).

Figure 9 : Répartition du public relevant de l'objectif 4 entre Belges, Belges d'origine étrangère, et étrangers, en 2016



En ce qui concerne la nationalité, 71 apprenants travailleurs sont des personnes étrangères, 73 personnes sont belges dont 28 sont des personnes d'origine étrangère. La proportion de personnes belges est donc plus élevée parmi le public de l'objectif 4 comparé au public de l'objectif 3, ainsi qu'à l'ensemble des apprenants.

Figure 10 : Répartition du public relevant de l'objectif 4 par niveau de diplôme en 2016



Enfin, concernant le niveau de diplôme, 112 personnes sont sans diplôme, 12 personnes ont au maximum le CEB, et 14 personnes ont un diplôme plus élevé que le CEB, sans en maîtriser les compétences.

Démarche individuelle et démarche formellement concertée avec l'employeur

Deux principaux types de dispositifs existent pour les travailleurs qui souhaitent s'inscrire dans une formation en alphabétisation :

- s'inscrire en dehors du cadre du travail, dans un dispositif dit « classique » : celui-ci est organisé soit en journée, soit en soirée ou le weekend, et s'adresse exclusivement à un public travailleur, ou est ouvert à différentes catégories de publics ;
- s'inscrire dans une formation dite « en entreprise » – un groupe de formation est alors mis en place via le monde de l'entreprise, et se déroule (partiellement ou entièrement) pendant le temps de travail, sans perte de salaire ni surcroît de travail, soit sur le lieu de travail, soit dans la Régionale de Lire et Écrire.

En 2016, la plupart des apprenants travailleurs (136) étaient inscrits dans un dispositif classique.

Congé Education Payé

Le Congé Education Payé (CEP) permet aux travailleurs du secteur privé qui le désirent d'entrer en formation soit pendant, soit hors de leur temps de travail avec récupération des heures de formation, tout en bénéficiant du maintien de leur salaire, sans que l'employeur ne puisse s'y opposer (selon certaines conditions liées à leur contrat de travail). En Wallonie, Lire et Écrire a obtenu la reconnaissance de sa formation dans le cadre du CEP en 2003.

Sur la période septembre 2016 – juin 2017, dans les Régionales wallonnes de Lire et Écrire, 24 apprenants travailleurs ont bénéficié du CEP dans le cadre de leur formation en alphabétisation.

Le nombre de personnes ayant recours au CEP au sein de Lire et Écrire varie d'une année à l'autre, comme le montre le tableau suivant. Il a été en hausse constante entre 2008 et 2013, pour ensuite connaître une baisse importante en 2013-2014, en raison notamment de la fin de deux collaborations entre deux Régionales de Lire et Écrire et des entreprises, ces dernières ayant décidé de mettre un terme aux dispositifs de formation qui avaient été mis en place en leur sein. En 2016-2017, il est à nouveau remonté de manière significative, en lien avec le développement de nouvelles collaborations avec des entreprises.

Tableau : Evolution du nombre d'apprenants bénéficiant du CEP au sein des formations des Régionales wallonnes de Lire et Écrire, depuis 2005-2006

	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017
Nombre d'apprenants CEP :	14	10	5	3	10	16	24	38	11	19	12	24

Actions d'accompagnement méthodologique en lien avec la formation du public travailleur

En matière d'accompagnement méthodologique, 32 travailleurs de Lire et Écrire ont bénéficié d'un accompagnement méthodologique en lien avec la formation des travailleurs en 2016.

Tout comme pour les actions d'accompagnement méthodologique développées dans le cadre de l'objectif 3, il convient de souligner que les travailleurs en bénéficiant ne sont pas forcément tous formateurs ; que de nombreux formateurs encadrent des groupes mixtes d'apprenants en termes de profil ; et que plusieurs groupes sont encadrés par deux formateurs. Il ne serait donc pas correct de rapporter le nombre de travailleurs accompagnés au nombre d'apprenants couverts par l'objectif 4.

PARTIE II : Focus sur des actions réalisées par les 8 Régionales wallonnes de LEE en 2016

Cette partie présente plus en détails, et porte un regard analytique sur une action ou une stratégie d'action mise en œuvre en 2016 par chaque Régionale, dans le cadre de la Convention RW alpha.

Ce panorama vise à illustrer de manière plus approfondie les types d'actions menées, mais aussi la diversité des actions d'alphabétisation, et l'importance des variables contextuelles propres aux différents territoires couverts par les Régionales dans le choix des actions et stratégies privilégiées. Les contextes dans lesquels les Régionales déclinent leurs actions diffèrent en effet considérablement, ce qui explique pourquoi elles ne mènent pas des actions standardisées mais ont bien développé des priorités tenant compte du bassin socioéconomique et de ses impacts sur les populations, de l'offre de formation en alphabétisation déjà développée sur le territoire et du paysage institutionnel et politique de leur région, mais aussi des opportunités de développement partenarial et de l'implication des pouvoirs politiques locaux.

Rappelons toutefois que les 8 Régionales mènent chacune plusieurs actions en lien avec chacun des 4 objectifs de la Convention. Ces focus ne sont donc pas représentatifs de l'ensemble de leurs actions dans le cadre de la Convention, mais présentent à chaque fois un « zoom » sur un type d'action spécifique.

Lire et Écrire Brabant wallon : développement partenarial pour déployer des actions à l'adresse des personnes les plus éloignées de l'emploi

A. Contexte

La province du Brabant wallon est définie par quatre réalités socio-économiques différentes : l'Est est rural avec une faible activité économique et de l'habitat résidentiel ; le Centre-Est accueille une université et constitue un pôle d'activités conséquent ; le Centre-Ouest, où se situe Nivelles, se caractérise par une activité économique importante ; et l'Ouest, composé des communes d'Ittre, Braine-le-Château, Tubize et Rebecq, sous-région héritière d'un passé industriel, renaît progressivement à travers une série d'activités initiées par les acteurs locaux, y compris dans le cadre de dispositifs de collaboration structurés, ainsi que l'illustre ce focus.

Dans cette sous-région de l'Ouest, il s'agit avant tout, pour les acteurs locaux dont Lire et Écrire Brabant wallon fait partie, de mobiliser à travers ces collaborations des publics très éloignés des parcours d'insertion socioprofessionnelle, qui sont nombreux à être exclus des systèmes d'aides et d'allocations classiques, et qui souvent redoutent une entrée dans un processus d'apprentissage. Pour la Régionale brabançonne de Lire et Écrire, en vue d'atteindre un tel but, il s'agit de sensibiliser les partenaires à l'importance de l'alphabétisation pour soutenir les processus de réaffiliation sociale et de réinsertion socioprofessionnelle de ces personnes.

A l'Ouest, comme dans l'ensemble de la province, Lire et Écrire Brabant wallon distingue deux types de lieux formalisés où se rencontrent les partenaires afin de joindre leurs forces pour soutenir et mobiliser les publics très éloignés de l'emploi et de la formation : les plateformes et les tables rondes. Les premières ont été instituées par le Forem à Nivelles, Tubize, Ottignies et dans l'Est. Elles portent prioritairement sur des questions liées au secteur de l'ISP. Les tables rondes émergent quant à elles du terrain, des acteurs locaux, généralement du secteur associatif. Elles abordent généralement des thématiques plus larges que celles strictement liées à l'emploi et l'insertion professionnelle, en incluant des partenaires des secteurs culturel et social.

La plateforme de Tubize, qui visait à rassembler les acteurs de la région ouest, a cessé de fonctionner en 2013, au profit des plans de cohésion sociale, notamment celui de Tubize. Plusieurs partenaires avaient en effet alors estimé que la plateforme faisait doublon par rapport aux PCS qui sont également des lieux de rassemblement des partenaires, notamment autour d'enjeux de réaffiliation sociale et remise à l'emploi.

Si Lire et Écrire Brabant wallon est bien présente dans le comité d'accompagnement du PCS de Tubize, la Régionale a toutefois fait le constat, dès 2014, que la dynamique partenariale s'était significativement essouffée dans la région, avec l'arrêt des réunions de la plateforme, et qu'il en résultait notamment un véritable manque en termes d'actions visant le public éloigné de l'emploi et de la formation. Des partenaires CISP de la Régionale partageaient son constat : l'AID BW-EFT, la MIRE BW, SOS Dépannage et CADRECI

(Centre d'Accompagnement, De Recherche d'Emploi, de Communication et d'Insertion). Ensemble, ils décidèrent alors de relancer un dispositif réunissant un maximum de partenaires de la sous-région de l'Ouest, afin de faire un état des lieux des besoins et définir des priorités d'actions à mener collectivement.

L'ensemble des acteurs qui composaient l'ancienne plateforme Forem furent invités à une rencontre pilotée par Lire et Écrire Brabant wallon et l'AID Tubize en mars 2015, avec pour but principal de sonder les différents opérateurs sur l'utilité de la remise en route d'une « plateforme insertion » sur Tubize. Les personnes présentes représentaient divers organismes tels que des opérateurs de formation, des organisations syndicales, des CPAS, le Forem... Lors de cette réunion, le besoin de relancer la « plateforme insertion » fut bien validé à l'unanimité et le mode d'organisation suivant fut défini : le pilotage pour 2015 serait mené par l'AID et Lire et Écrire Brabant wallon, avec la perspective d'un pilotage tournant à chaque nouvelle année. La fréquence de réunions a été définie à 4 fois par an, chaque fois chez un membre de la plateforme différent.

Des acteurs manquants ont également été identifiés pour être invités aux prochaines rencontres de la plateforme : les PCS et administrations communales de la région ouest, l'ensemble des CPAS, des associations et des régies de quartier. La représentante du Forem insista également pour que soient invitées les agences intérim ainsi qu'éventuellement des entreprises privées.

Enfin, cette rencontre fut l'occasion de réaliser un inventaire des besoins par rapport à ce que la plateforme pourrait offrir, et il fut à partir de là dégagé cinq volets d'objectifs :

- volet connaissances (exemples d'objectifs : mieux connaître les activités et actualités des partenaires, mieux orienter les publics entre les différents partenaires, échanger sur les projets existant...)
- volet politique (exemples d'objectifs : développer une approche collective des enjeux de l'insertion, exprimer des constats et revendications auprès des représentants politiques...)
- volet pédagogique (exemples d'objectifs : développer des passerelles entre les opérateurs de formation, échanger des bonnes pratiques, des outils...)
- volet institutionnel (se positionner comme force vive dans le paysage socioéconomique de la région, favoriser la collaboration entre opérateurs privés et pouvoirs publics...)
- volet fonctionnement (faire émerger des projets collectifs, échanger sur les attentes, besoins, difficultés rencontrées par le public de la région Ouest BW, définir une thématique spécifique par réunion...).

Deux autres rencontres de la Plateforme ont eu lieu en 2015, au cours desquelles les différents partenaires se sont successivement présentés en termes de finalités, missions, publics visés ; de nouveaux partenaires ont adhéré à la Plateforme ; et fin 2015, la proposition d'organiser un salon de l'emploi a été formulée par la représentante de l'IBEFE (instance bassin enseignement qualifiant – formation – emploi), dans le but de toucher notamment les personnes particulièrement isolées, et éloignées de l'emploi et la formation. Les membres de la Plateforme approuvèrent la proposition et un groupe de travail fut mis en place, avec la participation de Lire et Écrire Brabant wallon, pour préciser les modalités et objectifs de l'événement.

B. Actions 2016

En 2016, les partenaires continuèrent de se retrouver à chaque fois chez un opérateur différent, en présentant successivement leur travail et missions les uns aux autres.

L'année fut par ailleurs largement consacrée à l'organisation du salon, dont la date fut fixée au 7 février 2017, et qui fut intitulé « Un job à ta porte ». Les partenaires de la plateforme insertion de Tubize ont longuement réfléchi à des modalités particulières qui permettraient de différencier l'événement des salons habituels, et ainsi attirer plus de visiteurs, en particulier des personnes peu qualifiées et éloignées des parcours d'insertion socioprofessionnelle. « Un job à ta porte » constituait une belle opportunité car il n'est pas uniquement une vitrine pour les entreprises « amies », il vise à présenter des offres d'emplois concrètes au niveau local ou des offres de formation chez des opérateurs de la région.

L'une des étapes importantes du travail mené pour la mise sur pied du salon a consisté en la préparation d'ateliers préalables à l'événement, organisés au niveau des différentes communes de la Région, permettant aux demandeurs d'emploi de préparer leur rencontre avec les employeurs. Les ateliers, intitulés « Je réussis mon entretien d'embauche », eurent lieu le mois précédant le salon.

Des minis conférences furent également prévues pour le jour du salon, portant sur les thématiques suivantes :

- l'entretien d'embauche ;

- oser franchir le pas : quelle formation pour moi ;
- les aides et les formations AVIQ ;
- les réseaux sociaux et la recherche d'emploi ;
- les activités autorisées pendant le chômage ;
- les aides sectorielles de Constructiv en matière d'insertion, de formation et de bien-être au travail.

Un site web fut réalisé spécialement pour l'événement, ainsi que des affiches et brochures promotionnelles, dont une recensant l'ensemble des opérateurs d'accompagnement et de formation de l'Ouest de la province, avec leurs actions ainsi que leurs coordonnées.

L'ensemble des partenaires locaux, en contact avec le public potentiel du salon, furent invités à relayer l'information concernant l'événement, et à encourager les personnes à y participer.

L'accent fut mis, dans l'organisation pratique, sur le caractère convivial, « de proximité » du salon, afin de donner l'envie aux personnes de sortir de chez elles, et afin qu'elles s'y sentent en confiance.

Enfin, comme évoqué plus haut, les employeurs participants étaient tenus d'avoir au minimum une offre d'emploi dans la région à proposer, et il fut demandé de veiller en particulier à proposer prioritairement des offres pour un public faiblement voire pas qualifié, celui-ci étant le principal public visé par les partenaires.

Parallèlement à ce travail, les partenaires décidèrent de renommer la plateforme en « Table ronde des opérateurs de formation et d'insertion de l'Ouest du BW » – TROUEST, afin de correspondre davantage à la dynamique qui a fait renaître le dispositif et qui venait bien du terrain, des associations.

C. Analyse et perspectives

Les opportunités et les forces de la TROUEST

Des enjeux communs au cœur de la Table ronde

La renaissance d'un dispositif de collaboration entre les partenaires locaux de la zone ouest du Brabant wallon a été permise par la dynamique spécifique qui l'a portée, une dynamique fondée sur la motivation et les enjeux du terrain, ainsi que sur une impulsion collective, qui a été déterminante pour mobiliser un grand nombre d'acteurs se reconnaissant dans ces enjeux. Nombre d'acteurs locaux de l'insertion, sociale et/ou professionnelle, s'accordaient en effet pour constater un manque en termes d'actions visant les personnes particulièrement isolées, peu qualifiées et très éloignées de la formation et l'emploi. Par ailleurs, nombre de ces acteurs se rejoignaient également sur le malaise et l'insatisfaction induits par les politiques d'activation qui dessinent aujourd'hui le paysage de l'insertion socioprofessionnelle en Belgique. Les opérateurs d'accompagnement et de formation en observent des impacts brutaux sur leurs publics, mais des travailleurs des services publics tels que le Forem ou les CPAS se sentent également sous pression et en porte-à-faux par rapport aux contraintes qu'on leur impose de faire peser sur les demandeurs d'emploi qu'ils accompagnent, en vertu de ces politiques d'activation. Il y avait donc une véritable convergence de points de vue qui a permis de relancer un travail coopératif solide et relativement stable sur la durée.

Le salon de l'emploi organisé collectivement a renforcé la dynamique de collaboration, autour d'enjeux auxquels la majorité des acteurs étaient sensibles, ceux de l'accès à l'emploi y compris pour les personnes les moins qualifiées.

Une meilleure connaissance mutuelle des acteurs locaux

Ce regain de collaboration entre les acteurs locaux de l'insertion de l'Ouest du Brabant wallon bénéficie aux publics, car les partenaires se connaissent mieux, sont informés des actualités des uns et des autres, des projets en cours, des nouvelles offres de formation, etc. Cette meilleure interconnaissance entre les partenaires engendre une meilleure orientation ou réorientation des publics d'un opérateur à l'autre. Les personnes sont également davantage et mieux informées de ce qui se fait dans l'ensemble du secteur et bénéficient d'un accompagnement plus global.

Pour Lire et Écrire Brabant wallon, la table ronde et le salon ont de plus été des opportunités pour remettre la prise en compte des personnes en situation d'illettrisme à l'ordre du jour auprès d'un grand nombre de partenaires eux-mêmes confrontés à ce type de publics. La Régionale a également pu dans ce cadre réaffirmer ses missions et ses finalités en tant qu'à la fois opérateur alpha, centre d'insertion socioprofessionnelle et mouvement d'éducation permanente. Parallèlement, la rencontre de nouveaux partenaires lui a permis de se rapprocher de certains publics qu'elle n'atteignait pas par ailleurs.

Un ancrage renforcé dans la commune de Tubize

De par son rôle en tant que l'un des principaux initiateurs de la plateforme devenue table ronde, Lire et Écrire Brabant wallon a été amenée à développer de multiples contacts et échanges avec les autorités politiques locales, et ainsi renforcer son ancrage dans la commune de Tubize. Cette opportunité a été importante dans un contexte où la Régionale craignait de devoir arrêter ses formations dans la commune en raison d'une non-conformité de ses locaux avec les nouvelles normes en vigueur dans le cadre du nouveau décret CISP. Le resserrage des liens avec les autorités locales et la reconnaissance accrue de son rôle important dans la commune, de par les missions poursuivies par l'asbl, lui ont permis de gagner le soutien nécessaire au maintien de ses modules de formation à Tubize.

Des difficultés et freins

Maintenir des objectifs et un champ d'action large et non restreint à l'ISP

Au-delà de ces éléments positifs, il est apparu, au fil de l'organisation du salon, et lors de son organisation concrète en février 2017, que les partenaires associatifs de la TROUEST ont investi beaucoup d'énergie et de moyens dans l'événement, au détriment des autres objectifs qu'ils s'étaient initialement fixés au lancement de la plateforme. Et alors que celle-ci souhaitait s'engager pour des objectifs plus larges que l'emploi, il s'avère que l'année 2016 a été presque uniquement consacrée à l'organisation du salon. Cela a conduit certains opérateurs à se retirer de la plateforme parce que le salon n'avait pas de lien direct avec leur objet social, tandis que d'autres opérateurs l'ont rejointe presque uniquement pour l'événement en question.

De plus, le salon a été promu dans les médias comme un événement initié par le Forem et l'IBEFE, en collaboration avec les 4 communes de l'Ouest du BW et des organisations patronales privées tels que l'UCM¹⁶ ou l'UED¹⁷. Très peu de mention a été faite des partenaires de la TROUEST, qui ont pourtant été les principaux porteurs et « metteurs en scène » du projet. La présence des acteurs privés dans la plateforme et au salon a de plus été imposée aux acteurs associatifs, toute position contraire étant freinée par le fait que plusieurs acteurs dépendent de subventions de l'organisme régional de l'emploi.

Faisant la rétrospective, il apparaît que l'appellation « plateforme » utilisée au départ pour désigner le groupe d'acteurs se rassemblant pour collaborer dans le cadre de leurs enjeux et objectifs communs n'a pas été sans implications. Un tel terme faisait automatiquement référence, pour de nombreuses personnes de la région, aux dispositifs mis en place par le Forem. Or, ce dispositif était bien une initiative du terrain, mais ça n'a pas été perçu comme tel, et cela peut contribuer à expliquer les orientations qui lui ont été implicitement données jusqu'ici.

Garantir un investissement équilibré des différents partenaires

Une autre difficulté est liée à l'investissement que les différents acteurs peuvent consacrer au projet collectif de la TROUEST. En effet, si la motivation et l'intérêt ont clairement été exprimés par les partenaires au départ, force est de constater que l'investissement des uns et des autres reste à géométrie variable, en fonction des ressources que ces acteurs peuvent consacrer à l'investissement dans un tel dispositif. L'illustration la plus flagrante en est la décision de pilotage tournant, qui est restée lettre morte jusqu'ici, Lire et Écrire, l'AID et SOS Dépannage remplissant toujours ce rôle.

Lire et Écrire Brabant wallon bénéficie de moyens pour ce type de mission, via l'objectif 1 de la Convention RW alpha. D'autres acteurs, comme l'IBEFE ou les PCS, disposent également de ressources dans cette perspective, puisque le développement partenarial fait partie de leurs missions principales. Mais pour les acteurs de terrain, qui ont pour mission principale un travail de première ligne, en contact direct avec les publics, il est beaucoup moins évident de dégager du temps pour s'investir dans les réunions et projets pouvant être développés par la table ronde. Il est apparu que c'est surtout dans le cadre de projets concrets, tels que l'organisation du salon, que les partenaires sont les plus mobilisés (à l'exception de ceux qui ne s'y retrouvent pas par rapport à leur objet social), d'où l'importance, selon Lire et Écrire Brabant wallon de continuer de réfléchir à des actions collectives concrètes pour maintenir l'engagement d'un maximum de partenaires.

¹⁶ Union des classes moyennes.

¹⁷ Union des entreprises pour le développement de l'Ouest du Brabant wallon.

Perspectives

Le salon s'est donc déroulé le 7 février 2017. Son évaluation, tant par le Forem et l'IBEFE que par les autres partenaires de la TROUEST, a été très positive. L'événement a rassemblé de nombreux employeurs et demandeurs d'emploi, dans une ambiance conviviale et d'échanges. Sur quatre heures de rencontre ont été recensés plus de 900 visiteurs, plus d'un millier de CV déposés et plus de 300 candidatures qui ont retenu l'attention des 36 employeurs présents au salon « Un job à ta porte ».

Lire et Écrire Brabant wallon constate que le public était relativement varié, et comprenait une bonne partie de personnes très peu qualifiées, y compris des personnes en difficultés de lecture et d'écriture. L'objectif relatif au public visé semble donc atteint.

Les partenaires de la TROUEST ont donc décidé d'organiser une seconde édition en 2018. Pour Lire et Écrire Brabant wallon, sa propre participation a notamment une importance symbolique forte, puisqu'elle traduit l'idée que les personnes en difficultés de lecture et d'écriture peuvent aussi avoir de véritables perspectives en matière de formation et d'emploi.

Les partenaires de la Table ronde ont toutefois convenu que l'organisation de cet événement ne devrait pas éclipser les autres objectifs qu'ils s'étaient fixés collectivement. Le fait d'avoir une première expérience derrière soi devrait d'ailleurs réduire le temps à consacrer à ce projet, au profit d'autres actions. Il s'agira par ailleurs de faire davantage reconnaître l'implication de la TROUEST dans l'organisation de l'événement.

Lire et Écrire Brabant wallon entend d'autre part continuer de mettre l'accent sur les personnes en situation d'illettrisme au sein des discussions et débats de la Table ronde, afin que celles-ci soient davantage et mieux prises en compte dans l'ensemble des pratiques des acteurs locaux d'insertion.

Lire et Écrire Centre-Mons-Borinage : Développement de collaborations pour la mise en place de filières et passerelles

A. Contexte

En partant de son expérience de terrain, Lire et Écrire Centre-Mons-Borinage a fait le constat suivant : les personnes en situation d'illettrisme ont peu ou pas accès aux formations pré-qualifiantes ou qualifiantes. Celles qui souhaitent se diriger vers l'emploi ou qui sont désireuses de se former professionnellement sont souvent renvoyées vers l'alpha dans une perspective de « préformation ». De leur côté, de nombreux CISP font état de leur impression d'un chaînon manquant entre l'alpha et le pré-qualifiant ou qualifiant.

Parallèlement, avec le renforcement ces dernières années des mesures d'activation des travailleurs sans emploi, beaucoup d'apprenants manifestent des sentiments d'insécurité, d'incertitude et d'échec, tout en multipliant les efforts pour décrocher un emploi. Les réglementations à échelles européenne et wallonne poussent par ailleurs les opérateurs de formation professionnelle à améliorer la transparence de leur offre et à fluidifier les partenariats.

Lire et Écrire Centre-Mons-Borinage a donc décidé, dès 2014, d'ajuster son dispositif de formation via le développement de partenariats plus nombreux avec les acteurs de l'insertion socioprofessionnelle, afin notamment de répondre au mieux aux besoins des apprenants en démarche d'ISP, en lien avec la réalité socioéconomique de la région. La Régionale a ainsi développé une offre de formation « alpha orientation métiers » ainsi que de multiples collaborations avec des CISP de la région. De telles collaborations ont mené, dans certains cas, à la mise en place de formations en alternance / en concomitance, dont les avantages observés ont poussé la Régionale à vouloir multiplier ce type de dispositifs.

Ce travail de développement partenarial et de mise en place de filières de formation s'est toutefois rapidement avéré prendre beaucoup de temps, y compris de par le travail à réaliser afin de bien cerner le contexte socioéconomique de la région, et d'être au fait des actualités à l'égard du marché de l'emploi local. Pour mener à bien ce travail, la Régionale a donc décidé de consacrer un travailleur à ces différentes missions. C'est ainsi que la fonction de responsable de projets filières et passerelles a été créée, la personne affectée à ce poste commençant par analyser le contexte socioéconomique du territoire, afin d'avoir une vision claire des secteurs vers lesquels orienter ses démarches. En particulier, la responsable de projets a constaté que deux domaines industriels, l'agro-alimentaire et la logistique, se démarquaient par leur croissance tant en nombre d'établissements qu'en nombre de postes de travail. Ces secteurs peuvent offrir des opportunités d'emploi accessibles aux publics peu ou pas qualifiés, les employeurs ayant généralement des exigences peu élevées en termes de diplôme et d'expérience. L'ouverture d'un magasin Primark à Mons, à l'horizon 2018, laisse également entrevoir des opportunités d'emploi dans le secteur de

la vente, le gardiennage, la logistique et le nettoyage ; 230 emplois pour un public local peu qualifié sont prévus.

Ce focus se concentre particulièrement sur un partenariat développé avec le centre de compétence FormAlim du Forem, en lien avec les activités du secteur agro-alimentaire. Prenant connaissance d'une formation théorique organisée par FormAlim sur « Les bonnes pratiques d'hygiène », la responsable de projets a contacté le centre de compétence afin de lui présenter le public de Lire et Écrire, l'intérêt de nombreux apprenants envers le type de formation que Formalim propose, mais les difficultés qu'ils rencontrent en termes d'accessibilité par rapport à une telle formation, en lien avec les prérequis demandés. Une collaboration s'est alors mise en place afin de développer un module de formation théorique et un module pratique, tous deux relatifs aux bonnes pratiques d'hygiène et accessibles aux personnes en difficultés de lecture et d'écriture.

B. Actions 2016

Formalim

Afin de formaliser la collaboration qui s'est donc mise en place avec Formalim, une concertation s'est établie entre les partenaires avant et en termes de chaque session, en vue notamment de clarifier et redéfinir au fur et à mesure les objectifs, les modalités de partenariat, les modalités de formation, les modalités d'évaluation du dispositif...

Sur base des termes de cette convention, deux modules de formation théorique et un module de formation pratique ont été organisés en 2016. Comme pour les autres formations organisées en collaboration avec le secteur ISP, certains prérequis ont été vérifiés auprès des apprenants, afin de s'assurer que les personnes s'y inscrivant ne connaissent pas une situation d'échec / d'incompréhension, qu'ils ont pour beaucoup déjà trop souvent connue auparavant. Les prérequis n'étaient pas seulement liés à la lecture, à l'écriture et aux mathématiques, mais aussi à tout ce qui touche à l'autonomie sociale. Ils ont été déterminés avec Formalim, en tenant compte du référentiel métier et des motivations des apprenants.

Les deux modules de formation théorique furent organisés durant les congés de printemps et d'automne, à destination d'apprenants demandeurs d'emploi inscrits en formation à Lire et Écrire CMB, à raison d'une journée chacun. Ces modules, auxquels 20 apprenants ont pu participer en 2016, ont porté sur le même contenu que la formation qui préexistait, mais la pédagogie de formation utilisée a été adaptée pour être accessible à un public en difficulté de lecture et d'écriture : utilisation d'images, supports oraux, formulations moins complexes... Les modules ont été organisés au Centre Epicra à Villers-le-Bouillet. Les apprenants ayant participé se sont vu délivrer une attestation reprenant les compétences travaillées, compétences faisant partie des prérequis pour un poste d'opérateur de production dans le secteur agro-alimentaire.

Un module pratique d'une journée a également eu lieu, celui-ci à Verviers, en lien avec la production de chocolats. Les formateurs de Lire et Écrire CMB y ont accompagné les 12 apprenants qui y participaient (le nombre de postes de travail étant toutefois limité à 8). À l'issue de cette formation pratique, une attestation de compétences a également été délivrée aux apprenants, attestation reconnue officiellement étant donné le statut de Formalim comme centre de compétence. En plus d'alimenter le CV des personnes, cette attestation donne ainsi l'accès à la formation pré-qualifiante « bonnes pratiques d'hygiène », au terme de laquelle est délivré un certificat HACCP¹⁸, qui devient indispensable pour travailler dans le secteur.

Le module pratique a permis aux apprenants d'expérimenter un métier, ce qui était une première pour certains d'entre eux, et ce qui a permis à tous de prendre conscience de la réalité du métier d'ouvrier de production dans le secteur de l'agro-alimentaire. Tous se sont sentis à l'aise, les conditions ayant été mises en place pour qu'ils ne se sentent pas à une place inappropriée. Les apprenants ont par ailleurs tiré de cette formation une ouverture vers l'extérieur (de par les déplacements que cela a impliqués, les rencontres que cela a permis) ; ils ont découvert ce qu'était l'AFSCA ; plusieurs ont également opéré des transferts par rapport à leurs pratiques d'hygiène dans le cadre de leur vie privée. Enfin, ils ont témoigné de leur fierté d'avoir réalisé les chocolats et d'avoir passé une journée de travail ; leur motivation pour trouver du travail en est sortie renforcée.

¹⁸ HACCP: Hazard Analysis Critical Control Point, méthode et principes de gestion de la sécurité sanitaire des aliments.

Autres collaborations

Au-delà de ce partenariat spécifique avec Formalim, Lire et Écrire CMB a également développé des collaborations avec d'autres secteurs afin de développer des filières de formation variées, qui répondent à un maximum de demandes et/ou de projets professionnels de la part des apprenants. Ces secteurs sont : le maraichage biologique, l'entretien d'espaces verts, les métiers d'ouvriers polyvalents, les techniques du spectacle, la vente, l'animation, l'Horeca, la construction, ou encore la boulangerie et la pâtisserie.

Dans ces différentes collaborations, Lire et Écrire CMB a notamment visé à ouvrir les champs du possible en termes de formation pour les apprenants, mais aussi à fournir un accompagnement méthodologique aux opérateurs qui expriment le souhait de rendre leur offre de formation plus accessible à tout type de publics. Dans ce cadre sont partagés des outils tels que le test de positionnement, les compétences clés, la grille des savoirs de base et les référentiels métiers produits par l'Interfédé.

C. Analyse et perspectives

Loin de considérer la mise en place et le développement de filières et passerelles comme une finalité, Lire et Écrire CMB envisage cet axe de travail comme un moyen privilégié pour permettre aux apprenants demandeurs d'emploi d'optimiser leur parcours d'insertion sociale et professionnelle. Il s'agit ainsi de leur garantir le meilleur et le plus rapide accès aux services proposés par une diversité d'opérateurs, dans le cadre d'un libre choix et en toute connaissance de cause. Dans cette optique, les filières et passerelles apparaissent comme l'un des moyens de promouvoir une vision intégrée de la formation, en l'occurrence en lien avec le secteur spécifique de l'insertion socioprofessionnelle, et par là une approche globale des personnes, de leurs souhaits, besoins et situations, plutôt que plusieurs approches cloisonnées les unes des autres.

Promouvoir une vision intégrée de la formation

Lire et Écrire CMB défend une telle vision intégrée, en opposition à une logique séquentielle, linéaire de type alphabétisation / formation préprofessionnelle / formation professionnelle. Lire et Écrire considère en effet qu'il n'y a pas de parcours type mais une grande diversité de parcours, qui doivent être conçus en fonction du vécu de l'apprenant, des événements biographiques qui lui sont propres, de son expérience, de ses compétences, de ses besoins, de ses désirs, de ses facilitateurs et de ses freins.

Selon la Régionale, s'orienter professionnellement est ainsi possible pour le public en alphabétisation et/ou très éloigné de l'emploi si l'on met en place des partenariats qui fluidifient le parcours de l'apprenant et le raccourcissent. Au-delà des avantages pédagogiques liés au développement de formations intégrées ou concomitantes, il s'agit ainsi de répondre également au souhait des personnes de réaliser plus rapidement leur projet professionnel, et leur permettre de faire face à la logique d'urgence qui leur est imposée par les politiques d'activation. Les rythmes de formation qui relèvent de l'approche linéaire du parcours de formation des personnes illettrées sont en effet la plupart du temps en inadéquation avec les contraintes qu'impose l'administration à ces personnes dans le temps (dégressivité des allocations de chômage, exclusion du droit à ces allocations), ce type d'approche allongeant leur parcours de formation.

C'est pourquoi Lire et Écrire CMB, en partenariat avec des organismes de formation professionnelle, a donc mis en place des pratiques de collaboration qui consistent en une déclinaison de partenariats proposant des dispositifs qui alternent des temps de formation professionnelle et d'alphabétisation. Le partenariat avec Formalim en est un exemple.

Une fonction à part entière pour mener une telle mission

La réalisation de la mission liée au développement de partenariats solides et durables avec les autres acteurs de l'ISP s'est rapidement avérée nécessiter le plein investissement d'un travailleur, et ce étant donné la diversité des tâches liées à cette mission et le suivi nécessaire sur le long terme. Le poste de responsable de projets filières et passerelles consiste ainsi à la fois en :

- un travail de veille du contexte socioéconomique de la région, afin d'avoir des informations à jour concernant ce qui existe comme offres de formation et offres d'emploi ;
- un travail d'état des lieux des diverses interprétations concernant des notions telles qu'alphabétisation, illettrisme, compétences de base, ... ainsi que des exigences concernant les niveaux requis pour les différentes offres de formation (pré-)qualifiantes et métiers ;
- un travail de développement partenarial et sensibilisation des organismes ISP de différents secteurs ;

- et un travail d'interface entre les opérateurs et les apprenants, visant à favoriser la prise en compte des souhaits, besoins et difficultés spécifiques de ces derniers.

La responsable de projets filières et passerelles travaille par ailleurs étroitement avec les formateurs et la chargée d'accueil et d'orientation, pour identifier au mieux les apprenants qui pourraient être orientés vers les différentes filières et passerelles mises en place, ou les formations adéquates.

Quelles collaborations et comment les mettre sur pied ?

On l'a mentionné, Lire et Écrire CMB a dans ce cadre non seulement développé des partenariats et mené des actions de sensibilisation vis-à-vis d'autres CISP, mais également vis-à-vis d'un Centre de compétence du Forem – Formalim, ou encore des missions régionales pour l'emploi (MIRE). Cela a notamment permis d'encourager ces différents organismes à prendre davantage en compte dans leurs actions les personnes les plus éloignées de la formation et de l'emploi, malgré les multiples incitants financiers qui poussent souvent les opérateurs à donner la priorité aux personnes proches de l'emploi.

Concernant les partenariats autour de projets concrets, il s'est avéré impératif, pour qu'ils fonctionnent, qu'il y ait un plein engagement des structures impliquées afin de pouvoir d'abord bien prendre le temps de se connaître et construire ensemble les projets, et ensuite de pouvoir organiser des moments de concertation qui permettent d'adapter au mieux les dispositifs aux projets des stagiaires, de les évaluer et de procéder à des ajustements si nécessaire.

De tels liens de collaboration impliquent de pouvoir dégager un temps considérable pour les moments de concertation, préparation, et suivi des dispositifs et stagiaires, en plus du temps dédié à la formation en tant que telle. Ainsi par exemple, en amont de la formation, tout un travail est réalisé avec le stagiaire et le partenaire pour faciliter l'entrée en formation dans une des filières choisies, pour faciliter le « passage » dans le centre de formation pré-qualifiant ou qualifiant. Afin de ne pas perdre de vue que chaque apprenant apprend à son rythme, Lire et Écrire CMB a par ailleurs mis en chantier avec ses partenaires un travail pédagogique et méthodologique orienté vers le soutien aux apprenants.

A noter que ce temps de concertation et de suivi n'est généralement pas valorisable en tant que tel dans les différents financements, excepté via l'objectif 1 de la Convention RW alpha. Il est donc particulièrement difficile pour les partenaires de s'investir dans les projets sur le long terme.

Quels impacts pour les apprenants ?

Les retombées sur les apprenants sont nombreuses et diverses. Les apprenants éprouvent plus de facilité à quitter Lire et Écrire et à se projeter vers la formation pré-qualifiante ou qualifiante, ou vers l'emploi. Ils savent aussi qu'ils peuvent revenir à Lire et Écrire pour redéfinir leur projet et travailler ce qui leur manque pour le réaliser. Ils appréhendent moins le changement car tout un travail est fait pour que « le passage » se fasse au mieux. L'apprenant se rend compte qu'il y a une réelle collaboration entre le partenaire, Lire et Écrire et qu'il est au centre du processus. Dans les groupes, le fait de voir que certains partent en formation ailleurs et/ou qu'ils trouvent un emploi encourage les autres dans la mise en place de leur projet. Afin de renforcer cet impact positif, des moments ont été organisés où les stagiaires sont venus témoigner de leur nouvelle expérience soit dans la formation, soit dans l'emploi : ils présentent au groupe leur parcours, la formation suivie, les freins et les facilitateurs rencontrés.

Par ailleurs, les expériences positives des apprenants dans un dispositif « filières et passerelles » permettent de faire changer le regard extérieur sur les personnes en situation d'illettrisme et par conséquent d'ouvrir de nouveaux horizons pour ces publics. Les personnes ne sont plus avant tout identifiées comme « un public difficile », mais sont davantage reconnues dans leurs projets.

De plus, quand il s'agit de réorienter vers d'autres organismes des personnes qui ne font pas partie de notre public ou qui sont sur une liste d'attente, le dispositif mis en place permet à l'agent de guidance de disposer d'un panel d'offres de formation assez large pour répondre de la manière la plus ciblée possible au profil de chacun.

Quelles difficultés ?

Au niveau des partenariats

Les freins communs à tout type de partenariat sont la concertation et la difficulté de tenir compte de l'agenda de chacun. Le manque de moyens pour la coordination de la mise en place des projets est

également un des obstacles majeurs, ainsi que le fait que les collaborations fructueuses sont souvent liées à des personnes qui ont démontré des convictions et intérêts pour les publics et la question de l'alpha. Dès lors, quand les personnes en question quittent l'organisme, les partenariats peuvent être compromis parce que les remplaçants ont d'autres priorités.

Par ailleurs, certains freins sont spécifiques aux partenariats développés dans le but de faciliter l'insertion professionnelle des personnes qui s'adressent à Lire et Écrire. Ainsi, bien qu'elles aient démontré leur intérêt, les formations concomitantes sont rares et restent compliquées à mettre en place. Lire et Écrire CMB a par exemple constaté qu'elles restent très difficiles à mettre en place avec les Entreprises de Formation par le Travail, étant donné que ces dernières ont un objectif de production, ce qui n'est pas compatible avec la temporalité des dispositifs concomitants.

Un autre problème a été identifié lors de collaboration avec certains opérateurs, où Lire et Écrire CMB a dû veiller à ce que les apprenants ne soient pas intégrés à des dispositifs dans le but principal de remplir les groupes. Dans ce cadre, tout le travail de sensibilisation et de promotion de la construction d'un cadre pédagogique, méthodologique et éthique avec les opérateurs a été essentiel.

Enfin, une difficulté dans les partenariats consiste à garantir que ceux-ci soient bien égalitaires et que les projets soient co-construits. Dans certains cas, le partenaire a clairement imposé des conditions auxquelles Lire et Écrire CMB n'adhérait pas, mais qu'elle n'a pu contester par risque d'hypothéquer les dispositifs mis en place. Ce fut le cas dans le cadre du partenariat avec Formalim, où ce dernier a restreint le nombre de personnes pouvant participer à la formation pratique à 8 personnes, alors que 20 apprenants avaient participé au module théorique et qu'ils étaient tous intéressés par le module pratique.

Au niveau des obstacles administratifs et financiers

Lire et Écrire CMB a aussi rencontré, dans ses efforts pour mettre en place des dispositifs en collaboration avec d'autres organismes d'ISP, des difficultés au niveau des heures de formation susceptibles d'être justifiées, les heures où les apprenants sont dans les autres associations ne pouvant pas être valorisées.

Par ailleurs, des difficultés sont apparues en lien avec les temporalités qui diffèrent entre le moment où apparaît une opportunité au niveau du contexte socioéconomique (ex : ouverture d'une usine ou d'un magasin), et le moment où l'on parvient effectivement à mettre en place un dispositif de formation orienté vers le secteur en question et qui soit accessible aux personnes en situation d'illettrisme. Parfois on anticipe trop vite, en regardant les tendances du marché de l'emploi, alors qu'à d'autres moments, on ne voit pas venir assez vite.

Perspectives

En ce qui concerne le partenariat avec Formalim, une prochaine étape envisagée est de mettre en place une formation certificative accessible aux apprenants de Lire et Écrire pour être ouvrier de production dans le secteur agroalimentaire. Toutefois, le projet est actuellement en suspens, la principale personne de contact chez Formalim ayant récemment quitté ses fonctions.

De manière générale, Lire et Écrire CMB entend développer toujours davantage de collaborations avec des organismes ISP, afin d'élargir encore l'offre de filières et passerelles et de renforcer la prise en compte des personnes en difficultés de lecture et d'écriture dans les tests d'entrée, les conditions d'accès, les épreuves de certification, etc. Grâce aux référentiels métiers établis au niveau de l'Interfédé, il existe aujourd'hui un cadre qui soutient le travail de LEE CMB à cet égard.

Enfin, Lire et Écrire CMB continuera de plaider auprès des autorités politiques pour le développement d'un cadre administratif facilitateur pour la mise en place de dispositifs concomitants.

Lire et Écrire Charleroi-Sud-Hainaut : sensibilisation et développement partenarial dans la commune de Farcienne pour la mise en place d'un dispositif pilote de formation modulaire

A. Contexte

La Régionale de Lire et Écrire Charleroi-Sud-Hainaut couvre 22 communes, dont 11 sont situées dans l'arrondissement de Charleroi. Parmi celles-ci, Farcienne, commune anciennement industrialisée qui a

connu son déclin avec la fermeture en 1984 du dernier charbonnage wallon et la chute des industries sidérurgiques. Longtemps identifiée comme la commune la plus pauvre de Belgique, elle figurait à la cinquième place d'un tel classement en 2016, derrière 4 communes bruxelloises¹⁹. L'étude 2014 de l'IWEPS sur le bien-être²⁰ la classait par ailleurs dans le groupe de communes où les valeurs des indicateurs relatifs aux moyens de vie et aux relations entre personnes sont les plus faibles.

Lire et Écrire Charleroi-Sud-Hainaut a développé à Farciennes une offre de formation alpha orale de 9 heures/semaine depuis 2005, la commune comportant notamment une importante communauté turcophone arrivée pour une grande part dans le cadre de l'immigration des années 60 et 70. La formation a initialement pu être mise en place grâce à un financement du FIPI (Fonds d'impulsion à la politique des immigrés). Elle a pris ses quartiers dans différents lieux de la commune (une école, OXYJeune – association locale chapeauté par l'échevin de la jeunesse, l'IPETPPS – établissement de promotion sociale de la Commune, et enfin un local de la Commune) avant de pouvoir s'établir de manière stable dans un local mis à disposition par la bibliothèque de Farciennes. Ce soutien de la bibliothèque a été à la fois permis par la connaissance préalable de la responsable de la bibliothèque, avec qui la responsable sensibilisation de la Régionale entretenait des contacts dans le cadre de la plateforme emploi depuis de nombreuses années, mais aussi par l'intérêt porté par la bibliothécaire pour la question de l'illettrisme, en particulier concernant le public d'origine étrangère.

L'offre de formation de Lire et Écrire Charleroi-Sud-Hainaut s'est toutefois rapidement avérée insuffisante par rapport à la demande de formation. Par ailleurs, plusieurs échos au sein de la commune faisaient état d'un besoin de formation en alpha écrite. Des partenaires de la plateforme emploi, tels que la Régie des Quartiers Inersambre, active sur Farciennes et Aiseau-Prez, ont relayé leur constat d'un public francophone pour lequel l'offre d'alpha existante n'était pas accessible. L'échevin de la culture, en poste pour une seconde mandature et très proactif par rapport à ses compétences communales, a également interpellé Lire et Écrire Charleroi-Sud-Hainaut par rapport à cette situation, afin d'envisager dans quelle mesure il était possible de mettre en place un second groupe, orienté cette fois sur la lecture, l'écriture et les maths.

Si la Régionale ne disposait initialement pas des moyens nécessaires pour mettre sur pied un second groupe, elle a pu finalement réaffecter des moyens dégagés par la fermeture de deux groupes de formation : l'un à Aiseau-Prez, en raison d'un nombre insuffisant de stagiaires, et l'autre à Fleurus, le partenaire local ayant rompu la collaboration en cours. La Régionale s'est alors associée à la Régie des Quartiers Inersambre, qui disposait d'un local de formation, pour pouvoir développer un nouveau dispositif dans la commune de Farciennes. Le PCS de Farciennes contribua à permettre la mise sur pied de l'action en y allouant une subvention de 10.000 euros.

Si celui-ci visait donc à rencontrer la demande de personnes francophones en besoin d'alpha écrite, Lire et Écrire Charleroi-Sud-Hainaut souhaitait également, par le biais de ce dispositif, permettre aux personnes du groupe d'alpha orale qui avaient atteint un bon niveau d'oral de passer à l'alpha écrite. Ces derniers n'avaient effectivement d'autre choix, jusque là, que d'intégrer un groupe d'une autre commune, telle que Châtelet. Or, la mobilité est compliquée entre les deux communes, et par ailleurs, la commune de Châtelet a progressivement restreint les conditions d'accès à la formation alpha, dont elle assurait le financement, pour donner priorité aux habitants de logements sociaux résidant à Châtelet.

La possibilité d'élargir l'offre fut saisie par la Régionale comme une opportunité pour tester en tant qu'expérience pilote une nouvelle approche pédagogique, sur laquelle Lire et Écrire Charleroi-Sud-Hainaut menait une réflexion depuis plusieurs années : il s'agit d'une approche modulaire de la formation, permettant de multiplier par trois l'offre de formation à Farciennes (de 9h à 27h) et répondant de cette manière à la demande de nombreuses personnes qui étaient sur liste d'attente.

Le modèle en question fut présenté aux partenaires de la commune concernés, l'échevin de la culture et l'asbl Régie des Quartiers Inersambre, afin de s'assurer qu'il répondait bien aux attentes de chacun d'une part, et qu'il serait pratiquement envisageable d'autre part. Après plusieurs réunions de discussion à cet égard, le feu vert fut donné pour débiter l'expérience pilote en 2016.

B. Actions 2016

Début 2016, le modèle définitif n'était pas encore finalisé, certains aspects devant encore faire l'objet de réflexions. Cependant, les partenaires de Farciennes, Inersambre et l'échevin de la culture en tête,

¹⁹ SPF Economie.

²⁰ IWEPS, Indice des conditions de bien-être en Wallonie – ICBE, 1er exercice - avril 2014.

insistèrent pour que la première phase du projet soit lancée, celle-ci étant déjà satisfaisante, et son lancement constituant une première réponse à la demande de formation de la population.

Le lancement du dispositif impliqua une négociation sur la mise à disposition d'un local, et ce pour 9 demi-journées par semaine, étant donné l'augmentation du temps de formation (21 heures/semaine dans un premier temps, 24 heures par la suite). Finalement, il fut décidé de donner la majeure partie des modules dans le local mis à disposition par la bibliothèque, tandis que le module mathématiques serait donné dans un local du plan de cohésion sociale.

Alors que les partenaires avaient initialement avancé l'hypothèse d'un groupe d'alpha écrite s'ajoutant au groupe d'alpha orale, le nouveau modèle pédagogique a renversé cette représentation du dispositif de formation, en mettant en place des modules. L'innovation principale repose sur le fait d'offrir la possibilité de choisir des parcours de formation distincts (jusqu'à 15 différents) et un volume horaire ajustable et flexible, pouvant aller de 6 ou 9 heures par semaine jusqu'à 15 heures par stagiaire. Les compétences visées sont la compréhension et la production orale, la lecture, l'écriture et les mathématiques - une autre nouveauté réside justement dans la mise sur pied d'un cours de mathématiques.

Dans ce dispositif, des apprenants qui commenceraient leur parcours par des cours d'oral débutant auraient la possibilité de poursuivre avec des cours d'écrit et de mathématiques. Les francophones intègrent le parcours de formation à partir des modules en lecture/écriture/mathématiques.

Une première phase du dispositif modulaire fut lancée en mars 2016 avec 3 modules principaux organisés sur 21 heures de formation : l'oral, l'écrit et le calcul, les deux premiers étant déclinés chacun en un module débutant et un module intermédiaire. Un formateur différent fut affecté à chacun des 3 modules principaux. Les apprenants sont invités à définir avec l'équipe pédagogique le rythme de formation qu'ils souhaitent adopter, l'idée étant de prendre en compte à la fois les souhaits et contraintes des personnes, mais également les modalités que Lire et Écrire Charleroi-Sud-Hainaut considèrent pertinentes, essentiellement en termes de nombre d'heures minimum. L'apprenant bénéficie ainsi d'une plus grande liberté dans le choix du type de formation qu'il veut suivre, et en même temps, la discussion avec l'équipe pédagogique lui permet de choisir une orientation en pleine connaissance des enjeux, et en étant accompagné et orienté dans son choix par l'avis des professionnels.

Ce modèle implique que les publics inscrits en formation s'engagent dans le cadre de logiques différentes, certains étant inscrits dans un processus d'insertion socioprofessionnelle, d'autres davantage dans une démarche de (ré)affiliation sociale ou d'intégration. Ce n'est ainsi pas le statut mais bien le projet des apprenants qui est considéré en priorité.

Durant les mois de juillet et août, la suspension de la formation a permis de réaliser une évaluation de la première phase transitoire, et sur cette base de définir la deuxième phase opérationnelle du modèle, dont l'objectif était notamment de se fonder sur les objectifs des personnes plutôt que sur les niveaux. La finalisation du dispositif fut réalisée dans le cadre d'une concertation entre la direction, le coordinateur pédagogique, la responsable de sensibilisation et de développement partenarial et les formateurs de Lire et Écrire Charleroi-Sud-Hainaut. Deux grandes orientations sont alors apparues dans la filière, l'une centrée sur la vie quotidienne, l'autre sur la construction d'un projet professionnel, mais les deux n'étant pas cloisonnées, les apprenants peuvent se définir un parcours de formation combinant les deux orientations.

Une deuxième phase du modèle modulaire a pu être lancée en septembre 2016, pour un total de 40 apprenants, de 8 nationalités différentes. Les langues maternelles sont soit le français, l'arabe, l'italien, le turc ou encore le macédonien. 19 femmes sont inscrites pour 21 hommes.

Parallèlement au déploiement progressif du dispositif, Lire et Écrire Charleroi-Sud-Hainaut a mené des négociations avec le Forem, via plusieurs réunions en 2016, afin que le projet puisse être validé du point de vue des réglementations d'application, notamment en lien avec le contrat F70bis – pour les apprenants inscrits dans un parcours ISP. Les bonnes relations partenariales entretenues avec le service wallon de l'emploi ont permis d'obtenir également le feu vert de ce côté.

C. Analyse et perspectives

Le succès du dispositif de formation modulaire, que traduisent le nombre important de personnes inscrites et l'évaluation positive qui en est faite par les différentes partenaires de la commune impliqués dans le projet, apparaît comme la conjonction de plusieurs facteurs favorables : il s'agit d'un dispositif de formation innovant, fruit de la réflexion au sein de Lire et Écrire Charleroi-Sud-Hainaut sur un dispositif rendant les apprenants davantage acteurs de leur parcours de formation ; sa mise sur pied s'est inscrite dans le cadre

d'une dynamique politique positive au niveau de la commune ; et enfin, elle a été permise par les bonnes relations partenariales entretenues principalement avec la bibliothèque communale.

Un dispositif de formation innovant pour la Régionale

Les maths sont utiles dans la vie quotidienne

Beaucoup d'attentes portent sur une série de situations concrètes de la vie quotidienne. Les mathématiques interviennent dans la gestion du budget, dans les opérations bancaires, pour faire les courses... Les différents éléments de mesure peuvent s'avérer utiles pour cuisiner, bricoler ou calculer le temps nécessaire pour pouvoir atteindre une destination dans les temps. Il faut calculer le temps de parcours à pied, lui additionner le temps pris par le bus pour effectuer le trajet, ajouter une marge en cas de retard, etc. Calculer au quotidien, c'est apprendre à s'organiser de manière plus efficace. Un des motifs d'entrée en formation le plus souvent évoqué est celui du suivi scolaire. Les apprenants souhaitent accompagner les enfants dans leurs devoirs et passer du temps avec eux sur les tables de multiplication ou la géométrie.

Les maths comme introduction à d'autres apprentissages

Moins évident à percevoir mais fondamental, l'apprentissage des mathématiques constitue une base introductive aux autres apprentissages (logique, raisonnement et abstraction). Cette perspective est prioritaire sur les aspects utilitaires et pratiques décrits ci-dessus. Ce passage par l'abstraction permet en effet de comprendre des situations multiples et de résoudre des problèmes divers. Il constitue également un préalable à l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. Il permet de sortir d'un problème immédiat pour en saisir la généralité, condition essentielle pour pouvoir le résoudre et surtout pour affronter un problème nouveau. Le passage par les maths augmente donc chez l'apprenant ses capacités de pouvoir agir sur son environnement.

Francophones et non-francophones, ensemble en formation

Cette configuration permet aux personnes de langue maternelle autre que le français d'aborder le champ de l'écrit et aux personnes de langue maternelle française de suivre certains modules en commun. Ces deux publics étaient auparavant répartis dans des formations différentes.

Dépasser une logique d'entrée en formation selon le critère du niveau de compétences

La formation se décline en modules selon le niveau de maîtrise des personnes pour parler et comprendre le français, lire, écrire et calculer. C'est cependant une autre logique qui a présidé à la construction de l'approche modulaire. L'apprenant, selon le moment de sa vie, ses besoins, ses projets, va trouver dans chacun des modules des réponses adaptées. Lui permettre de se former sur l'ensemble de ses besoins et motivations, tel est l'enjeu à terme du dispositif. Les motifs d'entrée en formation sont en effet diversifiés et peu importe le statut socioprofessionnel de la personne : participer à la vie sociale, reconquérir une autonomie, s'émanciper, soutenir ses enfants, rechercher un emploi, etc.

Un contexte politique favorable

Si Lire et Écrire Charleroi-Sud-Hainaut est présente depuis un nombre significatif d'années à Farciennes, il apparaît que le contexte politique des dernières années a été spécialement favorable au développement d'un projet innovant tel que le dispositif modulaire de formation dans cette commune. De manière générale, les élus locaux des deux dernières mandatures communales ont eu particulièrement à cœur de redynamiser Farciennes en prenant en compte, et en même temps en impliquant largement sa population, dans sa diversité. À titre d'exemples, il a été veillé à rendre la commune plus agréable à vivre en menant des politiques visant à améliorer la propreté, mais également en organisant des festivités telles que la fête interculturelle annuelle ; des nouveaux bâtiments ont été construits pour accueillir la population à l'administration communale et un nouveau site Internet a été développé avec traductions en arabe et en turc, afin qu'il soit accessible au plus grand nombre ; un nouveau centre de planning familial a ouvert...

En particulier, l'échevin de la culture, par ailleurs responsable de la communication d'OXYJeunes, organisme de jeunesse basé à Farciennes, a été une personnalité importante pour le soutien du projet. De nature très dynamique et volontariste, son histoire personnelle a influencé son intérêt pour le projet puisque sa grand-mère, immigrée italienne, était elle-même analphabète. Le fait que l'échevin ait par ailleurs dans ses compétences l'emploi et la formation en sus de la culture, mais également la gestion de la bibliothèque a également été un atout. L'échevin a ainsi fortement appuyé le projet, notamment en garantissant la mise à disposition du local de la bibliothèque pour la majeure partie des heures de formation, mais aussi en se

coordonnant avec le responsable de projet du PCS pour assurer une subvention de celui-ci pour le dispositif.

Une bonne collaboration avec les partenaires locaux, en particulier la bibliothèque

Comme déjà indiqué, Lire et Écrire Charleroi-Sud-Hainaut bénéficiait déjà d'un ancrage important dans la commune, en grande partie de par les partenariats qu'elle a pu nouer par le passé avec les acteurs locaux, et en particulier avec la bibliothèque.

Farciennes est de manière générale une commune où les opportunités d'échanges avec les acteurs locaux sont nombreuses, notamment à travers le PCS mais aussi la plateforme ISP, en place depuis 1998. Les partenaires y sont très impliqués, et il en ressort une dynamique de collaboration positive pour l'émergence de partenariats et de projets nouveaux.

La bibliothèque est quant à elle dirigée par une personne qui tient particulièrement à atteindre un public habituellement peu présent dans ce type de lieu, notamment les personnes étrangères ou d'origine étrangère en difficultés avec la langue française. Ainsi, rendre les livres et de manière générale la lecture accessible au plus grand nombre constitue l'un de ses objectifs prioritaires. Pour l'atteindre, elle a mis en place des actions concrètes pour attirer le public le plus éloigné de la lecture, notamment un service d'écrivain public, ou encore un espace numérique où s'organise un soutien pour la réalisation de CV.

La question de l'alphabétisation l'intéresse particulièrement, ce qui l'a amenée à suivre la formation de base proposée par Lire et Écrire Charleroi-Sud-Hainaut. Elle a par ailleurs entretenu des contacts réguliers avec la Régionale via la plateforme ISP, ce qui a mené à la possibilité d'abriter la formation alpha dans un local de la bibliothèque, la responsable ayant plaidé en ce sens auprès des autorités responsables. La bibliothèque ne constitue de plus pas qu'un espace pour héberger le groupe de formation, mais c'est un véritable lieu d'échange, où les travailleurs interagissent avec les apprenants, et s'investissent dans des projets s'inscrivant dans les finalités de l'éducation permanente, dans une optique de collaboration entre la bibliothèque et les adultes en alphabétisation²¹. Cette synergie avec la bibliothèque a également permis aux apprenants en alpha de bénéficier d'un abonnement gratuit à la bibliothèque, et de s'y rendre avec leurs enfants, y compris dans les temps de formation.

Perspectives

L'expérience pilote menée avec le dispositif modulaire a déjà pu démontrer de nombreux effets positifs et est dès lors encourageante pour creuser encore davantage un tel modèle et l'étendre à d'autres groupes dans la mesure du possible.

Ainsi, comme déjà évoqué, l'approche modulaire a permis de répondre à la demande des personnes qui cherchaient de l'alpha écrite, qu'elles soient francophones de base ou bien qu'elles aient suffisamment progressé sur le plan oral.

Par ailleurs, ce genre de dispositif de type « à la carte » permet aux apprenants de véritablement prendre la main pour définir le parcours de formation qui correspond le mieux à leurs projets, situations, contraintes, besoins et souhaits. Mais tout en étant accompagnés dans cette construction, afin que celle-ci soit cohérente et les amène à atteindre des objectifs concrets. Au-delà, le dispositif permet aux apprenants d'être en contact avec des apprenants et des formateurs différents, d'être confrontés à différentes approches et personnalités, ainsi que différentes cultures.

Les partenaires reconnaissent unanimement les avantages du dispositif et soutiennent son maintien, le nombre d'apprenants inscrits plaçant également dans ce sens. L'évaluation de sa mise en œuvre en 2016 permet par ailleurs de dégager des pistes d'évolution pour que le modèle soit encore affiné. En termes financiers, complémentaires aux moyens de la Convention RW Alpha, des perspectives positives apparaissent en 2017, du côté des partenaires locaux, qui permettront de perpétuer le dispositif.

²¹ Entre autres, un projet d'ampleur a été mené par les apprenants de Farciennes en collaboration avec la bibliothèque en 2016, conduisant à une exposition photos visant à relayer le point de vue des citoyens sur leur commune et leur environnement. L'exposition a eu un tel succès que d'autres bibliothèques ont demandé à pouvoir l'abriter.

Lire et Écrire Liège-Huy-Waremme : collaboration avec le PCS d'Amay pour la mise en place d'une offre de formation

A. Contexte

Malgré la multiplicité d'opérateurs d'alphabétisation sur le territoire couvert par Lire et Écrire Liège-Huy-Waremme, l'offre reste largement insuffisante et inégalement répartie. La plupart des opérateurs proposent en effet des formations à Liège-ville, alors que les communes plus rurales sont largement sous-investies. La politique de formation de la Régionale, qui accueille environ ¼ des personnes en alpha sur le territoire, est donc étroitement liée au souci d'assurer une couverture complète de la région, en fonction du développement des autres organismes d'alphabétisation, et de la demande des personnes qui s'adressent à la Régionale, en majorité des personnes demandeuses d'emploi, mais qui en sont souvent très éloignées.

Lire et Écrire Liège-Huy-Waremme a donc développé des actions d'alphabétisation dans 55 communes, dont la commune d'Amay depuis 2014, où un seul opérateur proposait initialement une formation en alphabétisation. Il s'agit du C.O.F., le Centre d'orientation et de formation, qui est agréé comme CISP. Amay est située dans la sous-région appelée « vallée mosane », qui se caractérise par sa densité de population élevée, et une population en moyenne plus défavorisée que sur le reste du territoire. La vallée mosane est une sous-région où les infrastructures industrielles sont importantes mais où le taux de chômage est élevé. Avec Huy, Engis et Saint Georges, Amay fait partie des communes où les indicateurs de revenus calculés par l'IWEPS sont les plus faibles et où, de manière générale, l'indicateur composite de bien-être est le plus bas.

La commune est engagée dans un plan de cohésion sociale, dans lequel s'investit un réseau important d'acteurs locaux, notamment : le CPAS, le planning familial, le centre culturel, plusieurs services communaux (travaux, enseignement, environnement, action sociale, ...), le service d'assistance policière aux victimes de la police, la régie de quartier, l'agence locale pour l'emploi, la Maison de la poésie, le COF, plusieurs associations, une AMO, l'EFT Côté cour côté jardin, etc. Les partenaires démontrent unanimement une volonté forte de développer des actions en vue de lutter contre la pauvreté et toutes les formes de précarité, et l'engagement des uns et des autres suscite une émulation permanente qui permet d'aboutir à des initiatives concrètes.

Le PCS d'Amay fait partie de la plateforme alpha Huy-Waremme, qui a été mise sur pied en 2012 par le CSEF, et est constituée d'acteurs du secteur de la formation, de l'alphabétisation et d'acteurs sociaux tels que les PCS. En 2014, lors d'une rencontre entre Lire et Écrire Liège-Huy-Waremme et le PCS d'Amay dans le cadre de cette plateforme, ce dernier a sollicité la Régionale de Lire et Écrire afin de bénéficier de ses conseils pour la mise en place d'une offre d'alphabétisation dans la commune. Les différents partenaires du PCS avaient en effet fait le constat commun d'un nombre important de personnes en grandes difficultés de lecture et d'écriture dans la population. La réflexion menée avec Lire et Écrire Liège-Huy-Waremme mena en 2015 à la décision de recruter des formateurs bénévoles, et de les former à la formation en alpha, le coût de formateurs salariés étant trop élevé par rapport au budget disponible. Le PCS détacha par ailleurs une de ses employées pour piloter les actions d'alpha qui seraient menées sur la commune.

Dans un premier temps, et notamment en vue de recruter les bénévoles, Lire et Écrire Liège-Huy-Waremme a mené, courant 2015, deux séances de sensibilisation pour les partenaires du PCS d'Amay, rassemblant chacune de 20 à 25 personnes. Si ceux-ci avaient déjà une idée de ce en quoi consiste l'alphabétisation, il s'agissait de leur donner davantage d'informations sur la question de l'illettrisme, son ampleur en Belgique francophone, le type de publics touchés, la multiplicité des impacts sur leur vie, mais également de déconstruire certaines visions de l'alpha en leur présentant la vision portée par Lire et Écrire, le type d'actions menées, et les options pédagogiques et méthodologiques choisies par le Mouvement. À l'issue de ces rencontres, les partenaires ont montré un engouement d'autant plus fort pour la mise en place d'un dispositif de formation, et ils ont fait passer dans les journaux, mais aussi via leurs réseaux respectifs, un appel aux bénévoles.

Quatre personnes se sont proposées pour être formateurs bénévoles, avec les profils suivants : deux enseignants, un directeur d'école, et un échevin à la retraite.

Un local de la commune, situé au-dessus du service environnement, a été alloué au dispositif.

B. Actions 2016

Sensibilisation

En 2016, Lire et Écrire Liège-Huy-Waremme est à nouveau intervenu à plusieurs reprises auprès des partenaires du PCS, dans le cadre de réunions du comité d'accompagnement de celui-ci, afin de préciser les modalités du dispositif, mais également de réfléchir aux stratégies et actions à mettre en place pour faire émerger la demande de formation.

Formation des formateurs

Parallèlement, les quatre candidats bénévoles ont suivi la formation de base proposée par Lire et Écrire Liège-Huy-Waremme entre janvier et mai 2016, à raison d'environ deux demi journées par semaine, complétées par un stage dans un groupe de formation de la Régionale. La formation comporte deux modules de sensibilisation, portant respectivement sur l'illettrisme et les difficultés rencontrées par le public d'une part, et le projet de Lire et Écrire, ses objectifs et ses différentes missions d'autre part. Ces deux modules sont complétés par un module pédagogique. Les bénévoles ont également rencontré la responsable pédagogique de Lire et Écrire Liège-Huy-Waremme afin d'avoir des précisions sur la pédagogie à utiliser et de s'accorder sur la nécessaire concertation entre eux, étant donné qu'ils allaient piloter le dispositif à quatre à tour de rôle.

Emergence de la demande

Les partenaires se sont alors organisés, avec le soutien de Lire et Écrire Liège-Huy-Waremme, pour diffuser l'information concernant la formation auprès de la population d'Amay, via des tracts, des articles dans les journaux locaux, mais aussi à travers leurs actions lors des contacts avec les habitants. Un folder a été réalisé à destination des personnes relais, afin de les soutenir dans leur manière d'aborder les personnes susceptibles d'être intéressées par la formation, et les partenaires ont été régulièrement remobilisés par les responsables du PCS tout au long de l'année pour maintenir une diffusion de l'information de manière permanente.

Mise en place du dispositif

Le groupe de formation a débuté le 6 septembre 2016. La formation s'organise sur 6 heures hebdomadaires, réparties sur deux matinées. Trois personnes étaient initialement inscrites, et ont été rejointes par une quatrième personne en cours de formation. Elles ont toutes plus de 50 ans et sont retraitées ou n'ont que peu d'espoir de retrouver un emploi. Les personnes ont été orientées vers le dispositif via le CPAS. Avant d'entrer en formation, les personnes ont été accueillies par les agents d'accueil de Lire et Écrire Liège-Huy-Waremme, qui leur ont par ailleurs fait passer le test de positionnement, afin de pouvoir identifier leurs niveaux respectifs.

C. Analyse et perspectives

La commune d'Amay s'est avéré un terrain extrêmement favorable pour la mise en place d'une formation, principalement de par la volonté et la cohésion affichées par les partenaires locaux. Cependant, la difficulté principale réside aujourd'hui dans la question de l'émergence de la demande, dans un contexte où les besoins sont pourtant évidents.

La mobilisation des partenaires locaux

C'est donc le PCS d'Amay qui a fait la démarche de contacter Lire et Écrire Liège-Huy-Waremme dans le but de développer l'alpha dans la commune. Les nombreux acteurs locaux impliqués dans le cadre du plan de cohésion sociale affichent une véritable cohésion dans la poursuite d'objectifs partagés de lutte contre toutes les formes de précarité et pauvreté. A cette fin, ils démontrent un engagement solide dans la mise en place de toute action pouvant contribuer à ces objectifs, et ils partagent ensemble la conviction que l'alpha en fait partie.

Cette mobilisation, dont témoigne le haut taux de participation aux séances de sensibilisation de Lire et Écrire, a donc été un facilitateur crucial pour la mise sur pied d'un dispositif. Et elle reste aujourd'hui un facilitateur pour le maintien du dispositif, malgré le peu de personnes inscrites. Si Lire et Écrire Liège-Huy-Waremme reste présente dans la commune, principalement en participant désormais régulièrement aux réunions du comité d'accompagnement du PCS, et veille donc à maintenir l'alpha comme l'une des actions prioritaires, cette tâche est largement facilitée par le soutien global de tous les acteurs au dispositif. Le

remplacement rapide de l'employée du PCS détachée pour encadrer l'action d'alpha sur la commune, qui a quitté son poste peu après sa nomination, démontre l'importance qui est donnée à l'alphabétisation.

Lire et Écrire Liège-Huy-Waremme a ainsi, dans le cadre de cette action, un rôle d'appui, de conseil, y compris via des réunions fréquentes avec l'assistante sociale du PCS, mais le pilotage est bien dans les mains du PCS, et des partenaires qui s'y réunissent.

Cette conviction des partenaires est par ailleurs tout à fait suivie au niveau des autorités politiques, pour qui l'alphabétisation des personnes en situation d'illettrisme constitue clairement une priorité. Une telle volonté politique a été explicitement affirmée par le bourgmestre d'Amay, ces dernières années, et c'est ce qui a notamment permis au chef de projet du PCS de disposer d'une réelle marge de manœuvre pour développer l'action d'alphabétisation dans la commune, parce que sa pertinence était unanimement reconnue.

Lire et Écrire Liège-Huy-Waremme considère de plus que le développement de l'alpha à Amay a été, comme souvent dans la région liégeoise, clairement soutenue par la culture de réseau qui y est d'application, dans le sens où les personnes se retrouvent dans différents cadres – professionnels et privés – et qu'ils sollicitent régulièrement leurs relations pour soutenir les projets qu'ils souhaitent faire avancer. Cette culture est fort présente dans le secteur associatif : de nombreux travailleurs de Lire et Écrire Liège-Huy-Waremme peuvent ainsi s'appuyer sur le soutien de personnes qu'ils ont connues via leur parcours de formation, leur parcours professionnel, le tissu syndical ou leur engagement personnel dans divers organismes.

Sous-jacente à cette culture de réseau se retrouve souvent une militance qui se vit aussi bien dans le domaine privé que dans le milieu professionnel. Les connexions existantes permettent d'asseoir plus rapidement les partenariats, de s'appuyer sur une confiance mutuelle déjà bien ancrée, de travailler ensemble « en connaissance de cause », sans tabous, puisque les valeurs, engagements de chacun sont connus d'avance. Cela permet aussi de forger plus facilement des collaborations avec des acteurs non associatifs, comme les acteurs des plans de cohésion sociale, les pouvoirs publics... parce qu'on travaille dans un système de relations de personne à personne plutôt que dans une logique institutionnelle.

Difficultés liées à l'émergence de la demande

La dynamique dans le groupe de formation a toutefois du mal à véritablement démarrer, du fait du nombre réduit de personnes inscrites au dispositif. Dans un petit village où « tout le monde » se connaît et où les nouvelles vont vite, il apparaît clairement que l'illettrisme est une question taboue et une réalité que l'on veut cacher. Cette situation semble renforcée par le fait que la grande majorité des habitants est d'origine belge ; or on sait d'expérience que, au contraire des personnes étrangères, les personnes belges ont d'autant plus de mal à avouer leurs difficultés de lecture et d'écriture alors qu'elles ont grandi dans un pays où l'enseignement est obligatoire jusque 18 ans. Lire et Écrire Liège-Huy-Waremme pose de plus l'hypothèse que le tabou qui règne autour de cette réalité de l'illettrisme peut conduire les personnes à penser être les seules à rencontrer des difficultés, et donc les inciter d'autant plus à ne pas dévoiler leurs difficultés. Cette hypothèse est renforcée par le fait que la commune comporte peu de lieux de rencontre pour les habitants (par exemple, il n'y a pas de maison de jeunes).

Pour faire face à cette difficulté, diverses initiatives ont été prises.

Ainsi Lire et Écrire Liège-Huy-Waremme a encouragé et continue d'encourager aujourd'hui les partenaires du PCS, en particulier ceux dont la mission les amène à être en contact avec un public potentiellement en situation d'illettrisme, à se faire les relais de l'action auprès d'eux. La Régionale est en effet convaincue que ce sont les acteurs locaux qui sont le plus en contact avec la population qui peuvent amener les gens à s'inscrire en formation, parce que certaines personnes n'auront pas l'information sur ce qui existe autrement que par une information orale, parce que certaines personnes ont besoin d'en savoir plus et d'être encouragées avant d'oser faire le pas, parce que certaines personnes ont parfois des a priori sur le monde de la formation en général, ...

Une autre initiative qui a été prise pour accrocher plus facilement les personnes a été, pour les formateurs, de se rendre eux-mêmes « sur le terrain », dans le cadre d'activités organisées par des partenaires tels que le CPAS ou les régies de quartier, afin de pouvoir rencontrer le public potentiel et présenter leur rôle et le dispositif qu'ils encadrent.

Enfin, pour pallier le sentiment de honte qui freine certaines personnes à s'inscrire à la formation, il a été veillé à ce que les locaux ne soient pas trop directement apparentés à la commune, et qu'ils n'aient pas directement pignon sur rue.

Perspectives

Lire et Écrire Liège-Huy-Waremme reste mobilisée dans la commune, principalement via le pôle sensibilisation dans le cadre des réunions du PCS, afin de maintenir la mobilisation des partenaires et des formateurs bénévoles. Elle contribue également à la réflexion sur les possibles actions à développer pour augmenter le nombre de personnes en formation.

Parmi les dernières pistes évoquées, il est question de renforcer les actions d'accroche sur le terrain, avec le concours des formateurs, pour introduire le dispositif de manière informelle auprès des personnes et susciter ainsi leur intérêt.

Par ailleurs, la Régionale rencontrera prochainement un CISP de la commune, Côté cour Côté jardin, qui propose des formations par le travail en lien avec les travaux d'extérieurs. Il s'agira de réfléchir à la mise en place d'un dispositif pour les stagiaires, dans le cadre de leur formation socioprofessionnelle. Selon le coordinateur en effet, 4/5 des stagiaires auraient d'importantes difficultés de lecture et d'écriture, et pourraient être intéressés par une formation qui serait adaptée à leur profil commun.

Lire et Écrire Luxembourg : mise en place d'un dispositif alpha travailleurs à Arlon

A. Contexte

Lire et Écrire Luxembourg est le principal opérateur d'alphabétisation en province de Luxembourg, la Régionale y regroupant trois quarts des apprenants en alphabétisation²². Elle articule son dispositif avec ceux que proposent le Miroir Vagabond sur Marche et Hotton, et le Centre Alpha, à Barvaux (Durbuy). En conséquence, la priorité de l'association est d'offrir des formations décentralisées sur le reste du territoire.

Les perspectives qu'offre Lire et Écrire Luxembourg ne peuvent se déployer que grâce à un important dispositif collaboratif. Sans le soutien de nombreux partenaires, l'association ne pourrait proposer autant de formations de proximité. Des collaborations se sont notamment développées ou accentuées par le biais de plans de cohésion sociale. En 2016, la Régionale a activement collaboré avec sept des 22 plans de cohésion sociale de la Province. Une implication qui a de réels impacts puisque l'argumentaire que défend l'association aboutit à une prise en compte davantage transversale de l'alphabétisation en lien avec les différents axes du PCS. Par le biais de ce dispositif, un important travail de partenariat est mené au niveau des entités communales pour maintenir ou développer l'offre de formation (avec mise à disposition de locaux, collaboration pour l'orientation des personnes vers la formation, pour le suivi, l'organisation d'une alternance entre alphabétisation et autre formation, ou emploi). Les communes, en collaboration avec les bibliothèques, centres culturels, instituts de Promotion Sociale,... soutiennent l'organisation de formations en alphabétisation, en accordant un appui logistique. C'est le cas dans 11 communes, dont Arlon.

Un partenariat existe ainsi avec le PCS d'Arlon depuis 2012. Partenariat qui, depuis 2014 – suite à l'entrée en fonction de la nouvelle chef de projet – s'est accentué. Lire et Écrire Luxembourg fait partie du comité d'accompagnement. Par cet intermédiaire, mais également dans le cadre de rencontres politiques, dont un petit déjeuner organisé par la Régionale en 2012, celle-ci a pu nouer des liens solides avec plusieurs membres du collège communal, ainsi qu'avec les représentants du CPAS de la ville et des travailleurs de l'administration locale. Contacts qui lui ont permis d'acquérir une grande visibilité et reconnaissance en tant qu'opérateur d'alpha au niveau de la ville.

Origine du dispositif alpha travailleur

Le dispositif alpha travailleur mis en place à Arlon est né d'une demande adressée à Lire et Écrire Luxembourg de la part des coordinatrices du département « extrascolaire entretien » de la Ville. Ce département emploie une centaine de personnes à des tâches de nettoyage de locaux, distribution des repas, accueil des enfants pendant les temps de récréation et garderie... dans les établissements d'enseignement communal de la ville. Ayant constaté des difficultés d'écriture et d'expression en français auprès d'un grand nombre de travailleuses, les coordinatrices ont, lors d'une séance de sensibilisation qu'a animée Lire et Écrire pour les partenaires du PCS, évoqué la situation. Au printemps 2015, après

²² D'après les éléments en possession de Lire et Écrire Luxembourg, issus du terrain de la formation.

concertation avec l'échevin des Affaires Sociales, Lire et Écrire Luxembourg a été contactée afin de mettre en place une offre de formation.

B. Actions 2016

Négociations en vue de la mise en place du dispositif

Suite à cette demande, cinq rencontres à caractère institutionnel et politique ont eu lieu entre Lire et Écrire Luxembourg, l'échevin et le département « extrascolaire/entretien », en vue d'objectiver les besoins des travailleuses en termes de formation en français, ainsi que de clarifier les missions de Lire et Écrire, et les finalités dans lesquelles elle inscrit ses actions. Il s'agissait notamment au départ de déterminer si les personnes, majoritairement d'origine étrangère, avaient besoin d'une formation en alpha ou en français langue étrangère (FLE). Le besoin en alpha fut effectivement avéré, ce qui mena les partenaires à définir ensemble le processus de communication à mettre en place vis-à-vis des travailleuses, afin de les informer de l'offre de formation qui allait être mise sur pied, et les sensibiliser aux enjeux et objectifs du dispositif. Il fut décidé que la formation serait proposée sur base volontaire. Lire et Écrire Luxembourg a par ailleurs obtenu de la Ville d'Arlon que ce soit elle qui finance en majeure partie le dispositif – la Convention RW alpha intervenant en cofinancement, et que les heures de formation, même si elles auraient lieu en dehors du temps de travail (afin de favoriser la possibilité de choix de s'y inscrire ou non), seraient assimilées à des heures de travail et donc récupérables.

Ces négociations se sont déroulées entre avril 2015 et mars 2016. A l'issue des cinq rencontres, une convention d'un an, applicable jusqu'au 30 juin 2017, a été signée. Une évaluation a par ailleurs été prévue pour le printemps 2017, au terme de laquelle doit se négocier l'éventuelle prolongation de la convention.

Information et accueil des travailleuses

Une séance d'information et sensibilisation a donc été proposée en mars 2016 à l'ensemble du personnel du département (une centaine de personnes). Entre 70 et 80 travailleuses s'y sont présentées et ont reçu une information concernant Lire et Écrire, ses missions et orientations pédagogiques, ainsi que sur le dispositif mis sur pied, les objectifs généraux poursuivis par celui-ci et les modalités pratiques et pédagogiques y afférant. Une vingtaine de personnes se sont montrées intéressées par le dispositif en se présentant à une seconde séance d'information, le 27 avril 2016, qui visait à approfondir le contenu de la formation et les objectifs et besoins des travailleuses. Il était essentiel pour Lire et Écrire Luxembourg d'associer pleinement dès ce stade les personnes intéressées autant à l'élaboration du contenu de formation qu'aux décisions concernant les modalités pratiques (horaire, lieu de formation...), afin que le dispositif soit le plus adapté à leurs attentes, réalités et contraintes.

En définitive, 6 personnes ont décidé de s'inscrire en formation, les autres n'étant pas certaines de pouvoir s'investir autant qu'elles le voudraient dans la formation. Elles ont été rencontrées individuellement au cours du mois de juillet 2016. Les entretiens ont permis d'approfondir les besoins, contraintes, souhaits des participantes, ainsi que leur niveau d'alphabétisation, au moyen du test de positionnement de Lire et Écrire. Les entretiens ont également permis de valider les plages horaires (deux fois deux heures et demi par semaine) et d'affiner le contenu de formation.

En plus des 6 personnes inscrites au départ, deux personnes ont également intégré le groupe en cours de formation. Parmi les 8, une personne a toutefois suspendu sa formation après avoir été engagée pour un travail supplémentaire dans le cadre d'un remplacement.

Déroulement de la formation

Le dispositif, intitulé « bien comprendre pour bien comprendre son travail », a débuté en septembre 2016, dans les locaux que l'Académie de Musique d'Arlon met à disposition de Lire et Écrire Luxembourg. De manière générale, il a été convenu de focaliser le travail sur la compréhension (règlement de travail, consignes, droits en tant que travailleuses...) ainsi que sur la communication, en particulier vis-à-vis des enfants rencontrés quotidiennement par les travailleuses dans le cadre de leur travail. L'ensemble des personnes inscrites sont des femmes d'origine étrangère. Elles ont témoigné de multiples difficultés dans leurs interactions avec les enfants : manque de vocabulaire, de mots pour s'adresser aux enfants et les comprendre, et ainsi développer les relations avec eux ; manque de capacité de nuance pour exprimer ce qu'elles souhaitent ; les travailleuses évoquent aussi les moqueries dont elles font l'objet, qu'elles ne comprennent pas, et face auxquelles elles se sentent démunies : elles ne savent quelle(s) réaction(s) adopter. Par ailleurs, elles ont témoigné de difficultés dans les relations avec les enseignants ou parents à propos d'incidents survenus au cours des récréations et/ou garderies (blessures, disputes) ; on leur

demande d'écrire ces faits dans un cahier alors qu'elles ont de grandes difficultés d'écriture. Elles ont également exprimé le souhait d'être mieux outillées en français afin de mieux comprendre le contenu des autres formations qu'elles suivent dans le cadre de leur travail (par exemple concernant la surveillance des enfants en récréation).

Si les objectifs initiaux ont essentiellement porté sur le champ professionnel, les travailleuses ont néanmoins par la suite témoigné d'impacts positifs sur leur vie privée et ainsi élargi le champ de leurs objectifs de formation, en lien avec des dimensions plus personnelles, concernant la famille, le couple, voire en lien avec des questions de société telles que la migration. Les contenus ont ainsi été adaptés tout au long de l'année, en fonction de ce que les apprenantes ont amené comme questions et intérêts.

Une évaluation du dispositif est fixée en avril 2017 avec le groupe. C'est sur base de ce qui en ressortira que Lire et Écrire rencontrera ensuite les personnes responsables au niveau institutionnel, pour négocier une prolongation de la convention.

C. Analyse et perspectives

Des enjeux au niveau partenarial

Importance d'un ancrage local fondé sur des relations partenariales solides et durables

La mise sur pied du dispositif alpha travailleurs à Arlon est une nouvelle illustration de l'importance du travail de développement partenarial avec les partenaires locaux pour pouvoir mettre en place des dispositifs adaptés aux besoins des personnes, mais aussi au plus proche d'elles, de leurs lieux de vie et, le cas échéant, de leurs lieux de développement professionnel. Pour favoriser un tel ancrage, Lire et Écrire Luxembourg s'investit dans différents lieux afin de rencontrer les partenaires locaux, y compris les politiques : en l'occurrence, ce fut le comité d'accompagnement du PCS, le collège communal, ou encore des événements politiques et culturels locaux. Par cet investissement des lieux « stratégiques » de la commune, de manière régulière et sur le long terme, Lire et Écrire Luxembourg a pu progressivement développer, comme dans d'autres communes, des liens de confiance et de collaboration solides, nécessaires pour le développement d'actions d'alphabétisation stables. Un tel ancrage lui a par ailleurs permis d'acquérir une connaissance fine du contexte socioéconomique dans lequel la ville d'Arlon s'inscrit, et d'ainsi pouvoir être crédible et légitime dans son analyse des besoins et l'offre de formation qu'elle a proposée.

Importance d'une volonté politique forte au niveau de la Ville

Le développement de l'action au niveau local a bénéficié du soutien déterminant des autorités politiques. Non seulement en termes de conviction, mais également en termes de ressources collaboratives et partenariales. Et ce, en la personne de l'échevin des affaires sociales d'Arlon, très présent aux différentes étapes de la construction du dispositif, ce qui a notamment permis aux coordinatrices du département « extrascolaire/entretien » de disposer d'une réelle marge de manœuvre pour mettre sur pied l'action d'alphabétisation dont la pertinence était unanimement reconnue.

Les rencontres institutionnelles entre la Ville et Lire et Écrire Luxembourg ont par ailleurs mis en lumière une communauté de points de vue autour de la question de la formation, et une adhésion des autorités locales aux valeurs de formation de la Régionale. De manière générale, la Ville d'Arlon affiche une volonté de déployer une politique de formation pour l'ensemble de ses travailleurs, et certainement pas uniquement dans une logique purement adéquationniste. Les autorités sont bien conscientes de l'impact citoyen et en termes de cohésion sociale de ce type de dispositif. Les coordinatrices du département « extrascolaire entretien » se sont dans cette logique pleinement investies dans la réflexion concernant la mise en place d'un dispositif qui réponde le plus respectueusement possible aux besoins et réalités des personnes, loin d'une vision purement utilitariste.

Des enjeux au sein du groupe de formation

Prendre en compte la spécificité du public

Comme dans tout groupe de formation, Lire et Écrire Luxembourg est soucieuse d'offrir un dispositif qui prenne en compte les profils, besoins, projets, difficultés spécifiques des personnes qui le composent. En l'occurrence, le groupe alpha travailleur du département « extrascolaire entretien » est composé exclusivement de femmes d'origine étrangère, principalement portugaises, résidant en Belgique depuis un

temps plus ou moins long (allant de 1992 à 2016). La répartition proportionnelle des nationalités au sein du groupe est globalement représentative de la réalité du service.

Les niveaux de français sont variables, certaines personnes étant en fin de parcours d'alphabétisation orale alors que d'autres, débutantes, n'ont jamais été scolarisées. La taille du groupe permet à la formatrice de proposer un accompagnement différencié aux personnes, en fonction de leur niveau.

Pour ce qui est de l'horaire de formation, il a été fixé en tenant compte de la mobilité inhérente au travail des personnes (qui prestent leurs tâches dans plusieurs écoles et/ou infrastructures de la ville), et du caractère découpé de leurs horaires (les travailleuses peuvent par exemple être affectées à l'accueil des enfants le matin, avant le début des cours, puis n'être plus occupées avant le temps de midi, où elles sont alors chargées de la distribution des repas).

Engagement en formation et dans Lire et Écrire

La formatrice en charge du groupe constate que l'ensemble des personnes inscrites sont particulièrement assidues en formation (présence régulière, ponctualité, justification des absences). La formatrice pose l'hypothèse que cela est en partie induit par le fait que ces personnes ont un emploi et sont donc habituées à devoir respecter les horaires, prévenir de leurs absences, ... De plus, le fait que les heures de formation sont assimilées à du temps de travail constitue certainement aussi un élément de motivation pour y participer activement. Les personnes ont par ailleurs témoigné du fait que c'était une condition *sine qua non* pour qu'elles puissent s'investir dans une formation ; de par leurs obligations familiales et les difficultés d'ordre privé qu'elles rencontrent, en lien avec leurs situations souvent précaires, elles n'auraient pas pu intégrer un dispositif de formation hors temps de travail, en soirée.

La formatrice fait également le constat que les travailleuses apprécient le souci pour leur réalité professionnelle que traduit l'offre de formation construite avec elles. Cela, ainsi que l'accompagnement différencié et le suivi individuel proposé par les agents d'accueil de Lire et Écrire Luxembourg, contribuent visiblement à leur engagement dans la formation. Lors de ces rencontres de suivi, les travailleuses ont en effet pu percevoir clairement la manière de fonctionner de Lire et Écrire en termes pédagogiques, de liberté de parole et de prise en compte des réalités de chaque personne, ce qui a renforcé leur motivation à s'engager dans le dispositif.

Néanmoins, au-delà de leur investissement dans le groupe, les travailleuses se sont initialement peu identifiées à Lire et Écrire, dans le sens du projet que porte l'ensemble du Mouvement. Les travailleuses se sentaient avant tout membres d'un groupe de formation au sein de leur travail. Cela a toutefois changé lorsqu'elles ont eu l'occasion de rencontrer d'autres apprenants de Lire et Écrire, ce qui a été facilité par le fait d'être dans les locaux de l'Académie de Musique où se déploient toutes les formations de Lire et Écrire, à Arlon. Les apprenantes d'un autre groupe de Lire et Écrire se sont montrées intéressées par le type de travail qu'elles font et les ont donc interpellées pour en savoir plus à ce sujet. Cela les a motivées à présenter leur travail et les a rapprochées de l'association.

Les obstacles liés au fait que la formation soit organisée dans le cadre du travail

Si la collaboration avec la commune constitue une opportunité indéniable d'offrir une formation en alphabétisation à des personnes qui n'y auraient pas accès dans d'autres conditions, on ne peut néanmoins ignorer le fait qu'un tel dispositif organisé dans le cadre professionnel comporte des freins / difficultés.

Principalement, alors que Lire et Écrire Luxembourg considère qu'une formation en alphabétisation doit au minimum s'étaler sur 6 heures par semaine, il n'a pas été possible, dans le cadre du partenariat avec la commune d'Arlon, mais également en concertation avec les apprenants potentiels, de dégager un tel temps pour le dispositif (pour rappel, le dispositif est construit sur deux plages de deux heures et demi par semaine).

De plus, étant donné le caractère à temps partiel des emplois des participantes à la formation, ainsi que la faible rémunération qui en découle, les travailleuses saisissent toute opportunité qui se présente pour compléter leur horaire par des heures de travail supplémentaires, parfois au détriment de la formation en alphabétisation. Étant donné les situations précaires dans lesquelles se trouvent les personnes, la moindre possibilité de diminuer l'inconfort de leur situation, d'un point de vue économique, prime en effet logiquement sur le suivi de la formation.

Par ailleurs, les autres formations professionnelles qui leur sont proposées 4 à 5 fois sur l'année se déroulent parfois aux mêmes plages horaires que la formation en alphabétisation. A ces moments, la

séance de formation en alpha doit donc être annulée, les participantes étant tenues de suivre l'autre formation.

Des impacts concrets pour les apprenantes travailleuses

Les apprenantes et la formatrice ont d'ores et déjà relevé plusieurs impacts de la formation dans le cadre de leur travail, notamment :

- une rigueur accrue dans les tâches à effectuer ainsi que dans les horaires de travail ;
- une prise de conscience et une meilleure compréhension de certains droits dont elles disposent dans le cadre de leur travail ;
- des prises d'initiatives plus importantes pour exprimer leurs besoins, pointer leurs difficultés prioritaires (par exemple, des travailleuses ont pris l'initiative d'amener dans le groupe des documents concernant une autre formation, qu'elles ne parvenaient pas à s'approprier, orientant ainsi une partie de la formation sur une meilleure compréhension des contenus des autres formations) ;
- une capacité à aborder les difficultés interpersonnelles qu'elles vivent éventuellement entre collègues, et à chercher des solutions bienveillantes, en évitant des réactions impulsives qui pouvaient miner les relations ;
- une capacité à laisser des traces écrites concernant les incidents survenus pendant les temps de récréation ;
- une communication plus aisée vis-à-vis des enfants, du personnel enseignant, des parents.

De plus, le groupe s'est avéré être un véritable espace d'échange pour les participantes, qui leur permet de décharger leurs soucis et de développer des liens de solidarité, d'entraide. Il a été admis de respecter la confidentialité concernant le contenu des échanges, notamment vis-à-vis des coordinatrices du département, qui respectent pleinement cette demande.

Perspectives

Plus largement, en termes d'impacts, les échos positifs relayés par les participantes à la formation en alpha ont fait des émules et soulevé l'intérêt de travailleurs d'autres départements de la commune, notamment le département « travaux ». Lire et Écrire Luxembourg entend donc proposer à la Ville d'élargir l'offre de formation à ce département lors de l'évaluation qui aura lieu courant 2017 avec ses représentants. Si une ouverture s'avère effectivement possible, la Régionale analysera dans quelle mesure il faudra éventuellement adapter la formation dans ses contenus, voire créer un nouveau groupe, en fonction des possibilités et des réalités de terrain.

Lire et Écrire Namur : « tous sensibilisateurs » – les apprenants acteurs de la mission de sensibilisation

A. Contexte

Alors qu'historiquement, Lire et Écrire Namur développait des actions de formation en alphabétisation par le biais de 3 de ses associations membres opérateurs de terrain, constituantes de la Régionale²³, cette dernière a modifié son mode de fonctionnement dès juillet 2014. Outre une série de changements dans l'organisation qui ne sont pas détaillés ici, Lire et Écrire Namur est devenue, à partir de septembre 2014, opérateur de première ligne, en plus de ses missions d'accueil et d'orientation des publics, de sensibilisation et de développement partenarial, et d'accompagnement méthodologique d'opérateurs.

Dans le cadre de la nouvelle organisation, ces différentes missions se sont davantage encore qu'avant entrecroisées. La Régionale a par ailleurs souhaité permettre à l'ensemble des acteurs, travailleurs et apprenants, de s'approprier cette nouvelle organisation, de renforcer les liens entre eux et de s'investir ensemble dans le projet de Lire et Écrire, à travers une articulation renforcée entre les pôles. Désormais en prise directe avec les apprenants, Lire et Écrire Namur, et en particulier l'équipe de sensibilisation, a notamment visé à intensifier la possibilité pour les apprenants de comprendre et s'impliquer dans la mission de sensibilisation aux enjeux liés à l'illettrisme et au développement de l'alpha. Dans cette optique, diverses actions ont été développées ou renforcées afin de permettre aux apprenants de s'approprier les enjeux portés par Lire et Écrire et d'éventuellement en devenir les relais, auprès de leurs proches et entourage, mais aussi vis-à-vis d'autres acteurs.

²³ Alpha 5000, le Centre d'information et d'éducation populaire (CIEP) et Vie Féminine.

La sensibilisation à Lire et Écrire Namur s'inscrit dans le cadre posé par le Mouvement, qui la considère comme « un processus qui s'inscrit dans un projet de changement de société, qui suscite la prise de conscience d'une situation et vise l'émancipation et l'égalité des personnes. (...) Elle vise à mobiliser et agir collectivement ». Les actions de sensibilisation sont par ailleurs menées dans le cadre de l'objectif premier de la Convention RW alpha, qui, pour rappel, vise la prise en compte des personnes en situation d'illettrisme. La Régionale s'est également fixé un cadre de référence propre pour son action de sensibilisation et développement partenarial, qui précise que « la sensibilisation est un processus qui vise, par la prise de conscience, un changement de regard et de pratiques, pour une meilleure (re)connaissance de l'analphabétisme et de ses causes ainsi qu'une meilleure prise en compte des besoins et réalités de vie des personnes analphabètes, tout en s'inscrivant dans les trois missions de Lire et Écrire, notamment dans la construction des réponses adaptées ».

Dès 2015 donc, parallèlement à la relance du Réseau des apprenants au niveau du Mouvement, Lire et Écrire Namur a poursuivi l'action de sensibilisation « Tous sensibilisateurs », en invitant l'ensemble des apprenants à s'investir dans le relais des messages portés par Lire et Écrire. Elle a par ailleurs soutenu l'investissement d'apprenants dans diverses initiatives de sensibilisation, notamment la construction et la diffusion d'un jeu de société pour informer et sensibiliser aux enjeux de l'illettrisme.

L'implication des apprenants dans la sensibilisation est apparue d'autant plus pertinente du fait que la Régionale a fait le constat que les personnes qui s'inscrivent en formation le font le plus souvent après avoir été informés de l'existence de Lire et Écrire Namur via le bouche à oreille. Cela a donc confirmé l'idée que chaque apprenant est un relais potentiel et peut contribuer à l'émergence de la demande. D'autre part, il a été constaté que de nombreuses personnes en formation n'étaient pas complètement au fait du panel d'enjeux qui sont liés à l'illettrisme et au développement de l'alphabétisation. Or, en phase avec les finalités d'émancipation et de participation des personnes, il est apparu important pour Lire et Écrire Namur de renforcer l'appropriation de ces enjeux par les personnes, en promouvant davantage au sein des groupes la réflexion et les échanges sur ces questions.

En 2016 ont donc été menées diverses actions visant le renforcement de la participation des apprenants dans la réflexion sur le projet de Lire et Écrire, et dans la sensibilisation.

B. Actions 2016

« Tous sensibilisateurs »

Suivant l'idée que les personnes en situation d'illettrisme sont les meilleurs relais pour l'alpha, des animations ont été organisées en 2016 sur les enjeux de l'illettrisme, les finalités de l'alphabétisation telle que menée à Lire et Écrire Namur, et plus particulièrement sur la campagne menée par l'ensemble du Mouvement à l'occasion de la Journée internationale de l'alphabétisation (8 septembre). Ces animations ont été organisées dans 8 groupes d'apprenants de la Régionale ainsi qu'avec des personnes infra scolarisées n'étant pas inscrites en formation à Lire et Écrire. L'objectif était de mobiliser les personnes en les invitant à devenir elles-mêmes, si elles le souhaitent, relais de l'action d'alphabétisation, menant potentiellement à l'émergence de la demande de formation, notamment auprès d'un public belge, souvent plus difficile à atteindre. L'intervention de la sensibilisation dans les groupes avait préalablement été travaillée en Groupe de travail sensibilisation, à travers la question de comment amener une réflexion sur la sensibilisation dans les groupes en formation.

Dans ces rencontres furent abordées les questions suivantes : qu'est-ce qu'une journée internationale ? Qu'est-ce qu'une campagne ? Dans quel mouvement s'inscrit Lire et Écrire Namur ? Pourquoi mener des actions collectives ? Quel impact possible ? Mais aussi des questions liées au marché de l'emploi, au chômage, aux démarches administratives liées à la recherche d'un travail... La campagne du Mouvement « Rosa, la vie en rose »²⁴ a été présentée. Après diffusion du court-métrage de la campagne, des captures d'écran sur les thématiques du film ont servi de support pour faire émerger le débat sur les questions de l'accompagnement, la formation et l'emploi. Les cartes postales de la campagne furent ensuite présentées, ainsi que le but de l'outil : récolter un maximum de cartes signées pour soutenir le message de Lire et Écrire concernant les politiques d'activation et leur impact sur les personnes particulièrement éloignées de l'emploi et la formation, et interpeller le Ministre de l'intégration sociale à ce sujet. Les apprenants ont eux-mêmes été invités à en signer, s'ils le souhaitent.

²⁴ La campagne 2016 de Lire et Écrire a eu pour fil rouge un film d'animation « Rosa. La vie en rose », dans lequel le Mouvement a choisi l'utopie pour interpeller l'opinion publique et dénoncer les dérives des mesures d'activation qui pénalisent les plus fragilisés, dont les personnes en situation d'illettrisme.

Pour toucher aussi des personnes en situation d'illettrisme non inscrites en formation d'alpha, les responsables de projets sensibilisation ont également mené ce type d'animations dans des groupes d'autres opérateurs CISP ou d'alphabétisation tels qu'Alpha 5000, Le Perron de l'Ilon, Espaces...

Groupe d'apprenants sensibilisateurs « Y a pas d'âge »

Le groupe « Y a pas d'âge » est composé d'apprenants et anciens apprenants accompagnés d'une formatrice. Il constitue un lieu de réflexion, et d'élaboration et concrétisation d'actions de sensibilisation à l'illettrisme. Les participants sont particulièrement motivés pour agir au niveau de la prévention de l'illettrisme.

En 2016, le groupe s'est réuni deux fois par mois. Les rencontres ont permis de tester et organiser la publication d'un jeu de société portant sur l'analphabétisme, intitulé « Les messagers de l'alpha », construit par le groupe avec le soutien de l'asbl Culture et Santé. Le projet de construction d'un tel jeu était né, en 2013, de la volonté du groupe de se doter d'un outil d'animation ludique et attractif pour aborder la question de l'illettrisme et ses causes dans les classes de 5^{ème} et 6^{ème} primaire, dans lesquelles ils mènent des actions de sensibilisation. Le jeu n'est toutefois pas réservé exclusivement à ce type de public, il peut être utilisé dans d'autres lieux et circonstances, avec des publics plus ou moins jeunes.

La phase test, au cours de laquelle le jeu a été présenté et testé dans les classes mais aussi dans les groupes de Lire et Écrire, s'est déroulée fin 2015 – début 2016. Elle a été suivie d'une période, au printemps 2016, où furent apportées les dernières corrections avant publication.

Dans un premier temps, le jeu a été publié en 30 exemplaires, et il est actuellement utilisé par le groupe « Y a pas d'âge » (dans la mesure de leur disponibilité, les apprenants du groupe co-animent les séances Jeu) ainsi que par les responsables de projets sensibilisation de la Régionale, dans leurs actions de sensibilisation. L'outil a par ailleurs été présenté à des acteurs externes à différentes occasions, notamment lors d'un atelier découverte du jeu organisé à Namur en novembre 2016, mais également dans le cadre d'un colloque organisé à Berne en décembre 2016, sur le thème de la participation des apprenants à des actions publiques²⁵. Des règles claires et précises accompagnent l'outil, de manière à ce qu'il puisse aussi être utilisé par des acteurs externes (animateurs, formateurs, enseignants, acteurs de l'éducation permanente...), même si à ce stade, les apprenants du groupe « Y a pas d'âge » préconisent un accompagnement de leur part ou de celle des responsables de projets sensibilisation.

Groupe réseau des apprenants

En 2016, dans la continuité d'une démarche initiée en 2015, la responsable Réseau a présenté, dans chaque groupe, le Réseau des apprenants, réactivé à l'échelle du Mouvement, et qui mène entre autres des actions de sensibilisation et interpellation des politiques. Les apprenants ont été invités à se manifester s'ils souhaitaient intégrer ce Réseau, en faisant partie de la « démarche réseau » de la Régionale. Plusieurs d'entre eux sont devenus membres fin 2016 de ce que l'on a appelé le « groupe porteur/Réseau », tout comme les apprenants de « Y a pas d'âge ». Le groupe porteur participe aux journées du Réseau du Mouvement, où ils votent concernant les thématiques à travailler, et prennent part aux échanges et décisions quant aux actions à mettre en œuvre.

En février 2016, le Réseau des apprenants a choisi la thématique de l'emploi comme sujet de travail et réflexion. Cette thématique a donc été travaillée dans le cadre des rencontres 2016 du groupe réseau de Lire et Écrire Namur, notamment à partir du film « La loi du marché », de Stéphane Brizé.

La semaine d'accueil et la journée des apprenants

La semaine d'accueil des nouveaux et anciens apprenants et la journée annuelle des apprenants sont deux moments où ceux-ci se voient proposer une présentation et une sensibilisation au projet de Lire et Écrire Namur, à ses valeurs, ses finalités et aux enjeux rencontrés par le Mouvement. Dans ce cadre-là, les apprenants sont invités, de nouveau librement bien sûr, à être eux-mêmes porteurs autour d'eux de ce projet.

En juin 2016, comme les années précédentes depuis une dizaine d'années, une journée des apprenants a donc été organisée, avec pour objectifs :

²⁵ Colloque organisé par la Fédération suisse pour la formation continue, intitulé « Lire et écrire : les apprenants comme acteurs – contributions concrètes à la sensibilisation dans une dynamique d'échange européen. »

- la rencontre entre les acteurs de la Régionale, c'est-à-dire l'équipe pédagogique, l'équipe administrative et financière, l'équipe de sensibilisation, les bénévoles et les apprenants ;
- l'expérience de vivre ensemble une journée conviviale alliant travail de réflexion, découverte de l'environnement et détente ;
- la valorisation des échanges interpersonnels et collectifs.

Cette journée fut également l'occasion pour les apprenants comme pour les travailleurs de mener une réflexion et des échanges au sujet des finalités de Lire et Écrire, et de la manière de les poursuivre dans les différents axes d'action, notamment la sensibilisation.

La semaine d'accueil (3 jours) a quant à elle réuni en septembre tous les apprenants, anciens et nouveaux dont le groupe « Y a pas d'âge », ainsi que les personnes souhaitant s'inscrire en formation à Lire et Écrire Namur. Dans le programme de ces trois journées figurait notamment une présentation des actions de sensibilisation de la Régionale, ainsi que du Mouvement (principalement les campagnes du 8 septembre) et de leur importance en tant que mission à part entière de l'association.

C. Analyse et perspectives

Une approche en complémentarité

Lire et Écrire Namur défend une approche en complémentarité de la sensibilisation. Elle considère ainsi que, d'une part, si les responsables de projets sensibilisation sont les principaux porteurs de cette mission au sein de l'association, les autres travailleurs, chacun à partir de leur position et en fonction des contacts qu'ils entretiennent avec les partenaires, et/ou les pouvoirs subsidiant, et/ou les apprenants, sont également responsables de véhiculer les messages liés à la persistance de l'illettrisme et les valeurs et principes de Lire et Écrire à travers leurs actions. Et d'autre part, la Régionale considère essentiel de permettre aussi aux personnes en difficultés de lecture et d'écriture, et en particulier aux apprenants, de s'approprier ces valeurs et principes et de contribuer, si tel est leur souhait, à relayer les enjeux liés à l'illettrisme et les finalités de l'alphabétisation telle que menée par Lire et Écrire Namur.

Une telle approche apparaît d'autant plus pertinente que les apprenants et personnes en situation d'illettrisme sont les mieux à même de parler de cette réalité, de ses différentes causes et des impacts que l'illettrisme a sur la vie au quotidien et dans une multitude de domaines. Ils sont « experts » sur la question de par leur expérience de vie. Les apprenants peuvent par ailleurs témoigner de ce que la formation leur apporte, tant en termes d'acquis cognitifs mais aussi d'apports au niveau de leur confiance en eux, de leurs relations, ou encore de leurs démarches en termes de recherche d'emploi. Par ailleurs, ils peuvent témoigner auprès de personnes dans leur entourage, personnes que Lire et Écrire ne peut elle-même parfois pas atteindre tant certaines d'entre elles sont isolées, voire marginalisées.

Ainsi, en 2016, les apprenants ont été porteurs de ces messages via les cartes postales de la campagne, leur participation aux activités du Réseau des apprenants, ainsi que via la diffusion de l'outil « Les messagers de l'alpha », et via des interventions dans le cadre de différentes rencontres avec des partenaires. A travers ces projets auxquels ils ont pris part, les apprenants ont ainsi eu l'opportunité de construire une parole collective sur leur réalité et celle des autres personnes en difficultés de lecture et d'écriture, et de porter cette parole dans l'espace public, alors même que l'illettrisme est généralement un frein majeur à de telles opportunités.

L'approche en complémentarité de la sensibilisation se traduit par ailleurs par les finalités communes qui sont poursuivies via les différents outils et les différentes actions développées au service de la mission. Tous ces outils et actions se complètent donc les uns les autres pour atteindre les finalités que sont l'émergence de la demande, l'accès de tous à l'alphabétisation et une meilleure prise en compte des personnes en situation d'illettrisme dans tous les secteurs.

Impacts pour les apprenants

La participation des apprenants à la réflexion sur le projet de Lire et Écrire ainsi qu'aux actions de sensibilisation et à l'émergence de la demande a démontré des impacts positifs pour les apprenants.

Ainsi, cela les a notamment amenés à un changement de regard par rapport à leur réalité, en lien avec l'influence du contexte socioéconomique et politique aux niveaux local, national et international. Les apprenants passent ainsi de sentiments fréquents de culpabilité et de honte, à une prise de conscience des facteurs externes qui ont influencé leurs parcours de vie. Ils développent par ailleurs une volonté d'agir davantage pour éviter l'influence négative de ces déterminants socioéconomiques et politiques, et une

volonté de contribuer à prévenir la répétition de parcours tels que ceux qui les ont amenés aux difficultés qu'ils connaissent aujourd'hui.

L'implication des apprenants leur permet par ailleurs de développer des compétences telles que la confiance en soi, l'expression orale, la capacité d'analyse sociopolitique et la gestion d'actions collectives. Ils développent une capacité à prendre la parole en public, ainsi qu'à garder la maîtrise sur une telle prise de parole, puisque celle-ci est nourrie par des réflexions et des échanges.

La participation a aussi permis aux apprenants de développer une aptitude à être autonomes et à décider de ce qui est pour eux prioritaire à travailler. L'existence du groupe « Y a pas d'âge », et la qualité de ce qu'il a pu produire illustre bien cette prise d'autonomie, et l'appropriation des enjeux de l'alpha par les apprenants.

Difficultés et limites

Cette volonté de promouvoir l'implication des apprenants tant dans la réflexion par rapport aux enjeux de l'alphabétisation que dans les actions de sensibilisation n'est pas sans difficultés et limites.

D'abord, certains apprenants arrivent en formation sous l'influence de la pression des politiques d'activation ; l'« obligation » de se former fait qu'ils sont parfois réfractaires à tout ce qui peut venir de l'association. C'est alors le rôle des formateurs et des chargés de sensibilisation d'amener petit à petit les personnes à se pencher sur la manière de travailler de Lire et Écrire Namur, sur ses valeurs et son message politique. La Régionale est par ailleurs convaincue que la formation ne peut être bénéfique aux personnes que si elle fait sens pour elles, et si elle répond à leurs objectifs et besoins. Il est donc nécessaire d'identifier ceux-ci avant d'aborder l'idée de l'implication des personnes en tant que relais pour l'alpha.

Pour d'autres apprenants, non francophones, c'est la langue qui peut constituer une barrière aux échanges concernant des notions plutôt abstraites telles que les valeurs, les finalités, le projet... Un certain niveau de maîtrise de la langue est nécessaire avant d'envisager la participation des personnes dans les actions de réflexion et sensibilisation.

Enfin, le maintien du dynamisme et de la motivation des personnes dans leur implication au niveau des actions de sensibilisation constitue aussi un défi. La sensibilisation est un travail de longue haleine, à recommencer sans cesse, et dont les impacts ne sont pas souvent tangibles ou rapidement observables. Cette réalité peut mener les personnes au découragement face à l'ampleur de la tâche, et il est donc essentiel de favoriser aussi la mise en avant de tout retour positif dans le cadre des actions menées, ainsi que de valoriser les impacts de leur participation sur les personnes elles-mêmes.

Lire et Écrire Verviers : actions pour la mise en place de plusieurs groupes de formation adressés à des personnes en demande d'asile

A. Contexte

Lire et Écrire Verviers déploie son action sur les 20 communes francophones de l'arrondissement de Verviers (celui-ci comptant par ailleurs 9 communes germanophones).

Le bassin verviétois se caractérise par un taux important de personnes d'origine étrangère, avec une grande diversité des origines : en 2014, on dénombrait 105 nationalités différentes. A la fin de l'été 2015, cette réalité n'a fait qu'augmenter, avec l'arrivée en Belgique de plusieurs milliers de migrants fuyant leur pays d'origine, où leur vie et celle de leurs proches étaient menacées, l'une des causes principales étant le conflit qui fait rage en Syrie depuis 2011.

L'arrondissement de Verviers comporte plusieurs centres et camps visant à héberger les demandeurs d'asile, durant leurs démarches de régularisation. En particulier, à Sart-lez-Spa, un site de camping – le camping Spa d'or – a été transformé en urgence en camp d'hébergement en septembre 2015. La gestion du camp a dans un premier temps été confiée à l'association Caritas international, puis à la Croix-Rouge. D'une capacité d'accueil d'environ 150 personnes, le site est rapidement passé, grâce à plusieurs aménagements, à une capacité de 500 personnes. Par ailleurs, un camp d'hébergement a également été constitué à Barisart pour faire face à l'arrivée importante de demandeurs d'asile en 2015. Le camp de Barisart, géré par Caritas, avait une capacité d'accueil de 70 personnes.

En 2016, par le biais de différentes subventions, Lire et Écrire Verviers a développé dans ces structures des actions de sensibilisation et de formation adressées aux demandeurs d'asile. Un tel projet a été facilité par

une initiative du Forem, début 2016, visant à organiser la concertation entre différents acteurs locaux pour l'intégration des demandeurs d'asile dans l'arrondissement de Verviers. Les demandeurs d'asile pouvant s'inscrire comme demandeurs d'emploi auprès du service régional de l'emploi après 4 mois de séjour en Belgique, le Forem visait de cette manière à organiser un accompagnement préalable des personnes, afin notamment de leur proposer des formations à la langue française.

La Régionale de Lire et Écrire a ainsi dans un premier temps pu développer une offre de formation visant des jeunes demandeurs d'asile âgés entre 18 et 25 ans, grâce aux subsides FSE octroyés pour un public dit de « NEETs », le terme désignant des jeunes n'étant ni à l'école, ni en formation, ni en possession d'un emploi²⁶. Cette subvention a fait l'objet d'un appel à projets dans les provinces de Liège et du Hainaut, dans le cadre duquel Lire et Écrire Verviers a renoncé à une proposition de projet en juillet 2015, conjointement avec la Régionale Lire et Écrire Liège-Huy-Waremme. Le but de Lire et Écrire Verviers était d'utiliser ces moyens pour proposer une offre de formation aux jeunes parmi les 400 demandeurs d'asile hébergés à Sart-Lez-Spa et les 80 demandeurs d'asile hébergés à Barisart. Elle a dans ce cadre bénéficié de moyens permettant de couvrir le coût d'1,5 « équivalent temps plein », pour une durée de 3 ans à partir de janvier 2016.

Par la suite, dans le courant de l'année 2016, Lire et Écrire Verviers a bénéficié d'une subvention ILI (initiatives locales d'intégration), via le Ministre de l'Action sociale, afin de développer une offre de formation pour des demandeurs d'asile de plus de 25 ans.

B. Actions 2016

Projet NEETs

Une invitation a donc été adressée par le Forem à différents acteurs locaux en janvier 2016, afin de se concerter sur les actions à mener en vue de l'intégration des demandeurs d'asile. La réunion s'est tenue le 14 janvier avec comme participants : le Forem, Lire et Écrire Verviers, la Maison de l'emploi de Spa, le CRVI (Centre régional de Verviers pour l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère), Caritas, et la Croix-Rouge. Un accord y fut notamment conclu pour l'ouverture en mai par Lire et Écrire Verviers de plusieurs groupes de formation dans le camping Spa d'Or, ouverts aux demandeurs d'asile répondant aux critères du statut NEET. Jusque là, seuls quelques bénévoles organisaient des formations informelles en français, de manière irrégulière. Les modalités de l'offre de formation de Lire et Écrire furent précisées avec le nouveau directeur de la Croix-Rouge, désormais responsable de la gestion du camp d'hébergement de Sart-lez-Spa.

En février, une première journée d'accueil des personnes intéressées s'est déroulée dans le camp du Spa d'Or. Une grande partie de l'équipe de Lire et Écrire Verviers, toutes fonctions confondues (sensi, accueil, formateurs...), y a participé, vu le nombre très élevé de demandes par rapport à la formation. Les personnes ont été reçues dans le cadre d'un entretien d'accueil, visant à évaluer si elles rentraient effectivement dans les critères pour pouvoir faire partie des inscrits, ainsi qu'à préciser leur demande et le projet de Lire et Écrire. Les personnes correspondant aux critères ont été invitées à passer le test de positionnement. De nombreuses personnes ont dû se voir refuser l'inscription à la formation, la plupart parce qu'elles ne rentraient pas dans les conditions d'âge. D'autres journées ont encore été consacrées à ces démarches d'accueil, au Spa d'Or et au Centre de Barisart, dans les semaines suivantes.

Parallèlement à la phase d'accueil, la Régionale a mené des recherches pour identifier un local adapté et accessible tant pour les personnes venant de Sart-lez-Spa que pour celles venant de Barisart. Finalement, plusieurs locaux ont été mis à disposition à Spa, par le Centre culturel de la commune. L'intérêt de ces locaux, au-delà de l'espace, était notamment qu'ils permettaient aux demandeurs d'asile de sortir du camp, qu'ils ne quittaient pratiquement jamais. Cela a cependant rendu nécessaire de fournir un abonnement de bus aux demandeurs d'asile, ce qui a été obtenu de la Croix Rouge après négociations. Celle-ci a néanmoins tenu à conditionner l'abonnement à la régularité de la présence en formation des personnes.

Dans le cadre de l'accueil, 80 personnes ont passé le test de positionnement et 60 personnes ont été inscrites dans cinq différents groupes en fonction de leur niveau. Les bénévoles qui dispensaient préalablement les formations informelles se sont engagés à encadrer le groupe des demandeurs d'asile au niveau de scolarisation le plus élevé. Lire et Écrire Verviers a quant à elle pris en charge 4 groupes à raison de 11 heures par semaine (réparties sur trois séances). Un des groupes s'adressait à un public alpha, les trois autres groupes rassemblant plutôt des personnes d'un niveau plus élevé (FLE), à titre exceptionnel au vu des circonstances (plus de détails dans la partie analyse du focus). Les différents groupes ont débuté la formation le 20 mars, les horaires ayant été fixés en fonction de ceux des bus.

²⁶ Le terme NEETs est l'abréviation anglaise pour « not in education, employment, or training ».

Le nombre d'apprenants en formation a cependant rapidement diminué, pour diverses raisons telles que les obligations liées aux démarches de régularisation, obligeant les personnes à se rendre régulièrement à Bruxelles ; ou encore l'état de santé précaire des personnes, lié au voyage long et difficile qui les avait menés jusqu'en Belgique. Un petit nombre d'apprenants s'est accroché à la formation, mais le nombre de groupes a été réduit. Cela a aussi été induit par la fermeture, en mai, du centre de Barisart, selon la décision du Secrétaire d'Etat à l'asile et la migration.

Suite à l'intégration de 20 nouveaux apprenants au mois de juin, les groupes ont à nouveau été remaniés. Deux groupes ont alors été constitués, les apprenants y étant répartis par niveau. Afin de consolider l'engagement en formation, il fut décidé de renforcer l'horaire et de l'étaler sur tous les jours de la semaine, avec une séance quotidienne de 2h30. Un jour par semaine, des activités culturelles plus informelles et conviviales étaient proposées, afin de favoriser la création de liens et d'interactions entre les personnes, et d'encourager la participation. Le contenu des temps de formation s'est par ailleurs davantage encore focalisé sur des thématiques qui concernaient directement les personnes et pouvaient leur être directement utiles : mobilité, rendez-vous, démarches administratives, ...

Le projet a continué dans un climat d'incertitude lié à l'inconnue concernant la date de fermeture du Centre de Sart-lez-Spa, prévue et reportée à plusieurs reprises. Sa fermeture a finalement été définitivement fixée à début novembre 2016. Après l'annonce, il fut décidé de mettre un terme à la formation alpha à la mi-octobre. Lire et Écrire avait tenté, les semaines précédentes, de pérenniser l'action dans d'autres centres d'hébergement (Fraipont, Eupen), ainsi qu'en collaboration avec le CPAS de Verviers, mais ceux-ci n'accueillaient pas un nombre suffisant de personnes rentrant dans les critères NEET. La situation ne permettant plus de rencontrer les objectifs du projet NEETs, Lire et Écrire Verviers a informé le FSE, en octobre 2016, qu'elle renonçait au subside.

Projet ILI

Parallèlement, Lire et Écrire Verviers a pu obtenir une subvention dans le cadre de l'appel à projets ILI, permettant d'engager un formateur pour un public sur lequel ne s'appliquait pas la condition d'âge. Du mois de juillet au mois d'août, le formateur en question a assuré la formation du public NEETs, tout en proposant des modules de formation pendant l'été également à l'attention d'adultes de plus de 25 ans. Les modules se sont déroulés dans une académie de musique. Au mois de septembre, le formateur a alors pris en charge une formation au sein du centre du Spa d'Or, dans la cafétéria, afin de pallier les difficultés de déplacement des personnes jusqu'à Spa. La perspective de la fermeture du Centre a cependant démotivé de nombreuses personnes, induisant un faible nombre d'inscrits. Une nouvelle action de sensibilisation, visant l'émergence de la demande, a alors été menée par Lire et Écrire Verviers dans le centre du Spa d'Or, à l'occasion du 8 septembre, journée internationale de l'alphabétisation, ce qui a permis de rassembler 42 inscriptions de personnes largement infrascolarisées. Ces personnes étaient jusque-là restées relativement « invisibles » dans le camp, parce qu'elles participaient très peu voire pas du tout aux activités proposées, souvent du fait de leurs responsabilités familiales. L'action de la Régionale leur a permis d'exprimer leur besoin et de faire le pas d'entrer en formation, les enfants pouvant par ailleurs être pris en charge dans le cadre d'autres activités prévues dans le camp, aux mêmes heures que la formation alpha.

Toutefois, comme le projet NEETs, cette intervention dans le cadre du projet ILI s'est arrêtée mi-octobre, en raison de la fermeture du Centre prévue pour novembre. Un nouveau groupe a été ouvert pour poursuivre le projet ILI.

C. Analyse et perspectives

Les projets NEETs et ILI menés par Lire et Écrire Verviers durant l'année 2016 ont confirmé les besoins en termes d'alphabétisation d'une part importante des demandeurs d'asile, mais aussi par ailleurs les multiples obstacles rencontrés par ces personnes, et qui ne sont aujourd'hui que trop peu pris en compte pour favoriser leur accès à la formation.

En l'occurrence, les deux projets ont pu être mis en place grâce à la convergence de plusieurs facteurs : premièrement la volonté de Lire et Écrire Verviers de répondre aux besoins et demandes de formation d'un public pour lequel l'offre est largement insuffisante ; ensuite l'initiative du Forem de rassembler plusieurs acteurs des secteurs social, de la formation et de l'emploi, en vue de se concerter à propos des actions à mettre en œuvre pour favoriser l'intégration des personnes en demande d'asile ; et enfin des opportunités de financement, notamment via le FSE et son appel à projets NEETs. Cet appel à projets n'ayant pas donné lieu au nombre de propositions de projets escompté, les organismes répondants tels que Lire et Écrire Verviers ont pu bénéficier de moyens conséquents.

Malgré cette convergence, les deux projets ont toutefois dû se terminer plus tôt que prévu. Pour expliquer cela, on constate que les facteurs qui ont facilité le lancement des projets, présentés plus en détails ci-après, ont en même temps porté les difficultés qui les ont menés à leur terme. Et ceci démontre une fois de plus l'importance d'avoir une vision globale, qui tienne compte du contexte dans toutes ses composantes comme de la situation spécifique des publics, afin de permettre la mise sur pied d'actions adéquates pour l'alphabétisation des personnes.

Les spécificités liées au public demandeur d'asile fuyant les conflits

Même si elles sont bien entendu loin de constituer un groupe homogène, les personnes migrantes ayant fui les violences de leur pays d'origine constituent clairement un public spécifique avec de nombreuses difficultés propres. Elles sont généralement arrivées en Belgique après un voyage long, passé dans des conditions difficiles, sans ou avec très peu de moyens, et elles partagent un désarroi et des cicatrices physiques et/ou mentales probablement à jamais ancrées en elles. Elles arrivent dans un contexte culturel qui n'est pas le leur, et dans un pays qu'elles ne connaissent pas du tout. Nombre d'entre elles ont laissé des proches (parfois tous) dans leur pays d'origine, ou les ont perdus dans le cadre du conflit.

Selon les formateurs qui encadrent les groupes d'alpha composés de ces personnes, les relations avec les apprenants et la manière de travailler sont tout à fait particulières. Bien que, de manière générale en alpha, on soit très souvent confronté à un public en difficulté et en situation de précarité parfois extrême, les formateurs des groupes de demandeurs d'asile témoignent de sentiments particulièrement forts et difficiles à vivre par rapport aux parcours qu'ont vécu ces personnes et aux blessures (à nouveau tant physiques que psychologiques) particulièrement violentes qu'elles portent en elles à cause de la guerre qu'elles ont fui. S'ajoute à cela un sentiment d'impuissance par rapport à l'incertitude quant à leur avenir. Le travail de formation avec ces personnes s'apparente clairement à un travail humanitaire, parce qu'il se réalise dans un contexte d'urgence et parallèlement à des actions qui visent à combler les besoins primaires des personnes.

Les formateurs doivent par ailleurs composer avec une fréquentation de la formation très variable, les personnes étant régulièrement mobilisées durant les temps de formation pour gérer des problèmes urgents liés à leur famille, leur dossier de régularisation, ... leur survie et leur avenir. D'un point de vue pédagogique, ces variabilités en termes d'assiduité rendent la cohérence très difficile à assurer, et impliquent d'être en capacité de s'adapter en permanence au public présent, aux séances manquées, ... Les formateurs doivent par ailleurs maîtriser un minimum l'anglais, celui-ci étant dans de nombreux cas, l'unique langue par laquelle ils parviennent initialement à communiquer avec les personnes. Vu le temps limité, les contenus de formation sont quant à eux, ainsi que déjà mentionné, largement orientés sur un « français de survie », basé sur des thématiques qui préoccupent les apprenants au quotidien. La dimension éducation permanente n'est toutefois pas mise de côté, elle transparait particulièrement dans la dynamique de groupe qui est instaurée par le formateur – dynamique d'écoute, de participation, d'échanges, d'entraide... –, mais aussi à travers les liens qui sont noués entre les demandeurs d'asile.

Une autre difficulté pesant sur l'engagement en formation réside dans le stress et l'incertitude auxquels les demandeurs d'asile sont tous confrontés. Ils vivent dans l'attente d'une régularisation, dont les procédures s'étalent souvent sur des mois voire des années, ainsi que dans les doutes quant à leur avenir, à ce qu'ils vont faire, où ils vont habiter, quels proches pourront les rejoindre, ... Ils savent qu'ils ne peuvent pas s'appuyer sur l'éventuelle stabilité qu'ils trouvent dans les centres, ceux-ci pouvant fermer quasiment du jour au lendemain, et les liens sociaux qui s'y sont noués étant totalement négligés lorsque les personnes sont « re-dispatchées » dans d'autres lieux d'accueil.

Des politiques et subsides pour les actions adressées à un public demandeur d'asile

Le financement octroyé dans le cadre du projet NEETs a donc permis à Lire et Écrire Verviers de mettre en place une offre de formation significative pouvant accueillir un nombre important de personnes en demande d'asile. D'autres opérateurs de formation de la région ont également bénéficié de tels subsides. Par ailleurs, les centres d'accueil ont été ouverts dans le cadre de la politique d'accueil des demandeurs d'asile.

Toutefois, les politiques et financements, notamment de type appels à projets, ne collent souvent pas complètement à la réalité des personnes. Bien souvent, le temps de formation prévu/possible est trop court pour que les personnes puissent réaliser des progrès suffisants et atteindre leurs objectifs de formation. Cette difficulté est renforcée par les multiples obstacles à l'assiduité rencontrés par les apprenants, et les décisions politiques, par exemple liées à la fermeture d'un centre, qui entraînent *de facto* l'arrêt de la formation pour les personnes.

Malgré le contexte d'urgence dans lequel les personnes se trouvent, il est essentiel que les mesures qui sont prises soient au contraire définies dans une perspective de moyen et long terme, d'où l'importance de conventions pluriannuelles telles que la Convention RW alpha. En termes d'apprentissage du français, le travail avec des personnes non francophones non scolarisées prend du temps. Ces personnes n'ayant aucune ou seulement une très faible expérience de l'école, les rythmes d'apprentissage sont beaucoup plus lents ; de plus, avant d'être dans une phase d'acquisition de compétences et de savoirs, il est souvent nécessaire de travailler avec ces personnes l'estime de soi et la (re)prise de confiance en soi, qui peuvent être particulièrement affectées du fait de leur parcours.

Des collaborations pour une vision commune ... mais des enjeux parfois difficiles à concilier

La question de l'intégration des personnes étrangères implique nécessairement de développer des stratégies globales et des actions concertées entre les différents acteurs qui ont un rôle dans ce cadre. Mettre sur pied une offre de formation à destination des demandeurs d'asile ne sert à rien si l'on ne met pas en place les conditions pour qu'ils puissent suivre plus ou moins sereinement une telle formation : assurer une stabilité au niveau du logement, donner les moyens de mobilité nécessaires, établir une cohérence entre les différentes offres de formation ainsi qu'avec les acteurs de soutien à l'accès à l'emploi...

D'où l'importance de mettre en place des collaborations entre les acteurs, ainsi que l'initiative du Forem l'a permis.

Toutefois, il est essentiel de poser clairement les enjeux des différents partenaires, et d'avoir les moyens de définir de manière précise une vision commune par rapport à l'accompagnement des demandeurs d'asile permis par ces collaborations.

Dans le contexte qui fait l'objet de ce focus, une telle mise au point n'a pas été suffisamment creusée dès le départ, ce qui a, sur le terrain et sur le vif, parfois provoqué des difficultés de communication et des désaccords quant à la manière de promouvoir l'accès des personnes à la formation. Ainsi, la Croix-Rouge est restée largement focalisée sur les problèmes d'urgence des personnes, au détriment des conditions à mettre en place pour que celles-ci puissent avoir accès à la formation, notamment en lien avec la transmission des informations pratiques liées à la formation. Elle a notamment défini des conditions très strictes par rapport à l'octroi d'un abonnement de bus, celui-ci étant retiré aux personnes qui ne se rendaient pas à toutes les séances de la formation (même si leur absence était parfois tout à fait compréhensible, du fait des circonstances).

Alphabétisation / Français langue étrangère : comment faire la part des choses ?

Ce n'est pas nouveau, il existe encore et toujours, dans le chef de nombreux acteurs politiques et/ou partenaires locaux une confusion entre alphabétisation d'une part, et Français langue étrangère (FLE) d'autre part. Or, en fonction des profils des personnes non francophones, de leurs besoins et situations propres, il faut distinguer les personnes scolarisées des personnes non scolarisées, distinction en fonction de laquelle il sera plus adéquat de proposer soit une formation en FLE, soit une formation en alphabétisation, les finalités et méthodes n'étant pas les mêmes.

Cette confusion a pu être renforcée ces dernières années, dans la région de Verviers, du fait que plusieurs établissements de promotion sociale ont fermé leurs groupes de FLE accueillant les personnes scolarisées mais les moins avancées, rendant difficile l'accès en formation pour ces publics. Par ailleurs, les organismes de FLE travaillent quasi exclusivement l'écrit, d'où un déficit d'offre de formation à l'oral pour des publics scolarisés. Ceci explique en partie que des personnes non francophones scolarisées font souvent des tentatives auprès de Lire et Ecrire, pour pouvoir y être inscrits. Dans la situation à laquelle la Régionale a fait face en 2016, et au vu de l'offre extrêmement lacunaire pour des publics scolarisés mais peu qualifiés, elle a donc pris la décision de mettre en place, à côté des groupes alpha, des groupes pour ces publics également, bien que les groupes aient été clairement distingués. Il s'agissait par ailleurs ainsi de faire usage des subsides du FSE adressés aux NEETS.

Lire et Écrire Wallonie picarde : Partenariat entre LEE WAPI et l'IBEFE de Wallonie picarde

A. Contexte

En Wallonie picarde, on estime à 25.000 le nombre de personnes susceptibles d'être en situation d'illettrisme. Lire et Écrire Wallonie picarde constitue toutefois le seul opérateur de formation en

alphabétisation²⁷. D'autres opérateurs (Ecoles de promotion sociale, le CIEP du MOC, l'asbl REFORM, ...) proposent des formations en remise à niveau ou en français langue étrangère.

Au-delà des formations aux savoirs de base qu'elle organise, la Régionale s'est donc fixé comme autre mission prioritaire de mettre la question du droit à l'alphabétisation au cœur des débats socioéconomiques, politiques et culturels du territoire. Les efforts menés dans ce but en termes de développement partenarial et sensibilisation ont pris place ces dernières années dans un contexte favorable marqué par une volonté politique d'unir les acteurs du territoire autour d'un projet de développement de la Wallonie picarde « WAPI 2025 ». Dans ce cadre, le travail de coordination à l'échelle de la région est allé crescendo : assemblée des bourgmestres des 23 communes, réunions inter-PCS, coordination des Maisons de jeunes, réunions entre bibliothèques, création de la plateforme alpha Wapi...

En 2016, Lire et Écrire Wallonie picarde pouvait dénombrer plus d'une centaine de partenaires pour lesquels le droit à l'alphabétisation est devenu un enjeu. La Régionale a par ailleurs continué de porter la question de l'alpha dans des lieux stratégiques tels que les plans de cohésion sociale, la plateforme d'accueil pour l'intégration des personnes d'origine étrangère à Tournai, le réseau « Mouscron Terre d'accueil », le collectif de lutte contre la pauvreté, le Forum de la société civile de l'Eurométropole, mais aussi la plateforme alpha Wapi, ainsi que l'Instance Bassin Enseignement qualifiant, formation, emploi (IBEFE) de Wallonie picarde, mise en place en mars 2015.

L'IBEFE favorise le développement au niveau local de politiques croisées en matière de formation professionnelle, d'enseignement qualifiant, d'emploi et d'insertion. Il se compose de deux Chambres :

- la Chambre Subrégionale de l'Emploi et de la Formation (ou CSEF) qui exerce les compétences des ex-Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation c.à.d. émettre des avis, recommandations ou propositions concernant l'emploi et la formation ;
- la Chambre Enseignement (ou IPIEQ), qui est un lieu d'information et de délibération entre les réseaux d'enseignement, les syndicats de l'enseignement et les représentants du monde socio-économique.

Lire et Écrire Wallonie picarde représente le secteur de l'alpha au sein de l'IBEFE, avec voix consultative.

Parallèlement, la Plateforme alpha Wapi a été créée en 2012 à l'initiative de Lire et Écrire Wallonie picarde, du CSEF de Mouscron-Comines et du Forem de Mouscron. Cette Plateforme traduit l'identification de la question de l'illettrisme et de l'alpha comme un axe de travail prioritaire pour le territoire de WAPI. Elle s'est fixé comme objectif principal de créer une dynamique locale et partenariale dans la reconnaissance, le droit et l'accès à l'alpha pour tous en Wallonie picarde. Aujourd'hui, parmi les partenaires, l'IBEFE a remplacé le CSEF et Culture.Wapi²⁸ s'est ajoutée aux partenaires fondateurs. Les objectifs de la Plateforme sont :

- Susciter une réflexion générale sur les thématiques de l'illettrisme et de l'envie d'apprendre ;
- Favoriser la prise de conscience des réalités territoriales en matière d'illettrisme (10% de la population concernés, faible taux d'entrée en formation...) ;
- Sensibiliser et impliquer les professionnels et les politiques autour de la thématique ;
- Mettre en place des actions utiles tant pour les professionnels de terrain que pour le public concerné ;
- Mettre en place des collaborations propres au territoire mais aussi au-delà des frontières ;
- Assurer une pérennisation des projets, des collaborations, de la dynamique territoriale.

La dynamique partenariale qui anime la Plateforme alpha Wapi se fonde et s'inscrit dans la continuité d'une longue histoire de collaboration entre les acteurs impliqués. Ainsi dès l'année 2000, Lire et Écrire Hainaut occidental (ancien nom de Lire et Écrire Wapi) et le CSEF ont mené ensemble un projet EQUAL (financé par le FSE) visant à réunir au sein d'une même plateforme près de 40 acteurs de différents secteurs (enseignement, formation d'adultes, entreprises, orientation), pour se concerter en vue d'améliorer la prise en compte des personnes illettrées. A la suite de ce projet, les partenaires décidèrent en 2005 de poursuivre l'action en valorisant les acquis du premier dispositif dans un deuxième projet, « dispositifs territoriaux pour le droit à l'alphabétisation » (2005-2007), projet qui s'étendait alors à l'ensemble de la Wallonie. Les dispositifs en question n'ont toutefois pas bénéficié des moyens nécessaires pour pouvoir être pérennisés. Lire et Écrire Hainaut occidental a ensuite pris part au projet « Concert'action » (2007-2013) projet financé par le FSE et développé par le Forem et le CSEF. Le projet avait pour objectif de rapprocher le public très éloigné de l'emploi des opportunités d'emploi existant sur le territoire et ce en renforçant les

²⁷ ADEPPI assure également des actions d'alphabétisation mais uniquement en milieu carcéral tandis qu'on recense également deux services d'écrivains publics en Wallonie picarde : L'encre bleue et le service d'écrivains publics de PAC.

²⁸ Culture.Wapi est l'agence culturelle de Wallonie picarde ; elle a pour missions l'animation territoriale par la mise en réseau, la contribution à l'élaboration d'une stratégie culturelle, et l'information et la communication spécifique au secteur culturel du territoire.

collaborations entre les différents acteurs socio-économiques de la région. C'est dans le cadre de ce projet que l'alphabétisation a été formellement présentée comme une question prioritaire du territoire, dans une note d'orientation rédigée par l'ensemble des partenaires. Entre 2013 et 2015, Lire et Écrire Hainaut occidental a contribué à l'élaboration d'un plan d'actions prioritaires pour l'emploi en Wallonie picarde, via différents projets en collaboration avec les acteurs socio-économiques du territoire. En 2014, en partenariat avec le CSEF de Mouscron-Comines, l'AID Escalle (le CIEP) et la CSC, la Régionale a pris part au projet « ISP - Insertion, Stéréotypes et Préjugés », avait pour objectif d'amener les professionnels de l'insertion socioprofessionnelle à prendre du recul par rapport à l'image qu'ils peuvent avoir de leurs publics dans la perspective d'améliorer leurs pratiques. Enfin, de 2013 à 2016, Lire et Écrire Hainaut occidental s'est investi dans différentes actions de la Plateforme "Mobilité" à Mouscron, mise en place en janvier 2012 par le CSEF de Mouscron-Comines, le Forem et la Ville de Mouscron, en vue de jouer sur les freins à l'emploi que peut représenter la mobilité au sens large.

B. Actions 2016

En 2016, grâce à sa collaboration avec les partenaires de la plateforme alpha Wapi, et donc notamment avec l'IBEFÉ, Lire et Écrire Wallonie picarde a contribué et/ou mené les actions principales suivantes :

- création et investissement dans un pôle synergie « Acquisition des compétences de base » au sein de l'IBEFÉ ;
- construction d'un projet Interreg (« Tempo ») dans lequel la plateforme alpha Wapi s'est associée avec des partenaires français et flamands sur la question du droit à l'alpha au sein de l'Euro-région Lille-Kortrijk-Tournai ;
- poursuite de l'animation du Réseau Alpha Mouscronnois (RAM), réseau créé à l'issue d'un projet pilote de la plateforme alpha Wapi à Mouscron, et se définissant comme un « ensemble de personnes qui, entre elles, créent des liens, des échanges afin d'avancer vers un but commun qui est le droit à l'alphabétisation pour tou-te-s »²⁹.

Sont développées ci-après les deux premières actions, la troisième s'inscrivant dans la continuité des actions qui avaient été réalisées en 2015 (décrites dans le rapport d'activités 2015 de la Convention RW alpha).

Pôle de synergie « acquisition des compétences de base »

L'IBEFÉ a la possibilité de développer des projets communs visant l'amélioration des dispositifs locaux de formation professionnelle, d'enseignement qualifiant et d'insertion, au travers de la mise en place de pôles de synergie. En 2016, suite à une réflexion menée au sein de différents groupes de travail réunissant les partenaires, des pôles de synergie ont donc été clairement identifiés et priorisés :

- 4 pôles de synergie sectoriels : « Santé et action sociale », « Construction », « Industrie agroalimentaire », « Maintenance industrielle » ;
- et 2 pôles de synergie transversaux : « Utilisation des équipements en matière de formation & enseignement », et « Acquisition des compétences de base ».

Dans le cadre de sa participation à plusieurs groupes de travail réfléchissant aux différents pôles de synergie à mettre en place, Lire et Écrire Wallonie picarde a ainsi plaidé pour que l'alphabétisation soit à la fois prise en compte au sein de l'ensemble des pôles sectoriels mis en place, traduisant ainsi la reconnaissance de sa nature fondamentalement transversale, et pour qu'en même temps l'alphabétisation fasse l'objet d'une attention spécifique dans le cadre du pôle « acquisition des compétences de base ». Cette revendication a été construite par Lire et Écrire Wallonie picarde dans le cadre de la plateforme alpha Wapi et de la plateforme CISP, en collaboration avec les représentants CISP, l'enseignement de promotion sociale, l'enseignement qualifiant et spécialisé, et l'IFAPME. Ces acteurs ont ainsi porté la revendication au sein des différents groupes de travail de l'IBEFÉ, permettant qu'elle soit rencontrée.

Le pôle « acquisition des compétences de base » réunit les acteurs suivants : Lire et Écrire Wallonie picarde, le Forem, le CPAS, l'IFAPME, la MIRWAPI, l'enseignement de promotion sociale, le CPAS de Tournai, la CSC, le PMS, et des CISP ; il tiendra sa première réunion en 2017.

²⁹ Pour plus de détails sur le projet dont est issu le RAM, voir le rapport d'activités 2015 de la Convention RW alpha, focus de Lire et Écrire Hainaut occidental.

Projet TEMPO (Transfrontalier-Education-Motivation-Plaisir-Orientation)

En 2015 et 2016, Lire et Écrire Wallonie picarde et l'IBEFÉ, en tant que représentants de la plateforme alpha Wapi, ainsi que CBE Open School voor Volwassenen (partenaire flamand), et l'AFP2I (partenaire français) ont rédigé ensemble un pré-projet s'inscrivant dans l'appel à projets Interreg V 2014-2020³⁰, avec le soutien du Forem et de VDAB.

Il s'agit d'un partenariat transfrontalier qui vise à créer une dynamique interrégionale de « l'envie d'apprendre » chez les personnes en situation d'illettrisme. Le terrain d'action prévu est celui de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai. Cette dynamique passe par la mobilisation et l'implication d'acteurs des trois versants (wallon, flamand et français) : professionnels de l'accueil et de l'orientation, professionnels de la formation et personnes en situation d'illettrisme.

Le pré-projet tel qu'il a été construit devra se décliner en 3 actions :

- Groupe participatif « Plaisir et envie d'apprendre » ;
- Formation « Modules Plaisir » ;
- Sensibilisation et formation d'agents des services publics et des chargés d'accueil.

Dans le cadre de ce projet, la thématique de l'envie d'apprendre est considérée comme centrale en lien avec la demande de formation et l'entrée en formation des personnes. Cette thématique est liée à celle de l'émergence de la demande, qui avait déjà été abordée dans différentes actions menées par la plateforme alpha Wapi en lien avec la dynamique motivationnelle, les stéréotypes et les préjugés, et la formation des professionnels de terrain à une orientation de qualité.

Par le biais de ce projet, les partenaires posent ainsi l'hypothèse que la difficile émergence de la demande de formation sur le territoire malgré les besoins importants estimés, est potentiellement liée au manque de prise en compte du plaisir et de l'envie d'apprendre des personnes. Ils entendent dès lors questionner les dispositifs classiques de formation et se baser davantage sur le point de vue des publics en renversant les interrogations habituelles cherchant à comprendre pourquoi les personnes n'intègrent pas nos dispositifs. Dans ce projet, il s'agit de se demander plutôt pourquoi nos dispositifs ne parviennent pas à mobiliser les personnes ; qu'est-ce qui pourrait donner envie et du plaisir à apprendre ; quels changements devraient être opérés dans les pratiques des professionnels de l'accueil et de l'orientation, ainsi que des professionnels de la formation ? Pour répondre à ces questions, le projet propose d'associer directement les apprenants à la réflexion, en les interrogeant sur la raison de leur entrée en formation, ce qui les a mobilisés, ce qui devrait changer pour que plus de personnes s'engagent en formation. Cela implique d'éventuellement mettre sur pied, au terme des consultations, des dispositifs très différents de ceux que l'on connaît, avec par exemple des approches modulaires, ou des approches plus intégrées aux lieux de vie des personnes.

C. Analyse et perspectives

Des lieux formels et informels pour porter les enjeux de l'alpha populaire

Le contexte sociopolitique des dernières années en Wapi a constitué un terrain favorable pour faire avancer le droit à l'alphabétisation dans la région. L'élan partenarial en vue de construire une véritable vision pour le territoire, et ce dans tous les aspects de la vie des citoyens, a en effet permis à Lire et Écrire Wapi de porter les enjeux de l'alpha populaire auprès d'une multiplicité d'acteurs de nombreux secteurs et à différents niveaux de concertation. Divers forums et plateformes ont ainsi été mis sur pied pour construire des projets communs allant dans le sens d'une vision unifiée pour la Wallonie picarde.

L'IBEFÉ Wapi, bien qu'elle ait été développée dans le cadre d'une politique s'appliquant à l'ensemble de la Fédération Wallonie-Bruxelles, constitue l'un des derniers exemples de cette dynamique partenariale en Wapi, puisqu'elle est véritablement investie par les partenaires qui sont invités à s'y impliquer. L'instance constitue en particulier un espace privilégié pour que les acteurs de l'emploi, l'enseignement qualifiant et la formation puissent échanger et se concerter sur la mise en place de stratégies communes et cohérentes dans ces matières. Très concrètement, pour Lire et Écrire Wapi, la mise en place de l'IBEFÉ a constitué une opportunité supplémentaire de renforcer l'attention sur la question de l'alpha en échangeant avec des

³⁰ Dans le Programme Interreg V 2014-2020 France - Wallonie - Vlaanderen qui a été déposé le 29 octobre dernier à la Commission européenne, on peut lire que l'Axe prioritaire 4 « Promouvoir la cohésion et l'identité commune des territoires frontaliers » propose de développer des coopérations pouvant porter sur la lutte contre l'illettrisme. Cette coopération est envisagée dans le cadre de la priorité d'investissement 9.a. « Investissement dans des infrastructures sociales et sanitaires contribuant au développement local, réduisant les inégalités en termes de statut sanitaire et soutenant l'inclusion sociale ». Parmi les résultats attendus, citons l'amélioration de la prise en charge des publics de part et d'autres de la frontière.

acteurs tels que l'IFAPME, qui au contact de Lire et Écrire, a été amenée à faire part du constat d'un grand nombre d'élèves en difficultés de lecture et écriture parmi ses élèves. Un projet d'actions en partenariat avec l'organisme de formations en alternance est ainsi à l'agenda

Au-delà des lieux institutionnels formels investis par Lire et Écrire Wapi pour faire avancer le droit à l'alpha, la Régionale s'efforce également de porter cette mission sur le terrain, de manière plus informelle, dans le cadre de ses actions de sensibilisation, de formation, d'accueil, d'orientation... L'ensemble des travailleurs de la Régionale contribuent ainsi à véhiculer les messages relatifs aux finalités et orientations qui guident l'action du Mouvement en général et de la Régionale en particulier. Parallèlement à la sensibilisation du monde politique et des instances dirigeantes, ces contacts permettent de sensibiliser également les travailleurs de première ligne, dans les services sociaux, associations et opérateurs de formation, et de mettre le doigt sur des difficultés qu'ils rencontrent dans l'exercice de leur travail au quotidien, en lien avec leurs publics.

La réalisation de cette mission de sensibilisation et développement partenarial, lorsqu'elle est ainsi portée par diverses personnes à différents niveaux, requiert néanmoins une bonne communication et coordination en interne, afin de véhiculer un message cohérent et de pouvoir relayer les éventuelles demandes d'accompagnement ou de collaboration aux personnes qui peuvent y répondre.

Promouvoir une dynamique fondée sur l'expertise des acteurs de terrain et les besoins des publics

Si l'alpha est bien formellement reconnue comme une priorité au niveau politique en Wapi, Lire et Écrire Wapi doit aujourd'hui composer avec des logiques de coordination principalement descendantes, en termes de prises de décision et définition des orientations, ainsi qu'avec des logiques adéquationnistes, en phase avec les principes de l'activation largement appliqués aujourd'hui dans les secteurs de la formation et de l'emploi.

Le premier aspect, lié aux processus de concertation descendants, est problématique dans le sens où peu de place est donnée aux projets et collaborations préexistants par rapport à la mise en place de l'IBEFE. Lire et Écrire Wapi et ses partenaires doivent dès lors régulièrement rappeler qu'on ne part pas d'une page blanche et qu'il est important de s'appuyer sur ce qui a déjà été mis en route par les partenariats préalables, en termes de projets pour redynamiser la région en soutenant ses habitants.

Par ailleurs, conformément aux principes d'activation qui guident les politiques de formation à tous les échelons de pouvoir en Belgique, l'IBEFE fonde de manière générale ses travaux sur une vision adéquationniste par rapport aux métiers en pénurie : il s'agit de développer et promouvoir prioritairement les formations qui conduiront les personnes à ces emplois. Dans la lignée, les niveaux de compétences fixés pour de tels métiers sont très élevés, sous l'influence des représentants des employeurs au sein de l'IBEFE. Selon cette logique, très peu de place est laissée aux personnes peu qualifiées et encore moins à leurs projets et besoins propres. La vision semble avant tout motivée par des objectifs de bons résultats à court terme en termes de statistiques liées à l'emploi, ainsi que promue par les autorités régionales et européennes.

Face à cela, Lire et Écrire Wapi défend avec force une vision davantage fondée sur des objectifs de cohésion sociale, qui prennent en compte les personnes les plus en difficultés, les plus éloignées de la formation et l'emploi, ainsi que leurs souhaits et situations spécifiques. Elle s'oppose à une vision qui tend à considérer les demandeurs d'emploi comme des stocks à former et allouer aux postes vacants, sans tenir compte de leur histoire, de leur situation de vie, de leurs projets ni de leurs besoins.

Le projet TEMPO, construit avec les partenaires de l'Eurométropole, s'inscrit bien dans une telle vision, en renversant la logique habituelle qui consiste à tenter d'amener les personnes à s'adapter aux dispositifs et démarches qu'on leur propose. Comme déjà expliqué dans la description du projet, il s'agit au contraire dans ce projet d'adapter les dispositifs aux personnes, de manière à les prendre en compte dans ce qu'ils sont. Il s'agit de repenser nos dispositifs et outils pour qu'ils soient eux adaptés aux publics que l'on vise à soutenir. Et ainsi sortir totalement des logiques adéquationnistes qui vont exactement dans l'autre sens.

Perspectives

La première réunion du pôle de synergie « acquisition des compétences de base » de l'IBEFE a eu lieu en 2017. Dans ce cadre, Lire et Écrire Wallonie picarde entend dans un premier temps reclarifier ce qu'elle entend par compétences de base, les interprétations pouvant être très variables et s'éloigner des préoccupations des personnes en situation d'illettrisme. La Régionale entend par ailleurs plaider pour que

les travaux s'inscrivent dans la continuité des multiples projets déjà réalisés précédemment en collaboration entre les différents partenaires, et qui sont orientés dans le sens d'une plus grande prise en compte des personnes les plus éloignées de l'emploi. Un travail d'inventaire de ces projets passés sera donc réalisé.

Quant au pré-projet TEMPO, il a fait l'objet d'une validation par le Fonds européen de développement régional. Les partenaires travaillent donc maintenant à la rédaction du projet définitif, lequel sera validé ou non d'ici septembre 2017. S'il l'est, il sera officiellement lancé en janvier 2018, jusque juin 2020.

PARTIE III : Enjeux traversant les actions d'alphabétisation – sur base de l'analyse des focus 2016

Les focus de la partie précédente ont apporté plusieurs éléments d'analyse des actions, et montré qu'une série d'enjeux sont propres aux contextes spécifiques dans le cadre desquels les Régionales déploient leurs actions. La lecture transversale de ces éléments d'analyse par Régionale, permet par ailleurs de mettre en évidence des constats et enjeux partagés par l'ensemble des entités wallonnes de Lire et Écrire, constats et enjeux à mettre directement en lien avec les objectifs du Mouvement.

D'une part, les focus 2016 illustrent particulièrement le succès des multiples démarches menées pour développer et renforcer les partenariats et collaborations avec un panel d'acteurs de différents secteurs, notamment par le vecteur de diverses plateformes partenariales à échelles locale et sous-régionale. Ces efforts contribuent à tendre vers l'objectif visé par Lire et Écrire d'attirer l'attention sur la persistance de l'analphabétisme et promouvoir ainsi une meilleure prise en compte des personnes en situation d'illettrisme.

D'autre part, les focus démontrent la persistance de plusieurs obstacles qui entravent les efforts pour atteindre le second objectif de Lire et Écrire, celui de promouvoir le droit à une alphabétisation de qualité pour tous. L'émergence de la demande, mais aussi les multiples obstacles à un plein engagement en formation, apparaissent comme deux difficultés-clés qui se posent par rapport à cet objectif, en particulier pour les personnes belges très éloignées de l'emploi et de la formation, mais aussi les travailleurs et les personnes migrantes.

Cette partie du rapport développe plus en détails ces deux dimensions, en lien avec les démarches mises en place par les Régionales, et illustrées dans les focus, pour mieux tendre vers les deux premiers objectifs du Mouvement, ainsi que les difficultés qui entravent les efforts pour les atteindre. Pour chacune de ces dimensions, des recommandations sont formulées.

Pour conclure, cette partie rappelle également le projet politique de Lire et Écrire, poursuivi dans l'ensemble des actions développées par les Régionales et la coordination wallonnes, et par lequel celles-ci visent à atteindre le troisième enjeu du Mouvement, celui de « développer l'alphabétisation dans une perspective d'émancipation et de participation des personnes, et de changement social pour plus d'égalité ». Projet et objectif sur base desquels les entités wallonnes de Lire et Écrire s'appuient pour plaider au maintien de la logique de concertation et de collaboration entre les différents champs politiques liés à la question de l'alphabétisation et les Ministres compétents.

Mobiliser les partenaires dans la prise en compte des personnes illettrées et la lutte pour l'alphabétisation

Les 8 focus sur des actions des Régionales en 2016, et l'aperçu des actions menées par la coordination wallonne dans le cadre de l'objectif 1, montrent la part importante que représente aujourd'hui dans leur travail la mission de développement partenarial et sensibilisation. On l'a déjà mentionné en première partie de ce rapport, les raisons justifiant un tel investissement à ce niveau sont multiples – méconnaissance de la problématique, tabou, multiplicité des champs de la vie impactés par la problématique... On le sait, le fruit d'un tel travail reste cependant difficile à évaluer tant les résultats sont peu tangibles. Néanmoins, plusieurs impacts concrets du travail de maillage partenarial entretenu par les entités wallonnes de Lire et Écrire apparaissent clairement.

Ainsi, par exemple, grâce aux multiples partenariats noués au fil des ans, Lire et Écrire Wallonie picarde comptait en 2016, comme déjà évoqué dans le focus, plus d'une centaine de partenaires pour lesquels le droit à l'alphabétisation est devenu un enjeu – partenaires aussi divers que des centres culturels, des entreprises, des communes, des opérateurs de formation, etc.

Le focus de la Régionale du Luxembourg illustre la légitimité acquise par Lire et Écrire en tant qu'acteur-clé du secteur de l'alphabétisation, grâce à ses multiples démarches de développement partenarial. De par cette reconnaissance, la Régionale a ainsi pu développer de nouvelles actions de formation en alphabétisation, après avoir été interpellée dans cet objectif par des partenaires ayant observé des besoins en alphabétisation. Ces actions s'ajoutent à celles que la Régionale entreprend d'initiative, et permettent donc d'étendre la couverture en termes de formation.

Pour Lire et Écrire Luxembourg, comme pour la Régionale de Liège-Huy-Waremme, l'importance des plans de cohésion sociale comme vecteurs de partenariats étroits et solides est clairement mise en lumière. Ces focus montrent en effet que les PCS offrent la possibilité de développer des partenariats multiples avec les acteurs locaux et promeuvent une culture collaborative entre ces différents acteurs. Les PCS donnent par ailleurs la possibilité de développer l'alphabétisation dans le cadre de stratégies plus larges visant l'inclusion et la cohésion sociale, dans une perspective de politique globale de lutte contre les inégalités et les exclusions, qu'elles soient sociales, culturelles, politiques ou économiques. De plus, ils permettent de renforcer la prise en compte des difficultés spécifiques des personnes en situation d'illettrisme auprès des divers acteurs locaux qui sont en contact avec ces personnes.

De même, à l'échelle sous-régionale, les instances bassins EFE apparaissent également comme des plateformes importantes de rencontre et de collaboration avec une multiplicité d'acteurs qui sont touchés de près ou de loin par la question de l'illettrisme. A nouveau, ainsi que le montre le focus de Lire et Écrire Wapi, les instances bassins constituent ainsi des lieux essentiels pour le renforcement de la prise en compte de la problématique de l'illettrisme et des publics concernés auprès de plusieurs secteurs clés, en l'occurrence les secteurs de l'enseignement qualifiant, de la formation professionnelle et de l'emploi.

Plus largement, les focus montrent l'importance d'investir les plateformes partenariales qui sont mises en place à différents niveaux et en lien avec différentes thématiques, telles que la plateforme des acteurs de l'insertion de la Région Ouest pour Lire et Écrire BW, ou de manière générale les plateformes d'intégration des personnes d'origine étrangère, les plateformes liées à la lutte contre la pauvreté, ou toute autre instance spécifique visant la collaboration entre acteurs de différents secteurs. Ces lieux permettent en effet de mobiliser différents acteurs de la société dans la lutte pour l'alphabétisation et la prise en compte des difficultés liées à l'illettrisme. Ils permettent par ailleurs, ainsi qu'illustré par Lire et Écrire BW, de favoriser une bonne connaissance mutuelle des acteurs, qui permet de pouvoir davantage et mieux orienter les publics en fonction de leurs demandes et besoins. Un bon accueil et une bonne orientation des publics sont des facteurs clés pour soutenir les démarches souvent difficiles, tant d'un point de vue pratique que psychologique, qu'entreprennent les personnes auprès des organismes de formation, d'aide sociale, d'aide à la recherche d'emploi...

Une telle connaissance mutuelle est également permise par la conclusion de partenariats bilatéraux, comme illustré par le focus de Lire et Écrire CMB. Dans cet exemple, les collaborations permettent, au-delà d'une meilleure orientation des publics, de fluidifier leurs parcours de formation en diminuant le nombre de barrières existant entre les différents dispositifs.

Les focus de Lire et Écrire CSH et Lire et Écrire Verviers mettent quant à eux en évidence l'intérêt des collaborations pour pouvoir développer de nouvelles actions grâce à la mise en commun de moyens. Par ailleurs, ces focus montrent que les projets développés en partenariat avec des acteurs d'autres secteurs (culturel, socioprofessionnel, intégration ...) sont mis sur pied dans le cadre d'approches globales, qui prennent en compte plusieurs aspects des situations et difficultés des personnes, ce qui permet de mieux répondre à leurs besoins en développant des dispositifs adaptés aux situations spécifiques rencontrées.

Enfin, les actions menées par la coordination wallonne au niveau de la Région, dans le cadre de l'objectif 1 de la Convention, ont également montré leurs fruits en termes d'une meilleure prise en compte des publics en situation d'illettrisme dans le cadre de différents secteurs – l'ISP, l'action sociale, l'intégration des personnes étrangères, la cohésion sociale – notamment de par les initiatives qui sont prises par les Ministres compétents en faveur de l'alpha (la Convention RW alpha, mais aussi l'octroi de subventions spécifiques par exemple).

Parallèlement à ces éléments positifs, des difficultés persistent aujourd'hui en lien avec cette mission de Lire et Écrire. En particulier, les Régionales identifient le manque de moyens dont bénéficient plusieurs partenaires pour s'investir pleinement dans ce type de travail de seconde ligne, et dès lors parfois le manque de répondant par rapport aux initiatives de Lire et Écrire visant plus de collaboration et de concertation. Une autre difficulté est liée à la prépondérance persistante de logiques de subordination entre partenaires politiques et autres partenaires dans certaines instances, qui empêchent une véritable concertation dans laquelle les apports et points de vue de chacun seraient égaux.

En lien avec les actions de sensibilisation et développement partenarial, les Régionales et la coordination wallonnes de Lire et Écrire plaident dès lors pour que ...

- le nécessaire travail de développement partenarial et sensibilisation soit davantage valorisé dans les

différents dispositifs qui régissent l'action d'alphabétisation ;

- l'ensemble des acteurs socioculturels, y compris les plus petits opérateurs, bénéficient de moyens suffisants pour s'investir dans la concertation et les collaborations avec les autres acteurs locaux, pour une meilleure coordination des objectifs et des actions et une approche globale de la réalité des publics ;
- le dialogue entre politiques, pouvoirs publics, et acteurs associatifs soit favorisé davantage dans des espaces comme les Plans de cohésion sociale, à échelle locale, les Inter-PCS à échelle supra-communale, les Instances Bassins EFE, à échelle sous-régionale, et le comité de pilotage pour l'alphabétisation des adultes à échelle de la Fédération Wallonie-Bruxelles, tout en garantissant le principe de liberté associative.

Favoriser l'accès de tous à une alphabétisation de qualité – faire émerger la demande et maintenir l'engagement en formation

Alors que la mobilisation des différents acteurs de la société autour de la question de l'alphabétisation progresse grâce aux actions de sensibilisation et développement partenarial, l'objectif visant à rendre l'alphabétisation accessible à tous est quant à lui confronté à des difficultés majeures en termes d'émergence de la demande pour certains publics d'une part, et en termes de possibilité de maintenir un engagement durable en formation pour d'autres publics, d'autre part. Parmi les facteurs qui expliquent ces difficultés, on identifie des éléments liés aux situations et parcours de vie des publics, mais aussi au contexte socioéconomique et aux politiques qui sont menées vis-à-vis de ces publics.

Les publics belges très éloignés de l'emploi et de la formation

En particulier, comme évoqué dans les focus des Régionales de Brabant wallon, Charleroi-Sud-Hainaut, Liège-Huy-Waremme, Namur et Wallonie picarde, l'émergence de la demande de la part d'un public principalement belge et très éloigné de l'emploi et de la formation, constitue ainsi plus que jamais un défi pour les Régionales wallonnes de Lire et Écrire, et de manière plus large pour l'ensemble des opérateurs de formation.

Ainsi, contrairement aux idées reçues, qui lient souvent illettrisme et personnes étrangères, de nombreuses personnes en situation d'illettrisme, en Belgique francophone, ont pris place durant plusieurs années sur les bancs des écoles belges, ont suivi l'enseignement qui y est dispensé, et en sont sortis sans que soient ancrées pour eux les compétences de base en lecture et écriture³¹.

Pour ces personnes qui ont suivi un parcours scolaire en Belgique, le sentiment de honte lié au fait de ne pas maîtriser les compétences de base, de ne pas « savoir », est vécu d'autant plus fort que pour les autres types de publics de l'alpha. Les personnes scolarisées en Belgique craignent souvent davantage que les personnes venues de l'étranger d'être stigmatisées, parce que la réalité de l'enseignement obligatoire rend inconcevable pour beaucoup de gens l'idée que des personnes en sortent sans pouvoir lire et écrire. Pour ces personnes, il est dès lors souvent d'autant plus difficile d'oser pousser la porte d'une association telle que Lire et Écrire, puisque cela revient à admettre ces difficultés qui font pour elles, plus encore que pour d'autres, l'objet d'un tabou.

Plusieurs Régionales de Lire et Écrire font le constat que, pour ces publics, les dispositifs d'alphabétisation « classiques » sont parfois inadaptés, dans leur fonctionnement, par rapport à leur demande, leurs besoins et/ou leurs histoires de vie. Beaucoup de ces personnes ont en effet très souvent vécu des situations d'exclusion tellement dures et marquantes qu'elles ont du mal à intégrer toute dispositif formel pouvant leur rappeler ces lieux où elles ont vécu l'exclusion – école, organisme de recherche d'emploi, CPAS,

³¹ Une enquête réalisée en 1995 par Lire et Écrire, auprès d'apprenants belges montrait ainsi que « si la quasi-totalité des apprenants interrogés (91 %) ont fréquenté l'enseignement primaire, seulement 51 % l'ont terminé et à peine 33 % y ont obtenu le CEB qui est censé valider les compétences acquises par tous les enfants. Ce dernier chiffre attire l'attention sur l'écart existant entre l'obtention du certificat et l'acquisition permanente de la lecture et de l'écriture puisque certaines personnes ont terminé l'enseignement primaire et obtenu le CEB... tout en étant illettré à l'âge adulte. Par ailleurs, il ressort que 30 % des apprenants belges interrogés ont été orientés vers l'enseignement spécial au cours de leur scolarité primaire. Un autre indicateur retient notre attention : l'estimation par les adultes de l'âge auquel ils ont décroché. 57 % estiment avoir décroché avant l'âge de 13 ans et 32 % avant 8 ans, c'est-à-dire l'âge qui correspond à l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. Enfin, près de la moitié de ces personnes s'est sentie rejetée par l'institution scolaire. L'illettrisme des adultes autochtones apparaît donc bien comme la conséquence du décrochage et de l'échec scolaire. » (« Vers un plan wallon pour l'alphabétisation : le point de vue de Lire et Écrire ». Juin 2004.)

institutions diverses... D'autre part, le focus qui leur est présenté sur la réintégration d'un système qui est souvent à l'origine de leur marginalisation pousse certaines personnes à se détourner de tout dispositif de formation, quel qu'il soit. C'est pourquoi les Régionales de Lire et Écrire estiment essentiel de pouvoir développer des dispositifs innovants qui soient plus adaptés aux souhaits des personnes, à leur projet, et non à des exigences purement adéquationnistes liées au contexte socioéconomique. Lire et Écrire CSH en donne un exemple avec son dispositif modulaire, tout comme Lire et Écrire WAPI, avec le projet Interreg centré sur le plaisir et l'envie d'apprendre des personnes.

Lire et Écrire Namur promeut par ailleurs la possibilité à donner à chaque apprenant de s'impliquer dans la sensibilisation des personnes de leur entourage, qui connaissent des difficultés similaires mais qui n'ont pas encore fait le pas d'entrer en formation ; la Régionale postule en effet que les personnes en formation sont les mieux à même d'aborder la question avec ces personnes et de témoigner des impacts de l'alphabétisation sur leur vie.

Les publics travailleurs

Comme abordé dans le focus de Lire et Écrire Luxembourg, l'émergence de la demande, tout comme un engagement stable en formation, s'avèrent également difficile pour un public travailleur, le monde du travail restant un milieu où l'illettrisme est encore une problématique largement méconnue, et/ou sujette à des tabous qui ont la vie dure.

La sous-représentation des travailleurs dans les dispositifs d'alphabétisation apparaît ainsi liée en partie à des difficultés au niveau des conditions de formation (difficulté de se libérer) et une motivation qui est toujours mise en balance avec la peur de se révéler en situation d'illettrisme et de mettre son emploi en danger ; mais elle est également liée à un défaut d'offre, induit par l'absence de politique et de financement spécifique suffisant pour ces personnes.

L'alphabétisation des travailleurs devrait pourtant être considérée comme une mesure de prévention dans le champ de la lutte contre les modes d'exclusion liés à la non-maîtrise de la langue, quand il s'agit de viser le maintien à l'emploi. Au-delà, et comme c'est le cas dans l'exemple relayé dans le focus, l'impact citoyen ainsi qu'en termes de cohésion sociale de ce type de dispositif devraient être pris en compte et inciter à promouvoir dans davantage d'entreprises, publiques ou privées, l'alphabétisation des travailleurs.

Les personnes étrangères

Enfin, comme illustré par le focus de Lire et Écrire Verviers, l'entrée et/ou l'engagement en formation d'un public venant de l'étranger constituent aussi des défis très importants auxquels les Régionales font face, et l'on pense en particulier aux nombreux demandeurs d'asile qui sont arrivés en Belgique ces dernières années en provenance des pays en guerre tels que l'Irak ou la Syrie. L'instabilité extrême des conditions de vie de ces personnes et le manque de mesures de soutien qui leur sont dédiées représentent en effet des freins importants à leur accès aux dispositifs d'alphabétisation.

Pour Lire et Écrire, si l'apprentissage de la langue est un atout certain pour mieux s'intégrer à la vie sociale, culturelle, économique et citoyenne, la maîtrise de la langue n'est pas, seule, un indicateur d'intégration. La langue constitue un outil de participation à la vie de la communauté, mais c'est d'abord en participant à la vie sociale qu'on apprend la langue. Il faut par ailleurs être dans des conditions adéquates pour apprendre et s'appropriier le français. Des ressources suffisantes sur les plans économique et social sont essentielles pour un apprentissage de la langue.

Or, comme l'illustre le focus de Lire et Écrire Verviers, les politiques d'intégration actuelles favorisent encore trop peu un tel apprentissage de la langue. Les personnes migrantes sont en effet souvent rassemblées dans des lieux éloignés de la vie sociale des villes et villages ; elles sont par ailleurs susceptibles d'être déplacées de manière subite et sans prise en compte des éventuelles formations dans lesquelles elles sont engagées ; elles sont dépendantes de démarches administratives ultra complexes qui ne leur permettent pas un engagement stable et serein en formation ; et l'accessibilité aux lieux de formation constitue également un problème lorsque les moyens de s'y rendre ne sont pas donnés ou le sont sur base de conditions trop strictes ; et s'ajoute à cela les ressources trop limitées pour garantir des temps de formation suffisamment longs pour une véritable acquisition des compétences de base.

Quelles réponses face à ces difficultés ?

Pour permettre à ces différents publics d'accéder à une alphabétisation de qualité, les entités wallonnes de Lire et Écrire entendent :

- questionner les dispositifs classiques de formation et éventuellement développer des actions et dispositifs innovants, dans le but de rendre l'alphabétisation accessible aux publics aujourd'hui les plus éloignés de l'emploi et de la formation, et qui ne trouvent pas leur place dans les dispositifs de formation « traditionnels » ;
- continuer de questionner et améliorer les pratiques d'accueil et d'accompagnement des personnes dans leur but de mieux connaître et comprendre ce qui motive les personnes pour mieux le prendre en compte et ainsi favoriser l'entrée en formation et l'engagement en formation.

En lien avec les actions d'accueil, d'orientation, d'accompagnement des publics, et d'émergence de la demande, ainsi qu'avec les actions de formation, les Régionales et la coordination wallonnes de Lire et Écrire plaident dès lors pour que ...

- le travail d'accueil et d'orientation/réorientation, le travail d'accompagnement des personnes et le travail de recueil systématique d'informations dans ce cadre puissent être valorisés davantage dans le cadre des financements, et ainsi permettre d'identifier et d'orienter au mieux les personnes vers les dispositifs les plus adaptés à chaque situation personnelle ;
- l'allocation des moyens nécessaires au développement d'une offre de formation de proximité permettant d'accueillir toute personne qui le souhaite, indépendamment de son statut ou de son projet, dans une formation qui respecte les modes et rythmes d'apprentissage de chacun, qui permette un accompagnement global des personnes tenant compte de leurs situation, projets et besoins, et qui s'inscrive dans une démarche émancipatrice ;
- les freins économiques à l'accès à la formation des personnes les plus précarisées, quel que soit leur statut, soient pris en compte et en partie compensés par la mise en place de mesures de soutien telles que la prise en charge des frais de déplacement et de garderie ;
- la mise en place de dispositifs de formation concomitants alphabétisation-formation métier (ou autre) puisse être reconnue à sa juste valeur et valorisée en termes de financement, c'est-à-dire entre autres pour l'effet de levier et de double renforcement qu'exerce chaque formation par rapport à l'autre pour la personne qui s'y engage ;
- la création de structures et dispositifs innovants les plus susceptibles de rencontrer l'ensemble des personnes en situation d'illettrisme, y compris celles qui sont extrêmement éloignées de l'emploi et de la formation, et de répondre à leurs demandes, attentes et besoins soit rendue possible.

Le projet politique de Lire et Écrire : développer l'alpha dans une perspective d'émancipation et de participation des personnes, et de changement social pour plus d'égalité

Pour Lire et Écrire, l'alphabétisation s'inscrit dans une démarche d'éducation populaire qui interroge l'économique, le social, le politique et la culture. Alphabétiser c'est permettre à tout être humain d'avoir le droit d'apprendre³²... le droit de lire et d'écrire, le droit de questionner et de réfléchir, le droit à l'imagination et à la création, le droit de lire son milieu et d'écrire l'histoire, le droit d'accéder aux ressources éducatives, le droit de développer ses compétences individuelles et collectives... Ainsi, l'alphabétisation n'est pas un simple processus d'acquisition de compétences cognitives de base ; ces compétences sont mobilisées en vue du développement socio-économique mais aussi de la conscience citoyenne et de la réflexion critique, bases de l'évolution personnelle et sociale. Dit autrement, c'est l'accès et la maîtrise des savoirs nécessaires pour vivre dans une société que l'on comprend et dans laquelle on peut agir, pour accéder à la reconnaissance de soi, par soi et par les autres (c'est-à-dire le droit à une image positive).

Nous sommes aujourd'hui dans une société de l'écrit dans laquelle, paradoxalement, vivent des adultes et des jeunes qui ne savent pas ou peu lire et écrire. Société de l'écrit accentuée par la révolution technologique du numérique qui développe et modifie les usages de l'écriture et de la lecture. Société de l'écrit qui comprend un système scolaire qui ne permet pas à tous les élèves d'acquérir les compétences de base du CEB et qui reproduit les inégalités sociales.

³² Unesco, déclaration 1975.

Société de l'exclusion aussi, marquée par le chômage, en particulier des jeunes et des moins qualifiés, par l'augmentation de la précarité et de la pauvreté, par les dérives de politiques d'un État social actif qui stigmatise toujours davantage les plus précarisés, qui individualise, contractualise les responsabilités, qui conçoit la sécurité sociale davantage comme une charge que comme une politique de solidarité, qui se fonde sur une obligation paradoxale de participer. Tant les politiques d'intégration, de cohésion sociale et d'insertion socioprofessionnelle se développent sur ce paradigme de l'activation.

Dans ce contexte, Lire et Écrire, par son action d'alphabétisation, veut soutenir les personnes qui font face à une dégradation de leurs conditions socio-économiques, qui sont pénalisées par la contrainte de démarches administratives qui recourent systématiquement à l'écrit, qui ne peuvent accéder à des formations répondant à leurs besoins en raison de conditions de statut ou de manque de places.

Dans ce cadre, les politiques liées au développement territorial, et les bassins Enseignement qualifiant-Formation-Emploi en particulier, constituent une vraie opportunité pour l'alphabétisation. L'alphabétisation ne concerne pas que Lire et Écrire ni les seuls opérateurs de formation en alpha. Chaque acteur, de chaque sphère de notre société est concerné par cette question et doit pouvoir réfléchir et construire ensemble des pistes d'actions pour le développement d'actions collectives pour le droit à l'alphabétisation et à la prise en compte des personnes qui vivent l'illettrisme. La question de la prise en compte et de la participation de près de 300.000 ou 400.000 citoyens³³ dans le développement de la Wallonie est un enjeu prioritaire.

En lien avec son projet politique et le contexte socioéconomique tel que décrit, les entités wallonnes de Lire et Écrire plaident donc pour le maintien d'un dispositif tel que la Convention Région wallonne alpha, et ce dans une approche globalisée de la problématique de l'analphabétisme, qui reconnaisse le caractère fondamentalement transversal de l'alphabétisation et dès lors, soutienne une cohérence d'actions à l'échelle locale et régionale (territoire wallon), renforce la visibilité des multiples actions de terrain, et promeuve une analyse concertée et menée collectivement.

Et ce, dans le but d'assurer un droit à l'alphabétisation pour tous et tout au long de la vie dans une perspective émancipatrice et participative.

³³ Estimation de 10% ou 12% de la population adulte en Région wallonne en difficulté de lecture et d'écriture.